

VéLa **rité**

Revue théorique de la IV^e Internationale



Le capitalisme seul responsable de la barbarie

N° 105

Nouvelle série (n° 711) - Mars 2020 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire. »

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Notes éditoriales**
 - **Le virus, la pandémie et le capitalisme** p. 3
- **Notes sur la France** p. 15
- **Chili – Le baril de poudre a explosé** p. 17
 - Annexe 1 – Lettre des Cordons industriels
au président Salvador Allende p. 22
 - Annexe 2 – Septembre 1973 :
revenir sur les enseignements du Chili
(rapport présenté par Pierre Lambert) p. 25
- **Liban-Irak – La signification du soulèvement
des peuples et ses perspectives** p. 29
- **Centralisation et concentration
du capital à l'époque de l'impérialisme** p. 35
- **Climat, destruction de l'environnement
et lutte de classes** p. 45
- **Les guerres impérialistes d'aujourd'hui**
 - **La stratégie du chaos** p. 55

La Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Notes éditoriales

Le virus, la pandémie et le capitalisme

L'HUMANITE se terre. A l'heure où nous écrivons, 15 000 morts, des millions de gens atteints, deux milliards six cents millions d'individus confinés comme au Moyen Age. Après l'Europe et certains pays d'Asie, puis une partie des Etats-Unis et l'Afrique du Sud, l'Inde vient de décider le confinement d'un milliard de citoyens. Comment ne pas voir dans cette décision la création, en réalité, d'un vaste camp dans lequel vont mourir de nombreux Indiens ? Et l'Iran et le Venezuela sous embargo ? Et le peuple palestinien « confiné » dans le camp qu'est la bande de Gaza, soumise elle aussi à l'embargo ? Et partout des services de santé qui explosent... La pandémie de coronavirus provoque un véritable séisme dans le monde entier. A la crise sanitaire s'ajoute une crise économique et sociale. Le capital menace de destruction l'humanité tout entière.

UNE CRISE ÉCONOMIQUE ?

Ce n'est pas le virus qui a provoqué cette crise. La pandémie n'est qu'un révélateur et un accélérateur de la crise du système capitaliste.

Celle-ci est antérieure à la pandémie. Depuis des mois, de nombreux économistes alertaient de l'arrivée d'une nouvelle crise financière, plus profonde et plus brutale que

la crise de 2008. La marche à la dislocation du marché mondial était déjà en cours.

Dès octobre 2019, le Fonds monétaire international (FMI) notait dans son rapport annuel (1) :

« L'économie mondiale connaît un ralentissement synchronisé : la croissance a de nouveau été révisée à la baisse pour 2019, à 3 %, soit son rythme le plus lent depuis la crise financière mondiale (...). Ralentissement généralisé de l'industrie manufacturière et du commerce mondial (...). La hausse des droits de douane et l'incertitude prolongée qui entoure les politiques commerciales ont entraîné une baisse des investissements (...). L'industrie automobile connaît également une contraction. »

Si la politique de Trump, son recours au protectionnisme, est illusoire — car rien ne peut empêcher les trusts d'orienter leurs investissements en dehors des frontières des Etats-Unis —, elle n'en a pas moins des effets directs sur l'économie mondiale, et notamment sur ses « alliés » européens, à coups de taxes et de restrictions, visant notamment l'industrie automobile allemande, un pilier de cette économie.

Cela s'est d'ailleurs matérialisé, avant même la pandémie, par l'annonce, début 2020, de la chute du marché automobile

(1) FMI, *Rapport annuel sur les perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2019.

européen (en baisse globale de 7,4 %), dont le marché allemand en baisse de 10 %.

De la même manière, la crise du pétrole se développe depuis de nombreux mois. Dans cette situation de sauve-qui-peut, l'Arabie Saoudite, en représailles au refus de la Russie de suivre les décisions de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), a annoncé la baisse du prix de son baril et l'augmentation de sa production, provoquant ainsi une déflagration mondiale.

Fatih Birol, le directeur de l'Agence internationale de l'énergie (2), s'alarme :

« Ce jeu de roulette russe est étonnant alors que l'économie mondiale est particulièrement affaiblie. Ses conséquences peuvent être très graves (...). Le risque de crise sociale et les menaces sur la stabilité s'accroissent. »

« Crise sociale » : le mot est lâché. Il exprime la crainte de voir la crise s'approfondir dans les pays producteurs, qui dépendent pour l'essentiel des recettes du pétrole. C'est le cas en Algérie, qui dépend à 98 % de ses revenus énergétiques, où déjà la mobilisation populaire contre le régime s'est dressée contre la loi privatisant partiellement les hydrocarbures.

Tous ces gens sont terrorisés par les mobilisations massives en Algérie, en Asie ou en Amérique latine, qui se dressent contre ce système.

Or le monde entier est concerné, y compris les Etats-Unis, autosuffisants en pétrole et qui, avec l'extraction du gaz de schiste, sont devenus exportateurs (en 2008, le pétrole américain représentait 9 % de la production mondiale ; en 2019, il en représente 17 %). Car la baisse du prix du baril frappe directement la production américaine, le plongeant en dessous de son seuil de rentabilité. « *La résilience des producteurs américains dépendra aussi de l'étendue des dégâts sur les marchés financiers, leurs bailleurs de fonds* », souligne le quotidien français *Le Figaro* (10 mars 2020).

Là est l'essentiel : les marchés financiers. En effet, la crise actuelle n'est pas une crise « économique ». Elle est le produit de l'agonie d'un régime social qui a fait son temps, qui s'est maintenu au prix de deux guerres mondiales provoquant des dizaines et des dizaines de millions de morts, et qui aujourd'hui plonge à nouveau l'humanité dans la barbarie pour préserver les « marchés financiers » !

LES MARCHÉS FINANCIERS, LA LOI DU CAPITAL

Comme l'indiquait le Fonds monétaire international (FMI) en octobre 2019 (3) :

« Les marchés financiers ont été ébranlés par les fluctuations liées aux tensions commerciales et par les préoccupations croissantes qu'inspirent les perspectives économiques mondiales (...). Dans leur quête de rendement, les investisseurs institutionnels pourraient s'exposer d'une manière qui amplifierait les chocs lors des tensions sur les marchés : les similitudes observées dans les portefeuilles des fonds d'investissement pourraient amplifier un effondrement du marché. »

Cette instabilité des marchés s'accompagne d'une situation où des milliards et des milliards ne sont pas investis dans la production, car la valorisation de ces capitaux n'est pas assurée.

Warren Buffet a ainsi expliqué aux actionnaires de son fonds d'investissement, Berkshire Hathaway, qu'une trésorerie de 128 milliards de dollars avait été accumulée à la fin 2019, car il n'avait pas encore trouvé d'acquisitions assez rentables. Mais il n'est pas le seul, ils sont nombreux dans ce cas. Alphabet, la maison-mère de Google, est la plus riche en liquidités avec 177 milliards de dollars en réserve cash !

C'est ce que la presse appelle la « *financiarisation de l'économie* », qui bat son plein. La spéculation domine l'économie : « *Croulant sous les liquidités, les grands groupes cherchent à booster le cours de leurs actions en rachetant des milliards de titres* », indiquait le quotidien suisse *Le Temps*, en mars 2019. Devenus monnaie courante aux Etats-Unis, les rachats d'actions se multiplient en Europe. A coups de milliards, ces entreprises rachètent des actions afin d'en valoriser le prix à la hausse, ce qui satisfait les actionnaires, car « *le rachat d'actions présente l'avantage d'être beaucoup plus souple qu'un dividende* ». En effet, les dividendes sont soumis aux aléas du marché et aux résultats des entreprises.

« Chute des ventes d'Iphone, mais Apple se porte plutôt bien en Bourse (...). L'action a enregistré une hausse de 27 % (...). Un

(2) Dépêche de l'agence Reuters, 9 mars 2020.

(3) FMI, *Rapport annuel sur les perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2019.

exemple supplémentaire sur le fait que les choses, dans ce domaine, sont parfois déconnectées du réel (...). Tentant de faire oublier sa situation, Apple vient de doter son programme de rachat d'actions de 75 milliards de dollars supplémentaires et d'augmenter les dividendes aux actionnaires de 5 % (...). Si bien que depuis 2015, ce sont 363 milliards de dollars qu'Apple a dépensés pour racheter des actions ou verser des dividendes à ses actionnaires » (extraits de *Numériques*) (4).

Comme le note une étude économique publiée par le journal belge *L'Echo* en février 2019 (5) :

« La somme de tous les programmes de rachat d'actions des 500 plus grandes entreprises américaines dépasse pour la première fois les 1 000 milliards de dollars (...). Le rachat d'actions reste une manière efficace de soutenir le cours en Bourse. Si les actions rachetées sont détruites, le nombre d'actions en circulation diminue, ce qui permet de répartir les bénéfices sur moins d'actions. En d'autres termes, l'actionnaire perçoit une plus grande part du gâteau (...). Une étude américaine a démontré qu'après quatre ans, les entreprises qui rachetaient leurs actions pour les détruire affichaient un cours supérieur de 24 % à celui de leurs concurrents ne pratiquant pas le rachat d'actions. »

La valorisation du capital n'étant pas garantie par des investissements productifs, il faut alors trouver d'autres voies. C'est celle de la spéculation, des capitaux fictifs, ce qu'on appelle la bulle financière, qui peut exploser à tout moment, comme elle est en train de le faire en conséquence de la pandémie aujourd'hui. C'est le parasitisme impérialiste qui détruit tout.

Les grands fonds d'investissements, qui défendent les intérêts de leurs clients, poussent les entreprises à se restructurer, c'est-à-dire à licencier. Ces plans de restructuration d'entreprises (souvent largement bénéficiaires) sont à chaque fois salués en Bourse par une hausse du prix de l'action.

De même, ces fonds font pression pour faire sauter toutes les normes, les règles qui sont autant de barrières à leur expansion. Ces milliards et milliards qui ne trouvaient pas à s'investir avivent l'exigence du capital : voir s'ouvrir la protection sociale (retraites, sécurité sociale) au privé. On a vu récemment le patron du grand fonds de pension américain Blackrock se féliciter de la réforme des retraites en France.

Le marché privé de la santé, comme aux Etats-Unis, est juteux. C'est d'ailleurs pour-

quoi les grands groupes de santé privés américains font pression contre tout système de sécurité sociale public, au détriment de millions d'Américains qui n'ont pas accès au système de santé. De la même manière, au Chili, le système des fonds de pension privés, instauré par Pinochet, conduit à la ruine de millions de Chiliens.

Ce parasitisme inhérent à l'impérialisme s'est développé de manière exponentielle depuis les années 1960-1970. En 1971, en pleine guerre du Vietnam, l'impérialisme américain, en décidant de rompre la convertibilité du dollar en or (remettant *de facto* en cause les accords de Bretton Woods signés après la Deuxième Guerre mondiale), érigeait le dollar comme monnaie de référence à l'échelle mondiale au détriment de ses « alliés », mais également en concentrant sur lui toutes les contradictions du marché mondial : ce faisant, le « remède » a aggravé la crise.

« La menace est encore considérablement aggravée par le fait que le secteur de l'économie d'armement est alimenté par les Etats bourgeois qui le financent par l'inflation de crédit et de monnaie, par des manipulations financières de toutes sortes qui aboutissent à créer une masse croissante de capitaux fictifs dont une fraction de plus en plus faible arrive à s'investir dans la production.

C'est là et uniquement là que réside la cause de la crise du système monétaire international (...). Les déséquilibres des balances commerciales et de paiement, et principalement le déséquilibre des balances américaines et européennes qui sont au centre de cette formation d'énormes capitaux fictifs, traduisent l'impasse d'une économie fondée sur la propriété privée des moyens de production » (*Déclaration de l'OCI*, août 1971) (6).

C'était il y a 50 ans. L'échéance est là. La menace de dislocation avive la concurrence entre les trusts pour attirer de nouveaux actionnaires et éliminer leurs concurrents. La concentration capitaliste se développe à coups d'OPA, de fusions-acquisitions, mettant en mouvement des centaines de milliards (*on lira en page 35 l'article sur la concentration*).

(4) *Les Numériques*, mai 2019.

(5) *L'Echo* (Belgique), « *Les champions des rachats d'actions superforment la Bourse* », 9 février 2019.

(6) *Déclaration du bureau politique de l'Organisation communiste internationaliste (OCI - section française de la IV^e Internationale) du 20 août 1971*, republiée dans *La Vérité*, n° 60-61, mars 2008, pages 10 à 21.

Lénine, dans son ouvrage sur l'impérialisme, avait expliqué que le capital étouffait au sein des frontières nationales : de fait, les monopoles et les trusts se sont émancipés des cadres nationaux dont ils sont originaires. Dans leur expansion, ils sont amenés à piétiner les Etats nationaux, qui leur apparaissent comme autant de contraintes, mais qu'ils utilisent néanmoins comme instruments de maintien de « l'ordre » — c'est-à-dire la répression contre les travailleurs et les peuples — et les « aides » aux trusts.

IL FAUT SAUVER LE CAPITAL

Avec l'accélération de la crise du fait de la pandémie, les Bourses s'effondrent, l'industrie est au ralenti. « *Rien qu'à Paris, depuis le début de la baisse, 190 milliards d'euros sont partis en fumée (...). Dans le monde, ce sont environ 6 000 milliards de dollars de capitalisation qui ont été effacés depuis le début de la semaine* » (dans le quotidien français *Les Echos*, 1^{er} mars 2020). 6 000 milliards partis en fumée : ici se révèle brutalement le parasitisme de l'économie capitaliste.

Si l'on compare, par exemple, les 190 milliards détruits en une semaine à la Bourse de Paris avec le budget de l'école publique (53 milliards) ou de la recherche publique (28 milliards), on ne peut que constater le caractère réactionnaire du régime de la propriété privée.

Face à cette crise, aussitôt les Etats, les gouvernements, les institutions internationales et les banques centrales ont réagi.

Ces mêmes Etats et gouvernements qui, jusqu'alors, refusaient toutes les revendications et organisaient des contre-réformes destructrices au nom « d'économies nécessaires », débloquent des sommes considérables pour « aider les entreprises ».

Aux Etats-Unis, Trump a débloqué une première enveloppe d'urgence de 300 milliards de dollars, et la FED, la banque centrale américaine, a débloqué 1 500 milliards (soit quasiment l'équivalent du total des profits des entreprises américaines amassés l'an dernier : 2 000 milliards !).

Dans l'Union européenne, la Banque centrale européenne (BCE) a dégagé 750 milliards d'euros, ce qui s'ajoute aux sommes mises à disposition par les Etats (300 milliards en France, 700 milliards en Allemagne, etc.). C'est une nouvelle fois la confirmation du fait que les gouvernements, selon le mot

de Marx, sont bien « *le conseil d'administration de la bourgeoisie* ».

Immédiatement, ces annonces ont fait rebondir les Bourses : en France + 5,9 %, en Allemagne + 5,2 %, à Londres + 3,2 %. Mais ce n'est que passer. La crise est là.

A l'inverse, cette situation jette dans la misère des centaines de millions d'êtres humains. Dans les pays d'Europe, le chômage partiel (sans même parler des licenciements) entraîne une baisse importante du revenu des travailleurs et jette dans la misère tous ceux qui sont précaires, sans droits, et se retrouvent sans rien.

Dans de nombreux pays, notamment en Asie, qui avaient vu arriver des entreprises étrangères (délocalisations) cherchant à s'assurer un « coût » du travail au plus bas et une déréglementation totale, ce ralentissement de la production et du commerce mondial jette à la rue des dizaines de millions de travailleurs.

En Afrique, en quelques jours, le capital financier a rapatrié — pour les mettre à l'abri en Europe et aux Etats-Unis — 60 milliards « d'investissements » (sic !), aggravant ainsi la situation déjà alarmante des pays africains.

Ce qu'on appelle la « mondialisation » et les « délocalisations » ne sont rien d'autre que la loi du capital poussée à son paroxysme. Dans cette phase d'agonie du capitalisme qu'est l'impérialisme, il lui est indispensable de frapper la classe ouvrière et les peuples pour survivre.

Pour ce faire, il doit chercher à augmenter le taux de plus-value (et répartir les profits qui en découlent) en abaissant le « coût » du travail. C'est là le sens des délocalisations dans des pays où ce « coût » est bas et où les réglementations et normes protectrices n'existent pas, permettant une surexploitation des travailleurs.

Selon les chiffres de l'OIT, en 2018, 168 millions d'enfants de moins de 15 ans travaillaient dans le monde (dont 78 millions en Asie et 60 millions en Afrique).

Dans ce même objectif, le capital, utilisant cette situation de délocalisation et au nom de la compétitivité, pousse dans les pays impérialistes aux contre-réformes destructrices des codes du travail, des retraites, dans le cadre d'une déréglementation maximum.

Dans une chronique du quotidien de la City de Londres, le *Financial Times* (7), on peut lire :

(7) *Financial Times*, 21 mars 2020.

« Economiquement, le coronavirus se situe à côté du tremblement de terre qui a provoqué l'accident nucléaire de Fukushima, de la guerre commerciale Chine-Etats-Unis et autres bouleversements mondiaux. Ce qu'ils ont de commun, c'est de démontrer le danger de la concentration des chaînes d'approvisionnement. »

Cette pandémie révèle ouvertement la fragilité du système capitaliste en crise, soumis aux moindres aléas et retournements de la situation mondiale.

« Il n'y avait pas, en ce début d'année, de marges de manœuvre pour un accident. L'accident a eu lieu : celui du Covid-19 en Chine. L'économie du pays est désormais en panne. La production de charbon y a reculé de 38 %. Une catastrophe pour l'économie mondiale. La Chine concentre des chaînes de valeur qui comptent pour 75 % de la croissance du commerce mondial. La production mondiale n'a augmenté en 2019 que de 2,9 % — le rythme le plus lent depuis la crise financière de 2008-2009, à 0,4 points seulement du seuil des 2,5 %, généralement associé à une récession mondiale » (*Les Echos*) (8).

Cela souligne la dépendance du marché mondial à l'égard de la Chine. La bureaucratie chinoise, après avoir écrasé dans le sang la révolte de Tian'anmen en 1989, et renforcé sa dictature sur les masses, a commencé progressivement à ouvrir le pays au capital étranger, lui fournissant une main-d'œuvre taillable et corvéable à merci. L'effondrement du Kremlin en URSS a sonné le tocsin pour la bureaucratie chinoise. Il lui fallait se protéger des masses tout en se rapprochant de l'impérialisme. Avec le développement des entreprises publiques et privées, la Chine est devenue « *l'atelier du monde* », selon l'expression consacrée.

Mais plus le développement de l'industrie avançait, plus la Chine s'insérait au marché mondial, et donc à la division internationale du travail. Donc, elle en devenait de plus en plus dépendante à son tour.

La réorientation de l'impérialisme américain, impulsée par Trump à travers la guerre commerciale avec la Chine, a contraint la bureaucratie à passer un accord bilatéral qui remet en cause un certain nombre de règles, de normes et de taxes (sans que cela permette pour autant à Trump d'obtenir la relocalisation aux Etats-Unis d'industries américaines).

La bureaucratie chinoise est prise en étau. Elle tire sa position économique et

politique du monopole du pouvoir politique à l'intérieur. Depuis vingt ans, elle a progressivement ouvert de nombreuses brèches dans l'économie issue de l'expropriation du capital en 1949. Mais elle n'a pas pu aller au bout de cette remise en cause qu'exige le capital international, car cela menacerait sa position de caste privilégiée, une caste qui fondamentalement est de nature bourgeoise. Une caste bureaucratique qui, de plus en plus ouvertement, s'est approprié tous les traits caricaturaux de la bourgeoisie en décomposition. Et en face, la classe ouvrière ne reste pas inerte. De très nombreuses grèves se sont produites ces dernières années en Chine, souvent victorieuses, et la mobilisation à Hong Kong a sonné l'alarme pour une bureaucratie terrorisée à l'idée que ce type de mobilisation puisse se produire en Chine continentale, mettant en mouvement des centaines de millions de travailleurs.

CRISE DE LA DOMINATION DE CLASSE

Cette crise ne se limite pas à la bureaucratie chinoise, elle frappe l'ensemble des Etats, et ce, bien avant la pandémie. Toute la domination politique de la bourgeoisie est en cause, dans chaque pays comme à l'échelle internationale. C'est là le produit combiné de la crise du système capitaliste et de la résistance des travailleurs et des peuples. Le dernier exemple en date, ce sont les mobilisations révolutionnaires qui ont surgi en 2019 sur pratiquement tous les continents, mais aussi les résistances quotidiennes de par le monde.

Aux Etats-Unis, l'improbable élection de Trump a exprimé la crise majeure de la classe dominante américaine avec une désarticulation du système bipartisan (démocrates-républicains), qui s'était également illustrée dans le fait que Sanders, qui se présente comme « socialiste », avait réuni 16 millions de voix aux primaires du Parti démocrate.

Ces élections ont révélé la fracture de la société américaine, le rejet des « élites » démocrates et républicaines par de très larges couches de la société américaine, et en particulier des ouvriers des zones industrielles dévastées.

(8) *Les Echos* (France), 26 février 2020.

Face à cela, les annonces, souvent chaotiques, de Trump s'inscrivent dans une perspective irréaliste : rétablir la production aux Etats-Unis. Son agressive « *America First* », qui ne peut néanmoins en rien contraindre les trusts américains à revenir à la maison, alimente en revanche des désordres mondiaux et aiguise la crise de ses « alliés », alors que ces derniers sont déjà dans une crise profonde.

Ce n'est pas une crise politique conjoncturelle, mais une crise exprimant les limites du capital du Vieux Continent, réduit à la portion congrue du fait notamment des rapports entre les Etats-Unis et la Chine qui dominent l'économie mondiale.

En Allemagne, c'est la crise de la « grande coalition », en France celle de Macron face à la mobilisation des Gilets jaunes, puis du mouvement de la classe contre la « réforme » des retraites. Ces deux « piliers » de l'Union européenne sont en crise. Sans même parler de la lente décomposition de la puissance impérialiste qu'est la Grande-Bretagne avec le Brexit. Mais aussi l'Italie, l'Espagne, etc.

Cette crise des Etats frappe également à mort les institutions de l'Union européenne. Toutes les formes institutionnelles sont rejetées, en particulier les partis qui se sont succédé au pouvoir pour mettre en œuvre les mêmes politiques. Illustratives sont les dernières élections en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France, qui ont vu s'effondrer, voire quasiment disparaître, les partis de la social-démocratie. Mais tous les partis sont touchés par ce rejet.

Ce « dédagisme » exprime le rejet des vieux partis, autrefois des partis ouvriers, qui ont trahi les masses pour défendre le système capitaliste.

Dans les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, les gouvernements en place sont soumis aux exigences de l'impérialisme. Et s'ils ne s'y plient pas complètement, ils sont, comme le Venezuela et l'Iran, soumis à des sanctions et à un embargo — maintenu encore actuellement — aggravant la situation dans ces pays face à la pandémie. Un nouveau crime de l'impérialisme !

C'est dans cette situation qu'a surgi, l'année passée, une vague révolutionnaire à l'échelle internationale, qui s'est exprimée avec force au Chili, à Hong Kong, en Algérie, au Liban, en Irak notamment. Il s'agit d'une véritable révolte des peuples pour vivre. Partie d'une revendication souvent mineure (comme le prix du ticket de métro

à Santiago), la mobilisation a mis en mouvement des dizaines de millions d'hommes qui, sur différents continents, dans des langues différentes, ont pourtant le même mot d'ordre : « *Dégagez ! Dégagez tous !* » (lire l'article sur le Moyen-Orient en page 29).

C'est ainsi la question du pouvoir qui se trouve posée. Quelle que soit la conscience qu'elles en ont, les masses, en se dressant pour survivre, se dressent contre les régimes et le capitalisme qui les détruisent.

En Algérie, le rejet du 5^e mandat du président Bouteflika s'est transformé en une exigence du départ du régime. Et dans un pays comme l'Algérie, cette revendication démocratique s'est chargée d'un contenu économique et social : « *En 1962, nous avons libéré la terre, en 2020, nous allons libérer le peuple.* »

En effet, la révolution algérienne qui a chassé le colonialisme français a été confisquée par une petite caste petite-bourgeoise qui a institué le monopole du pouvoir politique entre ses mains. Contrainte par le caractère même du pays et le départ des colons de nationaliser une large part de l'économie, cette caste ne l'a pas gérée au profit du peuple mais de ses propres intérêts, générant une couche parasitaire d'oligarques pillant le pays.

Cette couche dirigeante a soumis le pays aux règles et aux exigences du marché mondial au détriment de la population laborieuse, jetée dans la misère et la précarité.

C'est donc naturellement que la mobilisation révolutionnaire des masses algériennes charrie les revendications démocratiques, économiques et sociales. Significative est, à cet égard, lors de l'annonce d'un plan de privatisation partielle des hydrocarbures, la mobilisation spontanée des masses avec pour mot d'ordre : « *Le pétrole est algérien !* »

Car dans les pays dominés, opprimés par l'impérialisme qui veut dicter sa loi, la défense de la souveraineté nationale exige la souveraineté du peuple sur l'économie et la rupture des liens de subordination au marché mondial, dominé par le capital.

C'est en ce sens que, quels que soient les développements actuels du fait de la pandémie, le processus révolutionnaire en Algérie, posant la question du pouvoir et de la souveraineté, a une portée mondiale.

Au Chili, à partir de sa revendication initiale (le prix du ticket), la mobilisation a débouché sur la remise en cause du régime,

notamment au travers de la question des fonds de pension privés, héritage de la dictature de Pinochet (*lire l'article sur le Chili en page 17*).

Tous les régimes, ceux des pays impérialistes comme ceux des pays dominés, sont prêts à tout pour préserver l'ordre établi. D'un côté, tous débloquent des milliards pour les patrons et, de l'autre, ils exigent des travailleurs et de leurs organisations qu'ils participent « solidairement » à l'effort national.

Il y a peu encore, ces régimes déchaînaient la répression féroce en Irak et au Chili, mais également en Algérie et en France. On a assisté aussi à un renforcement des mécanismes de coercition de classe et à de nouvelles lois liberticides, soulignant ainsi la véritable nature des Etats bourgeois.

Et maintenant, utilisant la pandémie qui est un véritable danger, ils en appellent à l'« union sacrée ».

Au nom de la lutte contre le virus, il faudrait que cessent toute opposition de classe, toute revendication. Ces gouvernements cherchent, non sans succès, à associer les partis « d'opposition » et surtout les organisations syndicales.

Dans certains pays, en Europe, des « accords » ont ainsi été passés, à l'encontre de ce qu'est la vocation des organisations syndicales. De ce point de vue, l'élément le plus avancé concerne le Portugal, où le Parlement — « gauche » et droite confondues — vient de voter en tant que telle l'interdiction du droit de grève, dans le cadre des mesures adoptées « pour lutter contre la pandémie ».

Mais malgré les conditions très difficiles liées aux circonstances de la pandémie, les travailleurs contraints d'aller travailler malgré les confinements décrétés cherchent à se défendre. En France, en Espagne, en Italie (où les fédérations de la métallurgie de Lombardie ont appelé à une grève générale si les conditions de sécurité ne sont pas réunies), au Brésil et au Chili (avec un appel de la plate-forme Unité sociale pour la grève générale contre la situation imposée aux travailleurs), des mouvements de travailleurs avec leurs organisations syndicales se développent dans différents secteurs, se saisissant du droit de retrait, de la grève pour exiger que les conditions de sécurité sanitaire soient respectées. Même dans des conditions difficiles, malgré la propagande de l'« union sacrée », la division de la société

en classes n'a pas disparu et la lutte de classes non plus.

UN ACTE D'ACCUSATION

Et pour cause : elle n'a pas disparu, car tous peuvent voir la responsabilité des régimes et gouvernements dans la situation actuelle.

La pandémie est une réalité. Mais une autre réalité est l'incapacité à y faire face, du fait des politiques mises en œuvre depuis des décennies au nom des « économies nécessaires ».

En Europe, la politique d'austérité imposée par les différents gouvernements de l'Union européenne (UE) au nom de la règle des 3 % de la dette publique par rapport au Produit intérieur brut (PIB) a entraîné une véritable destruction des services de santé, provoquant aujourd'hui la catastrophe sanitaire.

Les hôpitaux italiens explosent : on trie les malades, « choisissant » ceux qui peuvent vivre et ceux qui peuvent mourir. La situation des personnels est telle qu'il a fallu faire venir, pour les aider, 50 médecins de Chine, 60 médecins de Cuba et 200 de Russie, mais aucune « aide » de l'UE ! L'Italie n'est en ce sens que l'expression avancée d'une situation générale.

L'exemple de la France est significatif. Vantée naguère pour la qualité de son système de santé, celui-ci se retrouve aujourd'hui bien mal en point pour faire face à l'épidémie. Depuis un an, le personnel hospitalier s'est mobilisé, a fait grève, pour dénoncer la situation alarmante dans les hôpitaux. En dix ans, 17 500 lits hospitaliers ont été fermés au nom de la rentabilité ! Pas d'embauches ni de remplacements des départs en retraite : il manque des dizaines de milliers d'hospitaliers. En situation normale, l'hôpital était déjà au bord de la rupture : avec l'épidémie, cela explose.

A ces conditions difficiles pour les soignants s'ajoute le scandale de la pénurie de matériel de protection, en particulier des masques. Il y a dix ans, les réserves de l'Etat comptaient 1 milliard de masques chirurgicaux et 600 millions de masques de type FFP2. Il en reste aujourd'hui 80 millions, alors que pour le seul personnel hospitalier, il en faut des millions par semaine.

Mais les stocks coûtent cher. Le 27 juillet 2011, une note de la Direction générale de la

santé préconisait de ne « *pas renouveler une partie des masques* ». Pourtant, le Haut Conseil de la santé, à l'époque, demandait de maintenir les masques FFP2 « *a minima pour tous les personnels exposés à un risque élevé, considérant le risque inchangé de pandémie* ».

Un nouvel arbitrage daté de 2013 n'est pas favorable à maintenir les stocks de masques FFP2, jugés « *trop coûteux* ». Les stocks de réserve ont donc été liquidés pour réaliser des « *économies* ». Aujourd'hui, la population en paie le prix, et, au lieu de pratiquer un dépistage systématique, le gouvernement confine la population.

Le gouvernement français prétend qu'il n'est pas nécessaire de faire ce dépistage durant la pandémie et ne procède donc qu'à 4 000 dépistages par jour, tandis que l'Allemagne en réalise 12 000 et la Corée du Sud 20 000. Harcelé, le ministre de la Santé a dû reconnaître qu'il ne pouvait en être effectué plus, faute de kits suffisants, qui sont fabriqués à l'étranger, notamment en Chine. Qui donc organise ce chaos, sinon ceux qui sont les valets du capital ? Il en est de même pour le nombre insuffisant de respirateurs. C'est la loi du capital qui frappe les systèmes de santé.

Aux Etats-Unis, où les hôpitaux sont majoritairement privés, le système d'assurance privée interdit l'accès aux soins à des millions d'Américains.

Dans le pays le plus riche du monde, 320 millions d'Américains ont donc des assurances santé très variées, à des prix et prestations très variés également. Cinquante millions de personnes sont très mal assurées et 28 millions ne le sont pas du tout.

C'est « *le cas de cette Américaine, Danni Askini, qui a souffert du Covid-19 et qui heureusement s'en est sortie. Non couverte par une assurance santé, elle a reçu une facture de 34 000 dollars pour son traitement et les tests* » (Huffpost, le 20 mars).

De plus, dans un pays où les conventions collectives — quand il y en a — s'appliquent entreprise par entreprise, 25 % des salariés n'ont pas droit aux congés de maladie. Ils sont même 42 % dans le secteur des services, en particulier dans la restauration, et 33 % dans l'industrie. Et bien évidemment, les populations les plus frappées sont les pauvres, les Noirs et les Latinos.

Il y a en Europe, selon les pays, entre 3 à 7 médecins pour 1 000 habitants, selon une étude de l'OMS. Il y en a 0,8 en Inde et en Afrique du Sud, et aucun dans de nombreux pays d'Afrique.

Car selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le strict minimum serait de 20 médecins pour 100 000 habitants, soit 1 médecin pour 5 000 personnes, ce qui n'est déjà pas beaucoup.

En Afrique subsaharienne, le nombre de médecins pour 100 000 habitants est de 3 à 5 ! La moitié des femmes qui meurent chaque année dans le monde des suites de complications d'une grossesse ou d'un accouchement sont africaines.

Au Zimbabwe, toujours selon l'OMS, l'hôpital de la capitale dispose de 300 lits, dont 3 en réanimation, tous déjà occupés.

L'Afghanistan dispose en tout et pour tout de 30 respirateurs pour 42 millions d'habitants.

Le paludisme, maladie qui se soigne, tue chaque année un demi-million de personnes, majoritairement en Afrique. En 2004, à propos du sommet de Kyoto sur le climat, Richard Tren, directeur de l'association Africa Fighting Malaria, déclarait :

« Ils meurent parce qu'ils sont trop pauvres pour disposer de médicaments. Ils meurent parce que les gouvernements des pays riches ne veulent pas financer des mesures qui sauveraient des vies, comme pulvériser de l'insecticide dans les maisons, parce que ces gestes ne sont pas conformes à l'idée qu'ils se font de la "durabilité environnementale" ».

Le paludisme est une maladie complexe, mais le meilleur remède pour les habitants des zones infectées est d'échapper à la pauvreté. Le traité sur le réchauffement climatique et le protocole de Kyoto ne leur seront d'aucune aide. »

Face à cette pandémie du Covid-19, « *3 milliards d'êtres humains n'ont même pas les armes basiques pour se protéger, l'eau courante et le savon* », s'alarme un rapport d'experts de l'Unicef.

« *Alors que le virus avance vers les pays à bas revenus, nous sommes très inquiets de l'impact que cela pourrait avoir sur des populations où le taux de prévalence du VIH est important, ou sur des enfants mal nourris* », alerte la direction de l'OMS.

Ces populations meurent et vont mourir de pauvreté ! Elles meurent de l'impérialisme.

LE CAPITAL EST RESPONSABLE

Les chiffres que nous présentons ci-dessous sont tous des chiffres officiels de l'OMS, de l'ONU, de l'Unesco, de l'Organisation internationale du travail (OIT), etc.

- **Six millions d'êtres humains meurent de la rougeole chaque année.** Maladie pour laquelle il existe un vaccin et des traitements.
- **1,5 million de morts de la tuberculose** (maladie qui se soigne).
- **435 000 décès du paludisme**, principalement des enfants. Toutes les deux minutes, un enfant meurt du paludisme (maladie qui se soigne).
- **Mortalité infantile : 9 millions.**
- **821 millions d'êtres humains souffrent de la faim.** 10 millions d'entre eux meurent chaque année.
- **Il y a 200 millions de chômeurs au monde.**
- **2 milliards de personnes** travaillent dans l'informel et le précaire, soit 60 % de la population active mondiale.
- **Il y a 270 millions d'accidentés du travail** chaque année, dont 3 millions de morts.
- **Les guerres en cours qui ont fait plus de 100 000 morts :**
Afghanistan depuis 2015 : 100 000.
Syrie : 380 000. Soudan : 250 000.
Yémen : 100 000.
- **2 000 milliardaires** à l'échelle mondiale détiennent deux tiers des richesses de l'humanité.
- **En France, les 10 % les plus riches** possèdent 50 % de la richesse du pays.
- **Bernard Arnault**, le P-DG du groupe LVMH, possède 92 milliards d'euros, ce qui en fait la première fortune de France et d'Europe, et la deuxième fortune mondiale.
- **Le chiffre d'affaires** des grandes industries militaires se monte à **420 milliards d'euros.**
- **Les dix plus grands trusts** pharmaceutiques ont un chiffre d'affaires de **323 milliards d'euros** et ont reversé à leurs actionnaires **60 milliards en 2019.**

Ce tableau est un acte d'accusation du système capitaliste. D'un côté, les morts de maladies, de guerre, de faim, d'accidents du travail ; de l'autre, 2 000 milliardaires qui détiennent deux tiers des richesses de l'humanité. La minorité capitaliste face à la majorité exploitée et opprimée, deux classes qui ont des intérêts antagoniques.

Souignons : le capital n'est déterminé que par ses propres intérêts.

« La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même : le capital et sa mise en valeur par lui-même apparaissent comme point de départ et point final, moteur et fin de la production ; la production n'est qu'une production pour le capital et non l'inverse » (Marx, *Le Capital*) (9).

Le capital est donc non seulement incapable de répondre aux besoins sociaux et sanitaires de l'humanité, mais, au contraire, c'est lui qui, pour se préserver, la jette dans la barbarie. Il développe la production pour ses propres intérêts, le profit et la valorisation des capitaux, et non pour le développement de l'humanité, qu'il détruit.

« Les forces productives engendrées par le mode de production capitaliste moderne, ainsi que le système de répartition des biens qu'il a créé, sont entrés en contradictions flagrantes avec le mode de production lui-

(9) Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, tome 1, chapitre 15, Editions sociales, 1957.

même, et cela à un degré tel que devient nécessaire un bouleversement du mode de production et de répartition, éliminant toutes les différences de classe, si l'on ne veut pas voir toute la société moderne périr » (Engels, *Anti-Dühring*) (10).

L'alternative que pose Engels est celle que formulera, à l'époque de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'agonie du capital, Rosa Luxemburg : « *socialisme ou barbarie* ».

Arrivé à ce stade, le capital n'est plus à même de développer les forces productives. Déjà, Marx et Engels pointaient ce qui n'était qu'une tendance :

« Il arrive un stade où naissent des forces productives et des moyens de circulation qui ne peuvent être que néfastes dans le cadre existant et ne sont plus des forces productives, mais des forces destructrices » (Marx-Engels, *L'Idéologie allemande*) (11).

Ce qui n'était qu'une tendance à l'époque de Marx est aujourd'hui la réalité dominante. Les forces productives sont infectées par le parasitisme et la putréfaction du mode de production capitaliste à son stade impérialiste. Elles se nient elles-mêmes en se transformant en forces destructrices.

L'époque de l'impérialisme, c'est la réaction sur toute la ligne : le militarisme et les guerres, le parasitisme et la spéculation, la déqualification, la famine et les maladies, le gaspillage des ressources et les dangers pour l'environnement. Autant de manifestations de ces forces destructrices (*voir les articles sur les guerres page 55 et sur l'environnement page 45*).

Le capital, pour préserver ses capacités d'accumulation, doit engager une offensive destructrice afin d'accroître sa pression sur les conditions d'exploitation, sur tous les continents. Codes du travail, écoles, protection sociale, services publics doivent être livrés à sa voracité.

L'impérialisme, c'est-à-dire le stade suprême du capitalisme, voit les forces productives et le progrès bloqués par les rapports de production capitalistes, provoquant ainsi des catastrophes. C'est ce que démontre une nouvelle fois la crise de la pandémie actuelle.

Contrairement aux « thèses » des « économistes » et autres « experts » :

« On ne produit pas trop de moyens de subsistance eu égard à la population ; on en produit au contraire trop peu pour la nourrir convenablement et humainement. De même, on ne fabrique pas trop de moyens de pro-

duction, étant donné la partie de la population qui est capable de travailler. Une trop grande partie des hommes est amenée par les circonstances à exploiter le travail d'autrui ou à exécuter des travaux qui ne sont considérés comme tels que dans un système absolument misérable de production. En outre, les moyens de produire que l'on fabrique sont insuffisants pour que toute la population valide puisse être occupée dans les circonstances les plus fécondes au point de vue de la production, et par conséquent les plus favorables à la réduction de la durée du travail » (Marx, *Le Capital*) (12).

C'est contre cette marche à la barbarie que les peuples se sont soulevés à travers le monde.

De l'Algérie au Chili en passant par le Liban et l'Irak, un même mot d'ordre : « *Dégagez, dégagez tous !* », « *Pouvoir au peuple* ». La question dès lors posée par le processus révolutionnaire est reliée à celle du pouvoir politique des travailleurs et des peuples contre le pouvoir bourgeois des vieux régimes.

Dans les conditions actuelles, avec la pandémie, ces processus ne peuvent se poursuivre sous la même forme, mais ils demeurent et vont continuer de creuser leur chemin. S'alimentant de la colère face à l'incapacité des régimes à traiter la crise sanitaire, ils ressurgiront avec plus de force encore.

Plus que jamais, nous devons pleinement saisir ce que Lénine écrivait :

« Le capitalisme, arrivé à son stade impérialiste, conduit aux portes de la socialisation intégrale de la production ; il entraîne en quelque sorte les capitalistes, en dépit de leur volonté, et sans qu'ils en aient conscience, vers un nouvel ordre social, intermédiaire entre l'entière liberté de la concurrence et la socialisation intégrale. La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus ; le cadre général de la libre concurrence nominalement reconnue subsiste, et le joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois

(10) Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, Editions sociales, 1971, page 186.

(11) Karl Marx, Friedrich Engels, *L'Idéologie allemande*, cité dans la brochure de formation de la section française de la IV^e Internationale « *Qu'est-ce que... le capitalisme ?* », éditions La lettre de *La Vérité*, page 34.

(12) Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, tome 1, chapitre 15, Editions sociales, 1957, page 270.

plus lourd, plus tangible, plus intolérable » (Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*) (13).

Le capital a fait son temps, il pousse de manière inconsciente à la socialisation, mais s'y oppose farouchement de manière consciente. La contradiction entre les forces productives et les rapports capitalistes exige qu'un nouvel ordre social soit édifié sur la base de l'expropriation du capital.

“CRÉER DES ORGANISATIONS CONFORMES À LA SITUATION”

Mais le capital ne tombera pas de lui-même. C'est l'action révolutionnaire des masses qui le réalisera. La IV^e Internationale est précisément alignée sur l'aide à l'action révolutionnaire des masses. Car « *la tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser* » (programme de fondation de la IV^e Internationale).

Comme le disait Lénine, « *la théorie n'est pas un dogme, mais un guide pour l'action* ». C'est pourquoi, pour la IV^e Internationale, l'analyse de la barbarie capitaliste amène à dégager les formes d'organisation nécessaires à ce combat d'expropriation du capital.

La situation que nous vivons actuellement est inédite. Ce n'est pas dans le dogme ou le sectarisme que nous trouverons des réponses.

Comme l'écrivait Pierre Lambert (14) :

« Et pour accomplir les tâches révolutionnaires, il n'y a pas de solution toute prête. Le marxisme est la méthode scientifique de construction organisée de l'instrument indispensable pour aider les masses à œuvrer elles-mêmes à leur émancipation. Mais la solution ne figure dans aucun livre. Nous partons de la IV^e Internationale, nous établissons à l'aide du programme qu'il n'est pas d'autre issue à la crise de l'humanité que le socialisme garanti par l'abolition de la propriété privée des grands moyens de production et la démocratie ouvrière (...). Ce n'est pas par des mots mais par la vie que les discussions, les divergences seront tranchées. Il est absolument inévitable que se développe la plus grande diversité d'opinions politiques, car la marche à la révolution mondiale embrassant des centaines de millions d'hommes, à travers tous les continents, amènera à la surface, partout, dans tous les pays, dans toutes les organisations, les scores produit de la décomposition du système de l'impérialisme et de la bureaucratie, et les

éléments les plus avancés à la recherche de solutions progressives. Le tout s'enchevêtrera. Le tri s'opérera partout » (préface au *Programme de transition*).

C'est ainsi, sur la base du marxisme, que la IV^e Internationale entend contribuer à la construction du parti révolutionnaire indispensable pour aider les masses à s'émanciper par elles-mêmes.

Lénine posait ainsi la question :

« Cette situation se maintiendra-t-elle encore longtemps et à quel point s'aggraverait-elle ? Aboutira-t-elle à la révolution ? Nous l'ignorons, et nul ne peut le savoir. Seule l'expérience du progrès de l'état d'esprit révolutionnaire et du passage de la classe avancée, du prolétariat, à l'action révolutionnaire le prouvera.

Il ne saurait être question en l'occurrence ni "d'illusions" en général ni de leur effondrement, car aucun socialiste ne s'est jamais et nulle part porté garant que la révolution serait engendrée précisément par la guerre présente (et non par la prochaine), par la situation révolutionnaire actuelle (et non par celle de demain).

Il s'agit ici du devoir le plus incontestable et le plus essentiel de tous les socialistes : le devoir de révéler aux masses l'existence d'une situation révolutionnaire, d'en expliquer l'ampleur et la profondeur, d'éveiller la conscience et l'énergie révolutionnaires du prolétariat, de l'aider à passer à l'action révolutionnaire et à créer des organisations conformes à la situation révolutionnaire pour travailler dans ce sens.

Aucun socialiste responsable et influent n'a jamais osé mettre en doute ce devoir des partis socialistes ; et le Manifeste de Bâle, sans propager ni nourrir la moindre "illusion", parle précisément de ce devoir des socialistes : stimuler, "agiter" le peuple (et non l'endormir par le chauvinisme, comme le font Plekhanov, Axelrod, Kautsky), "utiliser" la crise pour "précipiter" la chute du capitalisme ; s'inspirer des exemples de la Commune et d'octobre-décembre 1905. Ne pas accomplir ce devoir, voilà en quoi se traduit la trahison des partis actuels, leur mort

(13) V. I. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, chapitre « *La concentration de la production et les monopoles* », éditions Sélió, février 2010, page 49.

(14) Cette préface de Pierre Lambert à l'édition péruvienne du *Programme de transition* (avril 1989) figure dans *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale, Programme de transition*, éditions Sélió, avril 2013, pages 7 à 23.

politique, l'abdication de leur rôle, leur passage aux côtés de la bourgeoisie » (Lénine, *La faillite de la II^e Internationale*) (15).

Tel est le point de vue de la IV^e Internationale, qui se refuse à toute « union sacrée » avec les exploités et leurs serviteurs, responsables de la barbarie. Elle se tient avec les masses pour sauver l'humanité de la barbarie par l'expropriation du capital. C'est pourquoi, dans les nouvelles conditions internationales et au sein de la classe ouvrière, elle cherche à « créer les organisations conformes à la situation ».

En ces périodes difficiles pour les populations laborieuses du monde entier, il est utile de rappeler ce qu'affirmait Léon Trotsky en 1939, alors que la guerre était proche et que les appels à l'union sacrée se multipliaient :

« Ainsi, pour sauver la société, il n'est nécessaire ni d'arrêter le développement, ni de fermer les usines, ni d'accorder des primes aux fermiers pour saboter l'agriculture, ni de transformer le tiers des travailleurs en mendiants, ni de faire appel à des fous comme dictateurs. Toutes ces mesures, contraires aux intérêts de la société, sont inutiles. Ce qui est indispensable et urgent, c'est de séparer les moyens de production de leurs propriétaires parasites actuels et d'organiser la société d'après un plan rationnel. Après quoi, il serait enfin possible de guérir réellement la société de ses maux.

Tous ceux qui savent travailler trouveraient du travail. La longueur de la journée de tra-

vail diminuerait graduellement. Les besoins de tous les membres de la société trouveraient des possibilités de satisfaction de plus en plus grandes. Les mots "pauvreté, crise, exploitation" disparaîtraient de la circulation. Le genre humain franchirait enfin le seuil de la véritable humanité. »

Et plus loin :

« Marx a prédit que, pour sortir de la catastrophe économique où doit conduire inévitablement le développement du capitalisme — et cette catastrophe est devant nos yeux —, il ne peut y avoir d'autre issue que la socialisation des moyens de production.

Les forces productives ont besoin d'un nouvel organisateur et d'un nouveau maître ; et, l'existence déterminant la conscience, Marx ne doutait pas que la classe ouvrière, au prix d'erreurs et de défaites, parviendrait à prendre conscience de la situation, et, tôt ou tard, tirerait les conclusions pratiques qui s'imposent » (Léon Trotsky, *Le marxisme et notre époque*) (16).

C'est pourquoi il faut éradiquer le virus mortel pour l'humanité qu'est le capitalisme.

Lucien Gauthier

24 mars 2020

(15) V. I. Lénine, *Œuvres complètes*, tome XXI, « *La faillite de la II^e Internationale* », page 219.

(16) Léon Trotsky, *Le marxisme et notre époque*, éditions Séliou, janvier 2009, page 34, puis page 35.

Notes sur la France

A quatre jours d'intervalle, le 12, puis le 16 mars au soir, le président Emmanuel Macron prend la parole à la télévision. Il s'adresse à tout le pays. Le Covid-19 se propage. Il a déjà fait des centaines et des centaines de victimes en Italie. Et l'ensemble des places boursières et des marchés financiers s'effondrent à l'échelle internationale. Macron en appelle à l'union nationale, à l'union sacrée derrière lui, derrière le Bonaparte responsable de la destruction des retraites et du Code du travail, de l'escalade répressive et autoritaire, des guerres et du pillage impérialistes en Afrique et au Moyen-Orient.

Il annonce des centaines et des centaines de milliards pour les entreprises, pour le capital. Pour les hôpitaux, en revanche, rien. Des décennies de démantèlement ont placé le système de soins au bord de l'explosion. Masques de protection, respirateurs, lits de soins intensifs, de réanimation... les médecins, les personnels soignants manquent de tout ce qui serait nécessaire. Macron n'en parle pas, n'annonce rien.

En revanche, des mesures inédites contre les libertés publiques, contre les travailleurs, sont prises. L'Assemblée nationale et le Sénat sont convoqués pour examiner et adopter en urgence une loi instituant « l'état d'urgence sanitaire ». Les libertés publiques, liberté de circulation, de réunion, sont suspendues.

Au nom de la crise sanitaire, les patrons vont pouvoir déroger aux règles du droit du travail, à toutes les garanties collectives en matière de congés, de durée du travail... Quelques jours auparavant, le 29 février, Macron avait convoqué un conseil de défense qui était censé être consacré à l'épidémie de coronavirus. A l'issue de ce conseil de défense, il avait décidé d'utiliser un article de la Constitution (1) lui permettant de faire passer sans vote à l'Assemblée nationale son projet de réforme des retraites rejeté par la grande majorité de la population.

Le pouvoir exploite la « crise sanitaire », qui est le produit de l'effondrement

du système de santé, pour faire un coup de force, instaurer une situation de « coup d'Etat permanent » (2), faire passer des mesures d'exception et aller le plus loin possible dans la remise en cause brutale des conquêtes ouvrières.

Dans son discours du 16 mars, Macron martèle : « *Nous sommes en guerre.* » Et c'est une guerre contre les travailleurs, pour le sauvetage du capital. Il mobilise pour cela les institutions bonapartistes de la V^e République, issues du coup d'Etat de De Gaulle en 1958, accordant des pouvoirs d'exception au chef de l'Etat et conçues dans l'objectif de museler la classe ouvrière et ses organisations.

C'est précisément au même moment que les directions des confédérations choisissent de signer un texte commun avec le patronat (3).

UNE HAINE PROFONDE DE CE POUVOIR S'ACCUMULE

Mais, au même moment, malgré les mesures exceptionnelles de confinement, de restriction des libertés publiques, malgré une propagande effrénée, malgré la peur, réelle, de la maladie, dans de très larges couches de la population, une exaspération, une haine profondes de ce pouvoir, de ce qu'il représente, du capital dont il sert les intérêts, sont en train de s'accumuler.

Dans l'Est de la France, l'afflux de quelques centaines de malades atteints du Covid-19 a suffi pour que les hôpitaux soient totalement débordés. Les autorités

(1) Il s'agit de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution de 1958 (49-3), qui permet au gouvernement de faire passer le texte de loi qu'il présente **sans vote**, sous couvert du rejet de la motion de censure que l'opposition se doit de déposer pour la forme, avec aucun espoir de réussite (Ndlr).

(2) Allusion au titre d'un essai politique de François Mitterrand paru en 1964, caractérisant ainsi les institutions réactionnaires et antidémocratiques de la V^e République. Elu président, il sera un défenseur zélé et acharné de ces institutions (Ndlr).

(3) « *Relevé de réunion du 19 mars 2020* » entre les confédérations syndicales et les organisations patronales (Ndlr).

sanitaires du pays commencent à évoquer la nécessité de « trier » les patients, c'est-à-dire de décider qui on va soigner et qui on va laisser mourir. La France, il y a quelques années seulement, disposait de stocks d'un milliard de masques de protection. Aujourd'hui, ces masques font défaut.

Dans certains hôpitaux, les infirmières sont contraintes de travailler avec le même masque pendant plusieurs jours... Et au même moment, l'ancienne ministre de la Santé de Macron révèle que, dès le mois de janvier, elle avait alerté le chef de l'Etat et le chef du gouvernement de la catastrophe qui menaçait.

De la même manière, alors qu'au nom de la lutte contre l'épidémie, des mesures extrêmement strictes de limitation de la liberté de se déplacer ont été ordonnées, le gouvernement et le patronat imposent aux salariés de quantité de secteurs (dans le bâtiment, l'industrie, les transports...) de continuer à se rendre au travail, au mépris de leur sécurité et de leur santé. Et pourtant, malgré les pressions, les menaces, malgré une situation d'exception, de « pleins pouvoirs » de fait du gouvernement, dans tout le pays, dans quantité d'entreprises, d'administrations, les travailleurs se battent avec acharnement pour défendre leur sécurité, se protéger, ne pas aller au travail.

Autant de signes annonciateurs du choc inéluctable, du franchissement d'une étape supplémentaire vers l'ouverture de la crise révolutionnaire.

Cette situation intervient alors qu'il y a quelques semaines seulement, la réforme des retraites de Macron (réforme revenant à liquider la principale conquête de la classe ouvrière en France depuis 1945) provoquait le surgissement d'une intense lutte de classe.

Pendant plus de 50 jours, plusieurs secteurs, à commencer par les chemins de fer et le métro parisien, ont été totalement bloqués par la grève. Une grève partie d'en bas, organisée à partir des assemblées générales décidant chaque jour la reconduction du mouvement.

Pendant toute cette période, dans l'enseignement, dans la chimie, en particulier dans les raffineries, la bataille a fait rage pour étendre la grève, à partir des assemblées générales. Ce puissant mouvement de larges secteurs de la classe ouvrière s'inscrit dans la

continuité des Gilets jaunes, cette révolte de la misère et de la précarité marquée par le rejet des « vieux partis », par une méfiance extrême et fondée vis-à-vis des directions, et donc par la volonté des travailleurs de s'organiser par eux-mêmes en dehors de tout contrôle exercé par les appareils du mouvement ouvrier.

Si, au bout du compte, la grève ne s'est pas généralisée, c'est en raison de la politique des directions. Comme l'indique la résolution du 10 février de la direction nationale de la section française :

« Leur volonté de canaliser la révolte dans des « temps forts » et des journées d'action a nourri les hésitations des autres secteurs cherchant à s'engager avec les cheminots et la RATP. »

Si la politique des directions a momentanément « endigué » le flot, dans tout le pays, un bouillonnement intense est à l'œuvre et s'étend à de très larges couches de la population, à la petite bourgeoisie et aux classes moyennes, comme en témoigne la grève, pendant plus de deux mois, de l'immense majorité des avocats, rejoignant les travailleurs.

Et ce rejet considérable du gouvernement, de sa politique au service exclusif du capital a profondément ébranlé le pouvoir bonapartiste, comme l'a montré la crise ouverte au sein du régime.

Une crise matérialisée dans la multiplication de critiques ouvertes contre le pouvoir, contre ses réformes, provenant directement d'institutions qui sont pourtant des piliers de la V^e République.

C'est dans ce contexte qu'interviennent la « crise sanitaire » et les mesures d'exception décidées par le pouvoir.

Informations ouvrières publie le 18 mars une chronique qui se conclut ainsi :

« Instruits de l'histoire, nous savons que ce genre de crise peut déboucher sur des bouleversements radicaux dans lesquels des millions et des millions entrent en action. De plus en plus nombreux, les travailleurs savent et disent qu'un changement radical est nécessaire et urgent, pour leur santé, pour leur vie, contre ce régime, contre ce système. Et le seul avenir pour le plus grand nombre est qu'il dégage ! »

Jacques Buisson
23 mars 2020

CHILI

Le baril de poudre a explosé

**Après trente années d'une « conciliation »
qui a consolidé la politique
de la dictature, les masses disent : assez !**

CE texte est écrit sur la base d'observations faites durant un voyage au Chili à la fin de l'année passée et des éléments apportés par la discussion avec nos camarades chiliens.

En préalable, il est nécessaire de dire que la situation ouverte au Chili à partir du 18 octobre 2019 est l'expression la plus avancée sur le continent des aspects essentiels de la lutte de classe au niveau mondial. En particulier, de l'action des masses qui ne supportent plus leurs conditions de vie et posent, par leur mouvement pratique, la nécessité d'en finir avec le cadre constitutionnel et institutionnel — héritage de la dictature de Pinochet (1973-1990) — en exigeant une Assemblée constituante souveraine.

Ce sont les conséquences de cet héritage de la dictature — dont la politique pro-impérialiste et pro-capital financier a été choisie comme modèle — qui amènent les Chiliens dans la rue. Ils exigent le retour de la retraite publique et solidaire (détruite par Pinochet avec la création du régime de capitalisation individuelle, régime qui est géré par les institutions financières pour la plupart américaines — les Administratrices de fonds de pension, AFP). Ils exigent une santé et une éducation publiques, le retour à la nation des richesses nationales, enfin l'annulation du transfert de services et de richesses au capital privé.

Si la situation chilienne d'aujourd'hui ne correspond pas exactement à celle qui a amené Allende au gouvernement et à son dénouement, nous parlons néanmoins du même pays, de la même classe ouvrière, d'une même histoire et d'une même expérience vécue.

Sur la scène où s'opposent la révolution et la contre-révolution, la situation chilienne pose aujourd'hui à nouveau des questions qui ne sont pas nouvelles pour le mouvement ouvrier. Bien que l'objectif de ce texte ne soit pas de faire un bilan historique, les deux annexes qui sont publiées (la Lettre des Cordons industriels au président Allende datée du 5 novembre 1973, six jours avant le putsch, et des extraits du rapport de Pierre Lambert dans un meeting de solidarité avec le peuple chilien le 21 novembre 1973 à Paris, dix jours après le putsch) explicitent ces questions.

Alors que les travailleurs exigeaient du gouvernement Allende des mesures afin d'affronter et d'empêcher l'avancée du putsch en marche (Lettre des Cordons industriels), la réponse était : « *Nous ne devons pas aller plus loin, nous devons respecter la Constitution* » (cité dans le rapport de Lambert). Aujourd'hui, c'est la Constitution de Pinochet (1980), dans laquelle la politique de concertation s'est inscrite, que les masses veulent mettre à bas.

LE CAPITAL SONNE L'ALERTE : PÉRIL EN VUE !

Le 20 décembre 2019, le *Wall Street Journal* (1) publie un article dans lequel il établit un « bilan » de la situation après le 18 octobre :

« Un « tsunami social » frappe une des économies latino-américaines de pointe. »

(1) *The Wall Street Journal*, quotidien américain publié à New York, considéré comme le porte-parole du capital financier. Il tire son nom du siège de la Bourse américaine (Ndlr).

Et il va directement au but :

« Les protestations chiliennes causent des dégâts généralisés, dans la mesure où l'incertitude politique au milieu des appels à une nouvelle Constitution aiguise le climat des affaires et érode la croissance. »

En un mot, le capital financier qui, depuis Pinochet, spolie allégrement le peuple chilien, craint ce qui s'annonce. Et la peur s'installe. En effet, dans la situation ouverte le 18 octobre 2019, les mobilisations des masses expriment avec force le rejet de leurs conditions de vie et de tous ceux qui, au cours des trente dernières années, sans Pinochet, se sont rendus responsables de leur situation.

LE 18 OCTOBRE N'A PAS ÉTÉ UN COUP DE TONNERRE DANS UN CIEL SEREIN

Le baril de poudre dont les lycéens avaient allumé la mèche un jeudi contre l'augmentation de 30 pesos du ticket de métro grossissait et a fini par exploser, et juste après l'explosion les masses ont expliqué : « *Ce n'est pas pour les 30 pesos, mais pour les 30 années !* »

Des mobilisations partielles d'étudiants, de travailleurs, d'habitants se sont produites fréquemment dans les dernières années. La Confédération des employés de banque impulsait depuis longtemps (avec plus de force encore après la crise de 2008, qui a détérioré considérablement les conditions de retraite déjà précaires) la campagne « *No + AFP* » (2), dont le centre est l'exigence de la retraite publique et solidaire, et qui, en mars 2017, a vu descendre dans les rues de Santiago (qui compte 5 millions d'habitants) près de 700 000 personnes, ainsi que des milliers d'autres dans tout le pays.

En juillet 2019, s'est créée au Chili l'Unité sociale (US). Regroupant des syndicats, des confédérations syndicales, des mouvements et quelques partis, soit au total 30 organisations, l'US naît sous le mot d'ordre « *Nous sommes fatigués, nous nous unissons* ».

Après le 18 octobre, avec plus de 200 organisations différentes, l'Unité sociale, dont la colonne vertébrale est le Bloc syndical, avec en son sein notamment la coordination No + AFP, dirige à présent les mobilisations.

Le manifeste de l'Unité sociale, « *Nous sommes fatigués, nous nous unissons* », affirme :

« Nous, les mouvements et organisations qui soussignons ce manifeste, proposons de changer cet état de choses. Nous ne resterons pas immobiles et résignés, pas plus que nous ne marcherons chacun de notre côté, avec de rares ou d'inexistants résultats. Nous voulons une société différente avec plus de liberté et de démocratie, avec plus d'égalité et de justice, avec plus de solidarité et de fraternité. Nous sommes en cela tous et toutes d'accord, parce que nous avons décidé que l'heure est venue d'agir à l'unisson. »

La lassitude provient des trente années de politique de « concertation » — expression chilienne d'une politique de collaboration de classe du Parti socialiste, accompagnée par le Parti communiste —, principale responsable dans l'alternance de gouvernements du PS et de la Démocratie chrétienne qui ont maintenu l'héritage de Pinochet. Héritage qui fait du Chili, par exemple, un pays qui compte l'un des plus forts taux de suicides de personnes âgées, dont les pensions sont raflées par les AFP pour alimenter la spéculation financière.

Ces partis, tout en se disant d'opposition au gouvernement Piñera (3) (avec un taux de 6 % de popularité), même après l'explosion du 18 octobre, continuent à légiférer au Congrès (avec 2 % de crédibilité) comme si de rien n'était. Une crise brutale traverse les partis traditionnels, qui se prétendent les porte-parole des travailleurs. Rejetés, ils ne peuvent pas se montrer dans les manifestations. Même le Front large (4), qui regroupe divers petits partis, et qui, en 2017, récemment créé, avait obtenu 20 % des voix à l'élection présidentielle, se délite. La crise

(2) No + AFP : « *Nous ne voulons plus d'AFP* », c'est-à-dire des sept entreprises privées administratrices des fonds de pension (AFP) qui placent l'argent épargné par les Chiliens pour leurs retraites sur les marchés financiers (Ndlr).

(3) Sebastián Piñera (né en 1949), fils d'un dirigeant de la Démocratie chrétienne, président du Chili de 2010 à 2014, puis à partir de 2018. Après avoir exercé d'importantes responsabilités en sein de la Banque mondiale de 1974 à 1978, il devient un homme d'affaires. Il préside le parti bourgeois Rénovation nationale, dont il sera le candidat à l'élection présidentielle de 2005-2006 (Ndlr).

(4) *Frente Amplio* (FA) – Front large mis en place en 2017, coalition politique de gauche qui souhaite créer une alternative au bipartisme traditionnel chilien (Ndlr).

qui atteint les partis traditionnels en raison des trente ans de « concertation » s'étend à tous ceux qui, depuis le 18 octobre, cherchent une issue par le haut en bloquant la souveraineté du peuple exigée dans la rue.

Au Chili, la tentative de « sortie par le haut » s'est traduite par la signature le 15 novembre d'un Accord de paix proposé par le gouvernement, celui-ci n'ayant pas réussi à contenir le peuple avec sa déclaration de guerre contre les mobilisations et sa répression brutale. Une répression qui est en général, face aux soulèvements populaires dans de nombreux pays, la réponse des gouvernements asservis au capital financier pour les faire reculer. Mais, comme en Algérie avec des centaines de prisonniers, en passant par l'Irak avec des centaines de morts, le peuple chilien n'a pas reculé (5).

LA CLASSE OUVRIÈRE ENTRE EN SCÈNE

Le 1^{er} novembre 2019, le Bloc syndical de l'Unité sociale lance une « *Déclaration syndicale pour la transformation sociale* ». Avec à sa tête la Coordination nationale de travailleurs et travailleuses No + AFP, elle appelle à mettre en œuvre « *une grève générale pour l'Assemblée constituante* », qui « *restitue à l'ensemble du peuple chilien son rôle de premier plan en le rendant acteur des décisions qui affectent toute la société (...), une grève générale qui démontre notre force et notre conviction pour transformer le Chili pour toujours* ».

Le 12 novembre, de Antofagasta à Punta Arenas, une grève générale touche tout le pays. Des mineurs, des employés de banque, des ouvriers portuaires, des professeurs, des étudiants, diverses catégories sortent dans la rue. La force et la conviction de transformer le Chili pour toujours ont été démontrées.

L'entrée en scène de la classe ouvrière avec cette grève a obligé le gouvernement à manœuvrer et à tenter de se préserver. Obligé de négocier pour ne pas perdre l'essentiel, le gouvernement a donc présenté l'Accord de paix, qui propose un référendum pour le 26 avril 2020 et où les Chiliens diront s'ils sont ou non en faveur d'une nouvelle Constitution. C'est une manœuvre pour préserver le régime, car l'accord prévoit une Convention (et non une Assemblée) constituante dont la souveraineté sera

totallement castrée : ses règles sont définies dans l'accord lui-même (avec l'exigence des 2/3 pour approuver quoi que ce soit) et les autres pouvoirs (Congrès et présidence) ne lui sont pas subordonnés. Pour aggraver les choses, l'accord prévoit la possibilité d'une Convention mixte avec 50 % de députés élus à cette fin et 50 % des députés de l'actuel Congrès (qui ne recueille que 2 % de la confiance des Chiliens), ou 100 % élue. Cette question fera également l'objet du référendum.

Cet accord conçu pour donner de l'air au gouvernement prévoit que si la majorité vote « oui », les élections pour la Convention auront lieu en octobre 2020, en même temps que les élections municipales au Chili.

Le Parti socialiste, en « cohérence » avec sa politique de collaboration de classe (du gouvernement de front populaire d'Allende, qui a fait le lit du putsch, à la politique de « concertation »), a signé l'accord sans hésitation. Des secteurs du Front large également. La Démocratie chrétienne, partenaire de la « concertation », et les partis de la coalition de Piñera, « Chile Vamos », ont tous participé à la tentative d'usurper la souveraineté du peuple. Le Parti communiste n'a pas signé l'accord, mais il n'en sort pas indemne. Il paie le prix de l'accompagnement de la « concertation » et du soutien aux politiques des gouvernements successifs, notamment la réforme du travail de Bachelet (PS). La CUT du Chili (6), centrale dirigée par le PC, est extrêmement minoritaire dans le mouvement syndical.

(5) Le gouvernement, après l'Accord de paix « des cimetières » pour tenter de contenir les mobilisations, continue de réprimer brutalement. Les carabiniers continuent de torturer, d'éborgner, d'emprisonner, de commettre des viols contre les femmes qui, en masse, participent aux mobilisations. Il faut mettre en relief dans la situation la place de la jeunesse. Révoltés par la violence inouïe du gouvernement, les jeunes sortent dans les rues, disposés à tout affronter. En particulier les jeunes issus du SENAME (*Servicio nacional de menores — Service national des mineurs*) (un programme avec des subventions du gouvernement géré par des entreprises pour des jeunes sans famille ou de familles déstructurées), ce qui explique ainsi leur audacieuse confrontation sans peur de la répression ni peur de mourir : « *Car nous n'avons rien à perdre.* » (Ndlr).

(6) *Central unitaria de trabajadores de Chile* — Centrale unitaire des travailleurs du Chili, fondée en 1988.

Les masses rejettent les partis actuels (qui ont 4 % de crédibilité). Mais elles ne rejettent pas la politique, indépendamment du degré de conscience qu'elles en aient, quand elles posent la question du pouvoir à travers l'exigence de l'Assemblée constituante.

L'Unité sociale a rejeté l'accord, et dans une note elle affirme :

« Le fait que l'Assemblée constituante soit une nécessité ne peut être compris que comme le fruit de la mobilisation populaire. Cette avancée du peuple implique une rupture avec le modèle néolibéral imposé durant la dictature et consolidé par les gouvernements de la concertation et de la droite durant les trente dernières années. »

BRISER LES BARRIÈRES

Avec la convocation du référendum d'avril, la droite et l'extrême droite commencent à mettre en œuvre une campagne pour le rejet de la nouvelle Constitution.

Conservant son indépendance par rapport à la manœuvre du gouvernement, la discussion s'ouvre dans l'Unité sociale sur la façon de faire face à la situation après la signature de l'accord, en particulier sur la convocation du référendum. La décision est de participer, de mobiliser pour le « oui » à la nouvelle Constitution, sur la ligne de l'exigence d'une Assemblée constituante souveraine.

Dans une interview accordée à un média chilien, Luis Mesina (dirigeant syndicaliste bancaire, porte-parole de la Coordination No + AFP et de l'Unité sociale) dénonce l'Accord de paix comme une manœuvre faite en pleine nuit après le succès de la grève générale et résume la décision de mobiliser pour faire voler en éclats la tentative d'accord par le haut qui cherche à contenir la souveraineté du peuple.

« Le 26 avril, il y a un référendum. Nous devons gagner, avec au moins 70 % de voix. C'est un défi, nous devons le gagner. Et le 27 avril s'ouvre un autre scénario, le monde change au Chili. Beaucoup de questions sont posées et le phénomène, qui viendra de notre capacité de mobilisation, pourra se produire : que les constituants, lors de leur première réunion, s'autoproclament véritablement souverains. C'est un pari qui dépendra de nous. »

La réaction de la droite a été vive. Sur une chaîne de télévision chilienne, en présence d'ex-ministres de gouvernements de la « concertation » et de leaders de l'ultra-

droite, le sujet a porté sur cette déclaration de Mesina. Un message d'un autre camarade chilien résume la situation :

« Les attaques de la droite contre Luis Mesina s'accroissent, et, pour changer, ceux de l'ex-concertation font écho dans la tentative d'un accord par le haut. Cela est dû à la faiblesse de la proposition de rejet d'une nouvelle Constitution et à la Convention mixte. Les paladins de jadis de la dictature ont tout sorti contre le porte-parole de No + AFP. »

De décembre 2019 à février de cette année — fêtes, été et vacances —, il y a une diminution des mobilisations. Ce n'est pas un recul ni la fin de la situation ouverte en octobre, mais une « une pause pour souffler » et repartir en mars.

L'Unité sociale prépare pour le mois de mars un nouveau calendrier de lutte, qui inclut la discussion sur une nouvelle grève générale pour les revendications décidées dans l'unité dans les manifestations, et dont le sens général est l'annulation de toutes les politiques héritées de la dictature et consolidées au cours des trente dernières années.

Et dans le feu de l'action, des questions cruciales sont posées. Par exemple, il n'y a pas encore un processus d'auto-organisation des masses pour faire valoir leur souveraineté.

Au Chili, il y a l'expérience des cabildos. Ce sont des assemblées locales qui, par quartiers ou par villes, discutent de la situation, de leurs revendications, mais ne se constituent pas en organismes délibératifs ayant une vocation d'organes de pouvoir. Le 24 octobre, l'Unité sociale a orienté la tenue des cabildos par une consultation sur la question de l'Assemblée constituante souveraine, qui a été largement soutenue. Les cabildos aident à la politisation de la discussion, la sélection de revendications (la retraite publique et solidaire est la première sur la liste), mais ce ne sont pas encore des organes de pouvoir. Aujourd'hui, il n'existe rien qui ressemble aux cordons industriels des années 1970. C'est un défi qui s'élargira dans un processus constituant. Et là, une question clé émerge. Dans la Constituante, qui nous représentera ?

LA QUESTION DU PARTI

Le drame de la situation chilienne, mais pas seulement chilienne, est qu'en se mettant en mouvement, en exigeant des changements profonds qui mettent à bas les régi-

mes soumis aux intérêts du capital financier, la classe travailleuse (et les couches opprimées, en général) ne disposent pas d'une véritable représentation politique.

Au Chili, tous les partis sans exception ne peuvent plus prétendre parler en leur nom. Ils ont été dépassés par le mouvement pratique des masses.

Une authentique représentation politique, un parti des travailleurs, est à l'ordre du jour comme moyen pour doter les secteurs exploités et opprimés d'un instrument de lutte — sur la voie pour ouvrir la seule solution favorable aux masses : mettre en échec la contre-révolution et faire avancer la révolution. Et sur cette voie, il y a des obstacles à surmonter.

Ce n'est pas une question qui se résoudra par des formules toutes faites ou par des auto-proclamations. Il y a des petits groupes qui s'auto-déclarent nouveau parti, il y a des secteurs de la petite bourgeoisie (artistes, intellectuels) qui proposent la formation d'un parti. Mais la réponse ne viendra pas de l'extérieur du mouvement concret de la classe travailleuse.

A la question de savoir s'il y a un quelconque embryon de parti aujourd'hui au Chili, la réponse est : s'il y a un « embryon », c'est la lutte concrète que la classe est en train de mener, en mettant l'accent sur la place du Bloc syndical de l'Unité sociale.

Le fait que l'écrasante majorité des travailleurs et des couches opprimées ne se sentent pas représentés par les partis traditionnels met l'accent sur le problème d'une représentation authentique de la classe. Le processus constituant exacerbe cette question.

C'est dans ce processus que des secteurs regroupés dans la Coordination No + AFP commencent à poser la nécessité d'un instrument « où les travailleurs puissent se rencontrer pour faire de la politique », en luttant y compris contre le danger que le rejet des partis traditionnels ne se transforme en un déni de la politique et des partis en général, terrain fertile pour désarmer la capacité de la classe à être à la hauteur de la tâche historique de mettre fin, dans la lutte pour le pouvoir, au système capitaliste.

Les militants de la IV^e Internationale au Chili réfléchissent aujourd'hui à la manière dont ils peuvent aider à regrouper des secteurs du mouvement ouvrier sur la voie de la constitution d'un véritable parti de travailleurs.

Regrouper tous ceux qui cherchent à « construire un espace commun où les travailleurs puissent faire de la politique », comme le disent nos camarades chiliens, là est la question.

Cette quête procède du même processus que la tâche de renforcement et de construction au Chili de la IV^e Internationale — dans la perspective de doter la classe d'un outil pour la prise du pouvoir — comme force motrice dans l'effort pour aider la classe travailleuse à construire son parti politique, sans lui donner de leçons ni proclamer des vérités, mais totalement intégré à l'action concrète, comme un point d'appui dans la lutte pour ses besoins et en l'aidant à surmonter les obstacles — les partis traditionnels et ceux autoproclamés — qui s'interposent sur ce chemin.

La disposition des masses à la lutte se vérifie sur tous les continents. Mais, pour la IV^e Internationale, il ne s'agit pas de transformer le monde en un grand soulèvement. Il s'agit d'aider ces soulèvements sur le chemin de la révolution victorieuse.

Ce texte, écrit à la veille de la rentrée politique et avec la reprise prévisible des mobilisations, ne prétend pas, ni ne pourrait, présenter de conclusions définitives sur un processus en cours. Mais il vise à mettre en relief quelques éléments de la situation dans un processus d'élaboration que la IV^e Internationale est appelée à réaliser, en comptant sur l'action et la réflexion des camarades chiliens.

La crise politique et économique au Chili (avec près de 100 000 travailleurs qui ont perdu leur emploi entre octobre et décembre) amène, pour le capital financier, des incertitudes « dans le monde des affaires ». Pour les travailleurs, cela ne laisse d'autre perspective que de poursuivre le combat.

Une chose est certaine. En remontant dans le temps, en 1988, le référendum convoqué par Pinochet a mis fin à la dictature militaire. Trente-deux ans plus tard, un référendum — qui est une manœuvre « par le haut » pour contenir les masses — peut, avec la force de la reprise des mobilisations, permettre de faire un pas en avant et de mettre fin (enfin !) aux institutions politiques héritées de Pinochet.

Misa Boito

26 février 2020

Lettre des Cordons industriels au président Salvador Allende

A Son Excellence le président de la République (1).

Santiago, 5 septembre 1973

CAMARADE Salvador Allende, la classe ouvrière organisée au sein de la coordination provinciale des Cordons industriels, du Commando provincial de ravitaillement direct et du Front unique des travailleurs en lutte a estimé urgent de s'adresser à vous, alarmés que nous sommes par le déroulement d'une série de faits qui, selon nous, ne conduira pas seulement à la liquidation du processus révolutionnaire chilien, mais aussi, à court terme, à un régime fasciste des plus implacables et criminels.

Auparavant, nous craignons de voir le mouvement vers le socialisme fléchir et aboutir à un gouvernement centriste, réformiste, démocrate-bourgeois tendant à démobiliser les masses ou à les conduire à des actions insurrectionnelles anarchiques guidées par l'instinct de conservation.

Mais dorénavant, à la lumière des événements récents, ce n'est plus cela que nous craignons : nous avons désormais la certitude que nous suivons une pente qui nous conduira inévitablement au fascisme (...).

En premier lieu, camarade, nous exigeons que le programme de l'Unité populaire soit appliqué. En 1970, nous n'avons pas voté pour un homme, nous avons voté pour un programme.

Curieusement, le premier chapitre du programme de l'Unité populaire s'intitule « *Pouvoir populaire* ».

Nous citons (...), page 15 : « *La nouvelle structure de pouvoir se construira depuis la base, à travers une mobilisation des masses.* »

Il est question dans ce programme d'une nouvelle Constitution politique, d'une Chambre unique, de l'Assemblée du peuple, d'un Tribunal suprême avec des membres désignés par l'Assemblée du peuple. Le programme déclare qu'on n'utilisera pas les forces armées pour opprimer le peuple (page 24) (...).

Mais nous demandons : « *Où est le nouvel Etat ? Où sont la nouvelle Constitution politique, la Chambre unique, l'Assemblée populaire, les Tribunaux suprêmes ?* » (...).

Nous savons que, dans l'histoire des révolutions, il y a toujours eu des moments pour se replier et des moments pour avancer, mais nous savons aussi, nous en sommes absolument certains, qu'au cours de ces trois ans nous aurions pu remporter non seulement des batailles partielles, mais la lutte dans son ensemble.

Il aurait fallu saisir les occasions pour prendre des mesures qui auraient rendu le processus irréversible, après l'élection des conseillers municipaux en 1971, quand le peuple réclamait un plébiscite et la dissolution d'un Congrès hostile.

En octobre 1972, lorsque la volonté et l'organisation de la classe ouvrière permirent au pays de continuer d'avancer face à la grève patronale, lorsque les Cordons industriels naquirent à la faveur de cette lutte et que la production, le ravitaillement et le transport purent continuer grâce au sacrifice des travailleurs, lorsqu'on aurait pu asséner le coup de grâce à la bourgeoisie, vous ne nous avez pas fait confiance, bien que personne ne puisse nier le fantastique potentiel révo-

(1) Lettre envoyée à Salvador Allende par la coordination provinciale des Cordons industriels (région métropolitaine de Santiago), le Commando provincial de ravitaillement direct et le Front unique des travailleurs en lutte.

lutionnaire que le prolétariat a démontré, et vous avez donné une issue à cette situation qui est un camouflet à la classe ouvrière en instaurant un cabinet civilo-militaire, avec le facteur aggravant qu'a constitué l'introduction dans ce dernier de deux dirigeants de la Centrale unique des travailleurs (CUT) qui, en acceptant d'intégrer ces ministères, ont conduit la classe ouvrière à perdre confiance dans la plus importante de ses organisations.

Une organisation qui, quelle que soit la nature du gouvernement, devait se maintenir à l'écart afin de s'attaquer à toute faiblesse de ce dernier quant aux problèmes des travailleurs (...).

Le 29 juin déjà, quand les généraux et les officiers séditieux alliés au Parti national, à Frei (*président de la République du Chili de 1964 à 1970 et leader de la Démocratie chrétienne — Ndlr*) et à Patria y Libertad (*groupe paramilitaire chilien d'extrême droite — Id.*) se mirent sans équivoque dans une position d'illégalité, on aurait pu décapiter la sédition et, en s'appuyant sur le peuple et en donnant des responsabilités aux généraux loyaux et aux forces qui leur obéissaient, faire triompher le processus, passer à l'offensive.

Ce qui a fait défaut dans toutes ces occasions, c'est la détermination, une détermination révolutionnaire ; ce qui a fait défaut, c'est la confiance dans les masses, ce qui a fait défaut, c'est la connaissance de leur organisation et de leur force, ce qui a fait défaut, c'est une avant-garde déterminée et hégémonique. Désormais, les travailleurs ne sont plus seulement méfiants, ils sont inquiets.

La droite s'est dotée d'un appareil terroriste si puissant et organisé qu'il est à n'en pas douter financé (et entraîné) par la CIA. Ils tuent des ouvriers, font exploser des oléoducs, des bus et des chemins de fer. Ils provoquent des coupures de courant dans deux provinces, ils s'en prennent à nos dirigeants et aux locaux de nos partis et de nos syndicats. Sont-ils punis ou arrêtés ? Non, camarade ! On punit et on arrête les dirigeants de gauche (...).

Les compagnies de transport paralysent le pays, laissant d'humbles foyers sans paraffine, sans nourriture et sans médicaments. Doivent-ils subir des brimades et la répression ? Non, camarade ! Les brimades sont réservées aux ouvriers de Cobre Cerrillos, de Indugas, de Cemento Melón, de Cervecerías Unidas (...).

Le 29 juin, des généraux et des officiers se soulèvent contre le gouvernement, et mitraillent pendant des heures et des heures le Palacio de la Moneda (2), faisant vingt-deux morts. Les fusille-t-on, les torture-t-on ? Non, camarade ! On torture de façon inhumaine les marins et les sous-officiers qui défendent la Constitution, la volonté du peuple, et qui vous défendent vous, camarade Allende.

Patria y Libertad incite au coup d'Etat. Les emprisonne-t-on, les punit-on ? Non, camarade ! Ils continuent à donner des conférences de presse, on leur donne des laissez-passer pour aller conspirer à l'étranger. Pendant ce temps-là, une opération de police est lancée contre Sumar, se soldant par la mort d'ouvriers et de *pobladores*, et les paysans de Cautín, qui défendent le gouvernement, sont soumis aux châtiments les plus impitoyables : ils sont pendus par les pieds à un hélicoptère qui les fait passer au-dessus de la tête des membres de leur famille, jusqu'à ce qu'ils trouvent la mort.

On vous attaque, camarade, on attaque nos dirigeants, et à travers eux ce sont les travailleurs dans leur ensemble que l'on attaque de la façon la plus insolente et dépravée qui soit dans les médias millionnaires de la droite.

Les détruit-on, les réduit-on au silence ? Non, camarade ! On réduit au silence et on détruit les médias de la gauche, le *Canal 9 de TV*, le seul vecteur d'expression qui subsiste pour les travailleurs (...).

(2) Le Palais de la Moneda est le palais présidentiel, situé à Santiago du Chili.

Nous sommes absolument convaincus qu'historiquement, le réformisme qui cherche à dialoguer avec ceux qui ont trahi à plusieurs reprises est le chemin le plus court vers le fascisme.

Et nous, travailleurs, savons déjà ce qu'est le fascisme. Jusqu'il y a peu, ce n'était qu'un mot que nous ne comprenions pas tous (...). Mais nous l'avons maintenant vécu dans notre chair avec les opérations de la police et de l'armée, avec ce qui est train d'arriver aux marins et aux sous-officiers, avec ce que subissent les camarades d'Asmar, de Famae, les paysans de Cautín.

Nous savons désormais que le fascisme signifie en finir avec toutes les conquêtes réalisées par la classe ouvrière : les organisations ouvrières, les syndicats, le droit de grève, les plates-formes de revendications.

Le travailleur qui réclame les droits humains les plus élémentaires est licencié, emprisonné, torturé ou assassiné (...).

Nous exigeons donc, camarade président, que vous vous placiez à la tête de cette véritable armée, sans armes mais puissante quant à sa conscience et sa détermination, que les partis prolétariens mettent leurs divergences de côté et deviennent une véritable avant-garde de cette masse organisée mais dépourvue de direction.

Nous exigeons : face à la grève des compagnies de transport, la réquisition immédiate par les organisations de masse des camions inutilisés et la création d'une entreprise étatique de transports, pour ne plus jamais laisser la possibilité à ces bandits de paralyser le pays.

Face à la grève criminelle du Collège des médecins, nous exigeons qu'on leur applique la loi de sécurité intérieure de l'Etat, pour que la vie de nos femmes et nos enfants ne soit jamais plus entre les mains de ces mercenaires de la santé. Tout notre soutien va aux médecins patriotes.

Face à la grève des commerçants, il faut éviter de commettre la même erreur qu'en octobre (1972 — *Ndlr*) quand nous avons dit clairement que nous n'avions pas besoin de cette corporation (...). Qu'on établisse, une fois pour toutes, la distribution directe, les magasins populaires et le panier populaire. Que les industries alimentaires qui sont encore entre les mains du peuple passent dans l'aire de propriété sociale (*le secteur nationalisé* — *Ndlr*).

Concernant l'aire de propriété sociale : qu'aucune entreprise où existe la volonté majoritaire des travailleurs de voir l'Etat intervenir dans celle-ci ne soit rendue, mais aussi que l'aire sociale devienne le secteur économique prédominant. Que l'on fixe une nouvelle politique de prix (...). Qu'un véritable contrôle ouvrier s'y exerce.

Nous exigeons l'abrogation de la loi de contrôle des armes. Cette nouvelle « loi maudite » a uniquement servi à maltraiter les travailleurs avec les perquisitions opérées dans les industries et les *poblaciones*, et qui sont une répétition générale destinée à intimider et identifier les dirigeants de la classe ouvrière.

Face à la répression inhumaine des marins de Valparaíso et de Talcahuano, nous exigeons la libération immédiate de ces frères de classe héroïques, dont les noms sont déjà gravés dans les pages de l'histoire du Chili. Que l'on identifie et que l'on punisse les coupables (...). Pour tous ceux impliqués dans les tentatives pour renverser le gouvernement légitime, nous demandons la peine maximale (...).

Que l'on expulse l'ambassadeur des Etats-Unis, qui, à travers ses officines, le Pentagone, la CIA et l'ITT, fournit notoirement des instructeurs et des financements aux séditionnels (...).

Nous vous prévenons, camarade, avec tout le respect et la confiance que nous vous portons encore, que si vous ne réalisez pas le programme de l'Unité populaire, si vous n'avez pas confiance dans les masses, vous perdrez l'unique appui réel

que vous possédez comme personne et comme gouvernant, et vous serez responsable de mener le pays, non à la guerre civile, qui est déjà en plein développement, mais au massacre froid, planifié, de la classe ouvrière la plus consciente et la plus organisée d'Amérique latine. Et ce gouvernement en portera la responsabilité historique, ce gouvernement porté et maintenu au pouvoir par les sacrifices des travailleurs, des *pobladores*, des paysans, des étudiants, des intellectuels. Il portera la responsabilité de la destruction et de la décapitation, qui sait dans combien de temps et avec combien de sang versé, non seulement du processus révolutionnaire chilien, mais aussi celui de tous les peuples latino-américains qui luttent pour le socialisme.

Nous vous adressons cet appel urgent, camarade président, car nous croyons que c'est la dernière opportunité d'éviter la perte de milliers de vies, celles des meilleurs éléments de la classe ouvrière chilienne et latino-américaine.

[Source : « *Lettre de la coordination des Cordons industriels de Santiago à Salvador Allende* » publiée en français dans Frank Gaudichaud (Ed.), *¡ Venceremos ! Analyses et documents sur le pouvoir populaire (1970-1973)*, Paris, Editions Syllepse, 2013, pages 175 à 183.]

Septembre 1973 : revenir sur les enseignements du Chili

Extraits du rapport présenté par Pierre Lambert, au nom du comité central de la section française de la IV^e Internationale, au meeting de solidarité avec le peuple chilien, le 21 septembre 1973 à la Mutualité, à Paris — dix jours après le coup d'Etat organisé le 11 septembre au Chili par l'état-major de l'armée, soutenu par l'impérialisme nord-américain et la réaction.

LE 11 septembre (1), le palais de la présidence est en flammes. Trois ans auparavant, porté au pouvoir par une vague d'enthousiasme sans précédent, Salvador Allende annonçait aux masses rassemblées son intention de conduire le Chili au socialisme par des voies démocratiques et affirmait que la voie la plus sûre vers la révolution était celle du bulletin de vote. Trois ans durant, ainsi en mars dernier et encore une fois le 1^{er} septembre, les masses, à l'appel d'Allende, sauvaient, tentaient de sauver son gouvernement, ce gouvernement qu'elles estimaient être le leur (...).

Camarades, en 1970, la classe ouvrière chilienne, emportée par un élan enthousiaste, impose un gouvernement qu'elle estime être son gouvernement. Tout de suite, Salvador Allende tente de rassurer. Il ne rassure personne. Henry Kissinger, qui est aujourd'hui le secrétaire d'Etat de Nixon et le grand négociateur de la coexistence pacifique, salué comme tel de toutes parts (2), a dit, après l'élection d'Allende à la

(1) C'est le 11 septembre 1973 que le général Pinochet dirige le coup d'Etat qui renverse le gouvernement de l'Unité populaire de Salvador Allende, en s'attaquant au palais présidentiel de La Moneda. Rappelons que le général Pinochet avait été nommé le 23 août 1973 à la tête de l'armée de terre par le président Allende.

(2) Pierre Lambert ne croyait pas si bien dire. Cette même année 1973, Kissinger reçoit le prix Nobel de la paix...

présidence du Chili : « *Les élections, en plaçant au pouvoir Allende, vont poser des problèmes massifs pour nous et pour les forces démocratiques en Amérique latine.* »

L'impérialisme n'était pas rassuré par les déclarations rassurantes d'Allende. Il savait que les masses étaient en mouvement, et les masses en mouvement, au Chili comme ailleurs, ce sont les masses qui veulent le pouvoir, ce sont les masses qui veulent l'expropriation totale des exploités, ce sont les masses qui veulent la terre pour ceux qui la travaillent, ce sont les masses qui veulent rompre tous les liens avec l'impérialisme, ce sont les masses qui veulent la république des conseils. Allende proclamait encore le 27 août 1973 : « *Il n'y aura, moi à la tête du gouvernement, ni coup d'Etat ni révolution violente !* »

Hélas ! il n'y a pas eu de révolution, ni violente ni non violente, mais il y a eu le coup d'Etat le plus sanglant qu'ait connu l'Amérique latine (...).

L'Unité populaire a respecté l'Etat bourgeois

Camarades, le bilan est là, sanglant, terrible. Il faut en tirer les leçons.

L'Unité populaire a respecté la Constitution, Constitution qui garantit la propriété privée des moyens de production. L'Unité populaire a été respectueuse de l'Etat bourgeois, de l'armée, de la justice. Nous reviendrons sur la politique de l'Unité populaire en relation avec les problèmes soulevés par la révolution prolétarienne au Chili, en France et dans le monde. Mais les résultats sont là. Il faut en tirer les leçons (...).

Accepter le front populaire, c'est accepter de cautionner l'état-major, l'état-major que l'on pare de toutes les vertus constitutionnelles, légalistes, progressistes, mais qui, depuis des mois au Chili, perquisitionne dans les usines, tuant les ouvriers pour confisquer les armes.

En Espagne, les ouvriers avaient des armes, et ces armes-là n'ont pas permis de gagner, bien qu'effectivement, au début, la plus grande partie de l'Espagne était entre leurs mains. Mais parce que, au sein du gouvernement républicain, les dirigeants des organisations ouvrières le voulaient ainsi, il y avait dans ce gouvernement les représentants des partis bourgeois de « gauche », qui, en définitive, défendaient l'ordre bourgeois pour lequel le général Franco avait pris les armes. Alors, à partir de ce moment-là, le problème des armes ne réglait rien.

Les armes, c'est une politique. Le fusil, c'est une politique, et les Brigades internationales, en 1936-1938, où des centaines et des milliers d'ouvriers de tous les pays ont pris les armes pour aider l'Espagne républicaine, n'ont pu empêcher sa défaite, parce que les canons étaient refusés à la révolution espagnole, parce que ces canons ont appuyé une politique de front populaire, une politique de collaboration de classes qui la menait à la défaite (...).

"Il ne faut pas aller plus loin, il faut respecter la Constitution"

(Salvador Allende)

Camarades, au Chili en 1970, la victoire électorale de l'Unité populaire s'est combinée avec une puissante poussée des masses populaires, qui ont arraché au patronat et à la bourgeoisie d'importantes revendications. Le patronat a cédé par crainte de tout perdre. La bourgeoisie a lâché, et beaucoup, c'est certain. Même M. Frei, président du Parti démocrate-chrétien, a voté les premières nationalisations proposées par le gouvernement Allende — ce même Frei qui, tout dernièrement, a salué le coup d'Etat des généraux. Même le général Pinochet, comme je l'ai dit, a proclamé à ce moment sa fidélité au gouvernement légitime de la République chilienne.

Ces messieurs avaient peur. Ils ont composé. En 1936, en France, la grève générale de juin s'est combinée avec une victoire électorale du Front populaire.

D'importantes revendications ont été arrachées : les 40 heures, les congés payés, les conventions collectives.

Même le Sénat, qui, quelques mois après, allait mettre en minorité le gouvernement Blum, le gouvernement du Front populaire, le Sénat dominé par les radicaux a cependant voté ces revendications. La bourgeoisie française avait peur, elle lâchait.

Au Chili, en 1970, à partir de ce puissant mouvement des masses, le gouvernement Allende a dit : « *Il ne faut pas aller plus loin, il faut respecter la Constitution* », Constitution qui défend la propriété privée des moyens de production.

Au Chili, on a simplement ébréché la puissance économique et politique de la bourgeoisie chilienne. Cinq pour cent de gros magnats contrôlent toujours les grandes entreprises industrielles et agricoles du pays. Le gouvernement de l'Unité populaire n'a pas voulu les exproprier.

Les masses populaires (y compris, en 1970, les classes moyennes) cherchaient à aller plus loin dans la voie de l'expropriation de toute la classe capitaliste et des grands propriétaires fonciers.

C'est alors que la grande bourgeoisie chilienne, s'appuyant sur son appareil d'Etat, sur sa police, sur son armée, sur sa justice, n'ayant pas confiance dans la capacité de l'Union de la gauche à freiner le mouvement des masses qui tendait à la constitution de conseils ouvriers, a regroupé sous son drapeau non seulement toutes ses forces, mais aussi une partie de celles des classes moyennes déçues par l'irrésolution du gouvernement de l'Unité populaire, gouvernement qui, au lieu d'appuyer par exemple les occupations des terres des latifundia, les dénonçait comme illégales, acceptant que l'armée et la police désarment les travailleurs.

C'est ainsi que le coup d'Etat a été préparé (...).

Il ne s'agit pas d'opposer ici revendications et révolution. Il ne s'agit pas même d'opposer la participation aux élections, lorsque cela peut être utile, à la révolution. Il s'agit des perspectives pour le mouvement ouvrier.

Pour garantir les revendications

La perspective qui garantit les positions économiques et politiques de la bourgeoisie ne peut, en dépit de tous les efforts des masses laborieuses, de toute leur volonté de lutte, que mener au renforcement de la bourgeoisie et à la défaite du prolétariat. Pour garantir les revendications, il faut s'engager dans une direction : celle de la lutte pour l'expropriation totale du grand capital.

Cela ne veut pas dire qu'on puisse atteindre les objectifs revendicatifs immédiatement, mais il faut pour cela s'engager dans cette direction. Sinon, non seulement on ne va pas vers le socialisme, mais on perd les revendications : elles sont bientôt reprises par la bourgeoisie, comme en 1936 en France, comme en 1970 au Chili, et on prépare la plus terrible réaction. Si l'on accepte le Front populaire, l'Union de la gauche, le gouvernement avec les radicaux, avec des partis de la bourgeoisie, alors on pave le chemin de la contre-révolution.

Camarades, la sanglante et terrible leçon du Chili est là pour témoigner de la vérité de tous les enseignements du marxisme, des enseignements de Lénine, de Rosa Luxemburg et de Léon Trotsky, des enseignements de ceux dont on veut en définitive nous dire qu'il faut reléguer l'œuvre de leur vie au musée des accessoires de l'histoire (...).

Dans le numéro de *L'Humanité* du 1^{er} septembre 1973, on peut lire le compte rendu d'une conférence de presse d'Etienne Fajon, de retour de Chili (...).

Et Fajon énumère devant les journalistes les erreurs commises par la « *juste politique* » de l'Unité populaire : « *Ce sont certaines théories économiques qui mettaient l'accent sur la destruction des structures anciennes...* »

Les structures anciennes, camarades, ce sont les structures du capital financier, c'est-à-dire les structures de la bourgeoisie monopoliste.

Et Fajon poursuit « (...) *sous-estimant les tâches pressantes du développement de la production et de la productivité* ». Certaines erreurs, dit encore Fajon, qui ont été commises, n'ont pas été combattues pendant un temps avec la vigueur indispensable.

L'occupation des entreprises par les travailleurs, comme juste mesure de défense politique à tel moment où la contre-révolution passait à l'attaque, s'est transformée dans certains cas en prise de possession d'entreprises nullement concernées par le programme de nationalisations. Et puis, il y avait, bien sûr, les paysans qui voulaient la terre, qui occupaient la terre. Ce n'était pas « constitutionnel ». Les paysans pauvres, affamés de terre, devaient respecter la légalité des propriétaires fonciers.

Voilà ce que dit Fajon, membre du secrétariat du Parti communiste français, qui est allé discuter avec ses camarades chiliens pour leur expliquer qu'il y avait eu des erreurs commises, que ces erreurs, c'était de vouloir aller trop loin dans la voie de l'expropriation du capital financier, de vouloir toucher à l'armée, de vouloir toucher aux « structures anciennes ».

Mais alors, camarades, au Chili ce seraient les masses qui porteraient la responsabilité de n'être pas intervenues ? Marchais oublie-t-il que Fajon a été en Amérique latine pour les engager à ne pas riposter à la violence de la bourgeoisie ?

« *Les événements du Chili*, affirme le secrétaire général du PCF, Georges Marchais, dans la même déclaration, *ne sauraient en aucune façon modifier notre stratégie en France... Nous ne considérons pas que c'est fini au Chili, que la droite a gagné et que la gauche est vaincue. Il est scandaleux d'entendre certains soi-disant révolutionnaires considérer que c'est déjà terminé.* » Quels sont ces « soi-disant révolutionnaires » qui considèrent que « c'est déjà terminé » ? Mais il est sûr que la résistance héroïque du peuple chilien est là pour témoigner que tout était entre ses mains pour vaincre, que ce qui a manqué, c'est un parti révolutionnaire, et que ceux qui étaient à la direction, quel qu'ait été leur courage personnel, n'ont pas été à la hauteur du courage et de la conscience politique du peuple chilien.

Mais en revanche, ceux qui osent écrire aujourd'hui, en substance, qu'« *en France, on fera comme au Chili, et on verra alors qui sera le plus fort* », ceux-là font retomber la responsabilité sur les travailleurs et le peuple chiliens.

Dans un numéro de *France nouvelle* (3) de septembre 1973, on peut lire : « *La grande bourgeoisie n'a reculé devant aucun moyen légal ou illégal, l'usage et l'abus de ses positions au sein du pouvoir judiciaire, l'usage et l'abus de sa puissance dans le domaine des grands moyens de communication, le sabotage de la production et de la distribution, la spéculation sur la monnaie et les denrées.* »

Mais pourquoi lui avait-on laissé ses positions ? Pourquoi Fajon, trois semaines auparavant, est-il venu dire qu'il ne fallait pas toucher aux « structures anciennes », qu'il ne fallait pas nationaliser ce qui ne devait pas être nationalisé, parce que ce n'était pas inscrit dans le programme commun de la gauche ?

Pourquoi maintenant dire le contraire ?

(3) *France nouvelle* est le nom d'une revue éditée par le Parti communiste français.

LIBAN-IRAK

La signification du soulèvement des peuples et ses perspectives

Depuis plus de cinq mois, les peuples libanais et irakien manifestent, se mobilisent avec une détermination qui fait écho à celle du peuple algérien sur des mots d'ordre communs contre leurs régimes respectifs. Les principaux médias et les gouvernements des grandes puissances nous infligent une vision coloniale des événements qui se déroulent au Moyen-Orient, où les chiïtes seraient nécessairement des partisans de l'Iran et du Hezbollah au Liban, et les sunnites des partisans de l'Arabie Saoudite et d'Al-Qaïda.

Les dirigeants turcs essentiellement sunnites ont défendu le Qatar essentiellement sunnite contre les menaces d'invasion de l'Arabie Saoudite sunnite. Ceux qui dirigent l'Irak sont avant tout des corrompus, achetés par les milliards de dollars américains déversés depuis plus de quinze ans pour « reconstruire » le pays. Au Liban, le Hezbollah, parti chiïte, est allié de longue date au parti du général Aoun, membre de la communauté chrétienne, et a combattu avec des membres de toutes les communautés contre l'agression israélienne de 2006.

Dans ce pays, les manifestants, toutes confessions et communautés confondues, disent à propos de leurs « représentants » : « *Qu'ils dégagent tous, et quand on dit tous, c'est tous !* » La doctrine du « *diviser pour mieux régner* », sans cesse remise en application par les sommets dirigeants, se heurte et se fissure face à la poussée révolutionnaire des peuples, qui n'acceptent plus d'être dirigés par des régimes violents et corrompus.

PENDANT l'été 2019, plusieurs milliers d'Irakiens ont pris l'habitude de se rassembler sur la place Tahrir, à Bagdad, pour protester dans un premier temps contre le chômage. Très vite, les revendications ont exigé des réformes politiques et dénoncé la corruption à tous les niveaux de l'Etat, le manque de travail, la grande pauvreté des services rendus à la population.

Mardi 1^{er} octobre 2019, les manifestants ont décidé de se rendre en direction de la zone verte (zone sécurisée militairement avec l'aide américaine), où se trouvent le Parlement, le bureau du Premier ministre et les bâtiments officiels. Alors que les manifestants, pour la plupart âgés de 20 ans à peine, tentaient de traverser le pont Jumhuriya qui les sépare de la zone verte, la police anti-émeute a immédiatement ouvert le feu, d'abord avec des balles en caoutchouc, des grenades assourdissantes et des canons à eau. Cette réaction violente de la

police a été le facteur déclenchant des manifestations massives qui ont suivi pendant plusieurs jours. Pour beaucoup de manifestants, « *rien ne pourrait être pire que ce gouvernement, nous n'avons plus rien à perdre* ».

L'Irak a été divisé en trois grandes parties par l'occupation américaine à la suite de la seconde guerre du Golfe (une région kurde dans le nord, un centre à majorité sunnite et un sud à majorité chiïte), et le mouvement actuel, qui rejette le communautarisme, s'oppose à cet état de fait. Il a d'ores et déjà eu des répercussions, de manière certes différenciée dans toutes les régions du pays, même si la plupart des manifestations sont concentrées dans le sud.

A plusieurs reprises, des manifestations et rassemblements ont également eu lieu dans le nord du pays contrôlé par les forces kurdes, notamment à la suite de l'assassinat du général iranien Ghassam Soleimani par les forces américaines à l'aéroport de Bagdad.

En Irak circule le chiffre effarant de 450 milliards de dollars détournés par le pouvoir corrompu depuis la chute de Saddam Hussein en 2003. Les ressources en pétrole demeurent considérables, avec une production avoisinant les 6 à 7 milliards de dollars par mois. Pourtant, le pays reste largement en ruine, exsangue après plus de quinze ans de guerre menée par l'impérialisme américain. L'Irak est un pays riche, avec une population pauvre qui compte plus de 60 % de moins de 25 ans, qui manque de tout, d'électricité, d'écoles, d'hôpitaux... Les Irakiens se sont terrés pendant toutes ces années pour échapper aux attentats à la bombe qui les frappaient régulièrement et qui étaient attribués à l'Etat islamique-Al Qaïda, alors que la guerre faisait rage dans le nord du pays et à la frontière syrienne. Depuis trois ans, on ne compte quasiment plus d'attentats de grande ampleur à Bagdad et les revendications ont progressivement repris, notamment contre la corruption érigée en système.

**“NOUS N'AVONS PLUS RIEN
À PERDRE”**

Depuis octobre, les multiples vagues de manifestants ne refluent pas, malgré une répression particulièrement meurtrière. Au moment où cet article est rédigé, on dénombre plus de 600 morts, des milliers de blessés, des milliers d'Irakiens emprisonnés. Des bâtiments administratifs, ainsi que les sièges des principaux partis de gouvernement, ont été incendiés plusieurs fois. A plusieurs reprises, des témoignages font état d'altercations entre la police d'Etat et des militaires cherchant à défendre des manifestants.

Très tôt en octobre, le Premier ministre Adel Abdoul Mahdi fait des promesses pour les embauches et pour lutter contre la corruption tout en réprimant les manifestants. Les autorités de Bahrein, pays voisin, appellent leurs citoyens à quitter immédiatement l'Irak pour leur sécurité. Les dirigeants iraniens et saoudiens s'accusent mutuellement d'être derrière le soulèvement. Tous sont effrayés par les risques de « contagion » d'un mouvement qui dépasse les clivages religieux érigés comme des murs pour diviser les peuples. Dans un reportage sur la situation, la chaîne américaine CNN indiquait samedi 5 octobre 2019 :

« Les manifestations contre la détérioration des conditions de vie ont secoué plusieurs autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord au cours des dernières semaines. Au Liban, les manifestants ont bloqué des routes et se sont affrontés aux forces de sécurité la semaine dernière à cause du chômage, des infrastructures délabrées et de la corruption du gouvernement. En Egypte, des manifestations concernant des revendications économiques similaires ont conduit à une répression accrue de la dissidence. Et en Jordanie, la grève des enseignants en cours est considérée comme la plus longue de l'histoire du pays. »

Dans les manifestations, en Irak toujours, les revendications restent les mêmes et se concentrent essentiellement contre la corruption généralisée, contre le clientélisme pour accéder aux fonctions publiques, contre le chômage massif qui touche plus particulièrement les jeunes, et bien entendu contre la répression.

L'Etat irakien, tout en appelant au calme et au dialogue, multiplie les exactions policières, les passages à tabac de manifestants, notamment des jeunes, l'usage intensif de gaz, les canons à eau, les meurtres en plein jour avec des tirs à balles réelles, les incarcérations. La situation reste marquée par la détermination intacte des manifestants, qui disent ne plus rien avoir à perdre et se retrouvent tous derrière l'exigence : « *Dégagez tous !* »

Partout le rapprochement est largement fait entre l'extrême pauvreté des uns et la corruption des milieux dirigeants. Selon l'indice de calcul de la corruption établi par l'association *Transparency International*, l'Irak est au 168^e rang mondial sur 180. L'agriculture et l'industrie ont été liquidées, et le pays vit essentiellement des exportations pétrolières et des importations de biens.

Après sa destruction par les forces américaines, la « reconstruction » de l'Irak par les mêmes ne profite qu'aux élites corrompues, dont les fortunes considérables issues de l'accaparement des ressources nationales renforcent le rejet du régime par les plus larges masses.

Le pouvoir cherche à se réfugier derrière des autorités religieuses qui appellent au calme, mais pour la plupart des Irakiens, il n'y a plus de différence entre pouvoir politique et spirituel, le second, dans les faits, ayant fusionné avec le premier.

**LES REVENDICATIONS SONT CLAIRES :
 “C’EST LE BLOCAGE
 JUSQU’À CE QUE LES CORROMPUS
 ET LES VOLEURS SOIENT DÉGAGÉS,
 ET QUE LE RÉGIME S’EFFONDRE”**

De façon inégale, des grèves se déclenchent. A plusieurs reprises, des groupes de manifestants décident de couper les routes, de bloquer les services, bureaux, écoles pour empêcher les agents du gouvernement de se rendre au travail, à l’exception des services hospitaliers. Les revendications sont claires : « *C’est le blocage jusqu’à ce que les corrompus et les voleurs soient dégagés et que le régime s’effondre.* »

Début novembre, une coordination de syndicats et de fédérations syndicales irakiennes publie une déclaration de soutien aux revendications des manifestants, incluant une condamnation des partis politiques qui se partagent le pouvoir comme étant « *responsables de la pauvreté, du chômage, de la corruption qui ont été l’étincelle des manifestations, ainsi que de la répression violente qu’elles ont subie.* »

A Bassorah, deuxième ville d’Irak et principal port du pays, les syndicats appellent leurs membres à rejoindre les cortèges pour imposer la fermeture et le blocage des installations portuaires. Ces blocages, qui ne se poursuivent pas ou de manière très limitée, donnent cependant des indications sur la mobilisation de la classe ouvrière irakienne.

Les témoignages de militants rapportent la création de « nouveaux espaces » où l’on se retrouve, discute, prépare la prochaine manifestation, dans un esprit de liberté totalement inédit dans ce pays longtemps contrôlé par un régime au parti unique et traversé par les guerres (la guerre contre l’Iran, puis les guerres américaines) pendant plus de trente ans. Dans ces « nouveaux espaces », malgré les interdictions cléricales obscurantistes, se mêlent femmes et hommes souvent très jeunes, pour des revendications communes.

De plus en plus, dans les manifestations, à l’instar de ce qui se passe au Liban comme nous le verrons plus loin, fusent les mots d’ordre contre le système confessionnel et communautaire, mais aussi contre l’ingérence américaine ainsi que toute ingérence étrangère. Une pancarte tenue par un manifestant, largement relayée sur les ré-

seaux sociaux dans tous les pays arabes, résume avec humour cet état d’esprit qui monte dans la population : « *La meilleure solution pour l’Irak consiste à nommer un Premier ministre chiite, dont le père est sunnite et la mère chrétienne, et qui est marié à une Kurde, née en Iran, qui a fait ses études en Arabie Saoudite et a la nationalité américaine. Il boit de l’alcool la nuit et prie le jour.* » La poussée révolutionnaire du peuple irakien contraint le Premier ministre, Adel Abdoul Mahdi, à démissionner fin novembre 2019. Ni la nomination très contestée d’un nouveau Premier ministre ni les pressions des leaders religieux, toujours sur fond d’une répression violente, ne parviennent à faire refluer les protestations populaires.

**DE L’IRAK AU LIBAN,
 UN MÊME MOT D’ORDRE :
 “QU’ILS DÉGAGENT TOUS !”**

De manière quasi concomitante et sur des mots d’ordre comparables, le Liban est lui aussi submergé par des manifestations massives depuis le début du mois d’octobre 2019, qui entraînent près de la moitié de la population du pays dans la rue. Le Liban est structuré politiquement selon un système communautaire féodal et confessionnel, mis en place par le régime colonial français. Il y a en tout dix-huit communautés, qui ont chacune leurs règles, leurs combines, leurs passe-droits. Les Libanais sont dès la naissance répertoriés selon une communauté, dont les principales sont les communautés chiite, sunnite, chrétienne et druze, chacune d’entre elles étant divisée politiquement en plusieurs partis différents. Le système communautaire et clientéliste mine le pays depuis si longtemps qu’il n’est toujours pas possible de trouver du travail, de percevoir une allocation sans être parrainé par un notable chef de communauté. C’est ce système de partage du pouvoir, fondé sur la division du peuple, qui est aujourd’hui dénoncé, au même niveau que la corruption érigée en système et les mesures économiques brutales imposées par le Fonds monétaire international (FMI) et l’ordre financier international.

La période qui précède le soulèvement du peuple libanais a été marquée par des mesures comme l’augmentation de la TVA, la baisse des salaires des fonctionnaires et

l'arrêt de tous les recrutements. Un militant libanais raconte :

« Les dirigeants expliquent que les problèmes économiques qui, pour eux, justifient ces mesures, viennent des réfugiés syriens. Avant, tout était de la faute des réfugiés palestiniens, mais les corrompus au pouvoir ne sont jamais responsables de la détérioration de l'économie. Dans certains milieux, les millions coulent à flot et l'immense majorité connaît des conditions de vie de plus en plus difficiles. Le gouvernement est incapable de mener des politiques publiques conformes aux intérêts de la population, incapable de quoi que ce soit. Les gens sont très en colère. »

La décision de taxer les communications Internet sur WhatsApp (qui est maintenant beaucoup plus utilisé que le téléphone) a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. A la suite de cette annonce, des manifestations de colère se sont vite propagées dans tout le pays. Pas une ville d'importance, pas une région qui n'ait été touchée par les manifestations. Les premiers jours ont été marqués par la répression conjointe de la police, de l'armée et de plusieurs milices politiques. On compte très vite des morts et des centaines de blessés, mais la tentative de répondre par la répression a été très vite submergée par la vague massive des manifestations et leur caractère unitaire, brassant toutes les composantes de la population sur des revendications communes. Dans certains quartiers, des barricades sont installées, comme en Irak des bureaux de partis politiques sont saccagés. Un militant souligne :

« Les citoyens descendent dans la rue sans mettre en avant la moindre sensibilité religieuse ou appartenance politique. Il faut noter que les camps palestiniens ont affiché leur soutien total au mouvement. Beaucoup disent que l'on ne doit pas s'arrêter, nous n'aurons pas une seconde chance de la même ampleur. Les manifestations sont majoritairement composées de jeunes de tous les milieux, étudiants, chômeurs, de gens qui vivent dans la précarité, mais aussi des classes moyennes, des enseignants, c'est-à-dire la majorité des Libanais. »

La tendance est à la désobéissance civile. Les jeunes, les étudiants, les lycéens sont très massivement dans le mouvement et ne veulent pas de retour en arrière. L'unité se forge, des groupements apparaissent un peu partout.

**“NOUS RESTERONS DANS LA RUE
JUSQU'À LA CHUTE DU GOUVERNEMENT
ET LA FORMATION
D'UN GOUVERNEMENT EXTÉRIEUR
À CETTE CLASSE DIRIGEANTE”
(un manifestant libanais)**

En Irak comme au Liban, le mouvement est caractérisé à la fois par son absence de « leaders », sa capacité à s'organiser et son unité. Il a comme caractéristique de rejeter l'ensemble des partis qui se partagent le pouvoir, et dont la plupart des dirigeants se sont enrichis en pillant les biens publics depuis des décennies. Un militant nous explique :

« Des voix politiques appellent très vite Saad Hariri à prendre des mesures contre la corruption, mais, en tant que Premier ministre d'un système corrompu jusqu'à la moelle, toutes les décisions qu'il pourra prendre ne feront qu'aggraver la crise. La solution, l'issue que tout le monde attend, réside dans l'abolition du système. »

Le 21 octobre 2019, le Premier ministre Saad Hariri annonce une série de réformes économiques dont l'objectif est de faire refluer les protestations. Il est contraint de démissionner moins de dix jours plus tard sous la pression populaire, et lâché progressivement par ses alliés. Les manœuvres des partis et coalitions qui se partagent le pouvoir à tour de rôle n'ont que très peu d'effet sur la détermination des protestataires. Les dirigeants de l'opposition mettent en scène leur participation aux manifestations, non parce qu'ils sont contre l'injustice et la corruption — personne n'est dupe —, mais essentiellement pour exprimer leur haine envers le président de la République. Tous sont de fervents partisans des banques, qui sont la première cible des manifestants. Plusieurs dirigeants cherchent à surfer sur la vague, mais tous sont catalogués comme faisant partie du système. Les leaders historiques cherchent encore une fois à récupérer le mouvement, à charger le gouvernement lorsqu'ils n'en sont pas membres, mais en réalité cherchent surtout à survivre. Pour un militant libanais, « *ils ne sont pas capables de nous entendre, mais ils savent se mettre d'accord pour nous taxer et pour parler de risque de chaos* ».

Au Liban, les manifestations se sont progressivement concentrées contre le pou-

voir des banques, qui refusent aux Libanais d'accéder à leurs comptes et à leurs économies. Les Libanais considèrent que les banques forment un gang en liaison avec les politiques financières suivie par le père puis par le fils Hariri, sous les auspices du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Les banques refusent de fournir de l'argent à ceux qui en ont le plus besoin en bloquant les comptes. Le montant des retraits est limité à 200 ou 300 dollars par mois, mais, en réalité, les banques refusent de l'argent aux familles, qui ne peuvent donc pas payer leurs factures. Les transferts vers l'étranger sont bloqués. Le siège de la Banque du Liban a été envahi, comme plusieurs agences dans le pays. Pendant ce temps-là, les dirigeants dépensent des fortunes, placent leurs milliards à l'étranger, et les scandales et révélations se succèdent. Le prétendu miracle économique libanais n'a profité qu'à la minorité de corrompus qui se partagent le pouvoir. Tout le peuple en a conscience. Dans plusieurs villes, les manifestants brûlent des agences bancaires.

Le mouvement ouvrier indépendant libanais, essentiellement représenté par la Fédération nationale des syndicats et des employés du Liban (FENASOL), s'est dès le début joint aux manifestations, revendiquant notamment la restitution des fonds publics pillés par les gouvernements successifs, la suppression des impôts pour les pauvres et les classes défavorisées, la protection de la sécurité sociale de tous les travailleurs et chômeurs, des agriculteurs, des journaliers, des entrepreneurs et de toutes les composantes de la société libanaise.

Au Liban comme en Irak, la vie quotidienne est devenue un acte de résistance. La population est majoritairement jeune et plus du tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté selon les normes internationales. Le taux de chômage pour les jeunes diplômés est considérable. Les milices cherchent à faire régner la terreur, mais même dans leur propre communauté, les choses ne sont plus comme avant. Les tentatives de division, les manipulations politiques sont toutes balayées les unes après les autres. Les femmes prennent progressivement une place significative dans les groupes de jeunes révolutionnaires, qui, de manière informelle et sans relations hiérarchiques, structurent le mouvement. Au Liban comme en Irak, les systèmes politiques confessionnels et communautaires se

fissurent sous la pression des manifestants. Les Libanais et les Irakiens communiquent entre eux et établissent dans leur forme comme dans leur contenu des revendications similaires. Les régimes soutenus par les grandes puissances, dont la France de Macron, s'accrochent autant qu'ils le peuvent à leurs positions.

Comme le souligne la déclaration de la FENASOL du 26 octobre 2019 à propos du Liban :

« Ce pouvoir, avec les mêmes méthodes tordues, utilise tous les moyens pour contourner ce mouvement populaire global en moquant quotidiennement les manifestants pacifiques, en trahissant et en les menaçant de poursuites pour intelligence avec les ambassades et subordination avec les puissances étrangères. Nous rappelons que ces mouvements et manifestations sont le résultat de la pauvreté, de la souffrance et du manque de dignité du pays à l'égard de sa population. »

ET MAINTENANT ?

Les soulèvements des peuples du Liban et d'Irak expriment un rejet irrévocable des systèmes communautaires et corrompus qui les étouffent depuis des décennies. Dans un contexte régional de guerre en permanence (des conflits meurtriers sont en cours au Yémen et en Syrie depuis des années), de négation du simple droit à l'existence du peuple palestinien, d'aggravation des sanctions contre l'Iran, c'est-à-dire contre le peuple iranien, de menaces de nouveaux conflits qui seront encore une fois construits de toutes pièces, la détermination des peuples libanais et irakien est suivie attentivement dans les pays voisins.

Lors de la conférence du Comité international de liaison et d'échanges qui s'est tenue à Paris du 28 au 30 novembre 2019, une camarade libanaise expliquait :

« Il n'y aura aucun gouvernement de salut national au Liban comme en Irak avec le système communautaire. Tout ce que font les dirigeants aujourd'hui, c'est empêcher le mouvement des peuples vers leur unification. C'est pourquoi une réflexion se développe dans plusieurs milieux militants au Liban au sujet du besoin d'une Assemblée constituante souveraine, pour tout refonder, pour construire la nation de tous les Libanais et de toutes les Libanaises, où la religion deviendra une affaire privée, où les femmes seront les égales des hommes, où il

n'y aura plus de corruption, plus de favoritisme. Les Libanais, comme les peuples du monde entier, veulent pouvoir décider et contrôler eux-mêmes leur vie. Nous voulons en finir avec l'ingérence étrangère, nous voulons en finir avec l'héritage du colonialisme français, nous voulons en finir avec le pouvoir religieux, avec le pouvoir des banques, avec les mafias. Nous voulons les droits égaux, et pour cela il faut qu'ils dégagent tous. »

C'est là le cœur des processus révolutionnaires en cours dans de nombreux pays, dans la voie ouverte par le peuple algérien depuis février 2019.

Comme en Algérie et dans de nombreux pays dans le monde, les peuples du Liban et d'Irak font face à des régimes liés à l'impérialisme, placés sous la tutelle des banques, du FMI, des multinationales américaines. Le mouvement qui s'exprime est celui de la

révolution politique et sociale par laquelle le peuple veut reprendre son destin en main. En manifestant contre la corruption, contre le pouvoir des banques au Liban ou contre la confiscation des richesses issues de la production des hydrocarbures en Irak, les peuples posent la question d'en finir avec la propriété privée des moyens de production et avec le capital.

La résolution des revendications sociales est intimement liée à l'expropriation des expropriateurs. Dégager les enseignements nécessaires de ces mois de révolte, aider à ce que les soulèvements populaires se structurent, à ce que les révolutionnaires du monde entier puissent échanger, débattre, s'organiser entre eux et agir pour gagner, sont les objectifs de la IV^e Internationale.

François Lazar



**Beyrouth (Liban) – Dans la manifestation du 25 octobre 2019
(« Révolution » inscrit dans le poing levé).**

Centralisation et concentration du capital à l'époque de l'impérialisme

DANS son rapport 2020 sur les inégalités mondiales, l'ONG Oxfam indique que « *les richesses des 1 % les plus riches de la planète correspondent à plus de deux fois la richesse de 90 % de la population (6,9 milliards de personnes). Les milliardaires du monde entier, c'est-à-dire seulement 2 153 personnes, possèdent plus de richesses que 4,6 milliards de personnes, soit 60 % de la population mondiale* » (1).

Chaque rapport annuel montre une même tendance à la concentration des richesses dans les mains d'une minorité. Oxfam en conclut :

« Les inégalités ne sont pas une fatalité, elles sont le résultat de politiques sociales et fiscales qui réduisent la participation des plus riches — entreprises et particuliers — à l'effort de solidarité par l'impôt, et fragilisent le financement des services publics. »

Et d'en appeler à Emmanuel Macron à « *réorienter de toute urgence sa politique en faveur d'une réduction des inégalités* ».

Le bon sens ne semble-il pas indiquer en effet qu'on pourrait très bien prendre une proportion infime des 60 milliards d'euros distribués par les plus grandes entreprises françaises du CAC 40 à leurs actionnaires en 2019 pour au moins alléger la souffrance des 8,8 millions de pauvres en France (14 % de la population) ?

Ou, au contraire, est-il inévitable, comme le disait Marx, que l'« *accumulation de la richesse à un pôle signifie donc en même temps accumulation de misère, de souffrance, d'esclavage, d'ignorance, de brutalité, de dégradation mentale au pôle opposé, c'est-à-dire du côté de la classe dont le produit prend la forme de capital* » ? (2).

Le rapport d'Oxfam donne l'ampleur de la concentration de la richesse, mais ne peut expliquer cette tendance fondamentale à l'aggravation des inégalités. Il ne peut que faire un vœu pieux. Les krachs boursiers poussent au contraire les capitalistes et leurs

représentants, comme Macron, à renforcer leurs politiques de baisse du « coût du travail » pour augmenter l'exploitation des travailleurs.

UNE SITUATION EXPLOSIVE

Par définition, pour la survie de tout capital, il existe un impératif incontournable : être valorisé dans des proportions suffisantes, c'est-à-dire obtenir une rentabilité suffisante ; pour cela, il doit s'approprier le maximum de plus-value du travail non rémunéré issu de l'exploitation de la classe travailleuse. Pour cette même raison, parce qu'il ne peut s'agir que d'une fraction de la plus-value, cet impératif pour un capital entre en conflit avec le même impératif pour les autres capitaux. La propriété des moyens de production entraîne la concurrence. C'est la base même du capitalisme. Le capital doit d'abord tirer la plus-value de l'exploitation du travail salarié, puis, en vendant les marchandises, réaliser cette plus-value. Dans ces deux phases, les capitalistes sont à la fois solidaires contre les prolétaires pour augmenter le taux d'exploitation des ouvriers et adversaires concurrents pour se répartir la plus-value.

Toutefois, on ne peut comprendre de façon non historique la forme particulière que prend la concurrence à chaque moment. Par conséquent, sa trajectoire est liée à la dynamique générale de l'accumulation capitaliste, produit de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, « *la loi la plus importante de l'économie moderne* » selon les termes de Karl Marx lui-même, qui en a établi les principes. Le contenu de cette loi

(1) Communiqué de presse d'OXFAM France, <https://www.oxfamfrance.org/communiques-de-presse/davos-2020-nouveau-rapport-doxfam-sur-les-inegalites-mondiales/>

(2) Théorie de la paupérisation croissante de Karl Marx, cité par Léon Trotsky, *Le marxisme et notre époque*, éditions Séléo, janvier 2009, page 19.

est que le taux de profit — qui est le moteur de l'accumulation capitaliste — tend à diminuer en raison de la mécanisation, qui réduit le poids relatif de la force de travail produisant la plus-value. Cette tendance pourrait être contrecarrée, principalement en augmentant le degré d'exploitation, mais avec de plus en plus de difficultés. L'accentuation des contradictions du capitalisme conduit à une situation explosive.

« L'élimination de la concurrence par le monopole marque le commencement de la déségrégation de la société capitaliste (...). La concurrence avait besoin de certaines libertés, d'une atmosphère libérale, d'un régime démocratique, d'un cosmopolitisme commercial. Le monopole réclame un gouvernement aussi autoritaire que possible, des barrières douanières, ses "propres" sources de matières premières et ses "propres" marchés (colonies). Le dernier mot dans la désagrégation du capitalisme de monopole, c'est le fascisme » (3).

La tendance à la suraccumulation du capital, c'est-à-dire un excès de capital accumulé, investi, s'exprime dans la surproduction de marchandises, c'est-à-dire d'énormes quantités de marchandises que les propriétaires ne parviennent pas à vendre (et ne parvenant donc pas à réaliser par leur vente la plus-value contenue dans le travail qu'a nécessité leur production).

La surproduction de marchandises entraîne à son tour le fait que le marché mondial ne peut pas absorber toutes les marchandises.

Comment les capitaux luttent-ils dans leur mise en concurrence pour être suffisamment valorisés ? La réponse est simple : de manière inégale, en liaison principalement avec leur taille. Dans le processus d'accumulation du capital, il y a des événements qui se produisent nécessairement. C'est le cas, par exemple, de son internationalisation. Le capitalisme se constitue dès l'accumulation primitive par l'échange international et crée une économie mondiale, à la recherche de marchés sur lesquels s'approvisionner en ressources naturelles, dans lesquels écouler la production pour laquelle leur marché d'origine s'avère étroit, sur lesquels placer des capitaux ou pour les obtenir pour d'autres usages, etc.

Il en va de même pour la concentration et la centralisation du capital, que nous définissons ci-dessous.

Actuellement, en 2020, cette tendance à la concentration et à la centralisation se véri-

fie-t-elle toujours ? Si oui, pourquoi se produit-elle et quelles en sont les implications ?

CONSTATATION EMPIRIQUE DE LA CENTRALISATION DU CAPITAL AUJOURD'HUI

Dans son texte de 1939 *Le marxisme et notre époque*, Léon Trotsky évoquait le caractère inaltérable de ce processus :

« Les grandes entreprises bénéficient, par rapport aux plus petites, de plus grands avantages techniques, financiers, organisationnels, économiques et, *last but not least*, politiques. Une plus grande quantité de capitaux permettant d'exploiter un plus grand nombre de travailleurs donne inévitablement, à celui qui la possède, la victoire dans une compétition. Telle est la base de la concentration et de la centralisation du capital.

Tout en stimulant le progrès et le développement de la technique, la concurrence non seulement détruit les couches de producteurs intermédiaires, mais se détruit elle-même. Sur les cadavres ou semi-cadavres des petits et moyens capitalistes, se dresse un nombre toujours plus réduit de seigneurs capitalistes toujours plus puissants. Ainsi, de la concurrence honnête, démocratique et progressive, surgit irrévocablement le monopole malfaisant, parasitaire et réactionnaire » (4).

Est-ce bien le cas ? Examinons quelques données. BlackRock, une société américaine de gestion d'actifs, déclare en février 2019 qu'avec 14 900 travailleurs, elle gère 5 970 milliards de dollars (soit l'équivalent de 7,5 % de tout le produit intérieur brut [PIB] mondial). Notons que, selon *The McKinsey Global Institute* (5), 10 % des groupes cotés en Bourse disposent à eux seuls de 80 % de tous les bénéfices mondiaux.

La centralisation du capital identifiée comme des « fusions et acquisitions » a grimpé en flèche : selon les données de Bloomberg, en 1990, 11 500 accords avaient été signés pour un montant total équivalent à 2 % du PIB mondial. A partir de 2009, on a dépassé les 30 000 mouve-

(3) Léon Trotsky, *Le marxisme et notre époque*, éditions Sélió, pages 14-15.

(4) Léon Trotsky, *Le marxisme et notre époque*, éditions Sélió, page 14.

(5) Site Mc Kinsey Global Institute : *McKinsey.com*

ments, dont le montant équivaut à 3 % de la production mondiale. En 2016, ils atteignent les 33 252, pour un montant de 3 900 milliards de dollars, soit près de 5 % du total. Par exemple, Google (maintenant connu sous le nom d'Alphabet) a acquis plus de 160 entreprises, telles qu'Android ou YouTube) depuis sa naissance en 1998. Une enquête Ernst & Young a conclu que pour 67 % des cadres, l'option des fusions et acquisitions était la meilleure façon de traiter la numérisation, plutôt que la croissance organique. Ainsi, aux Etats-Unis, le nombre de sociétés cotées en Bourse a été réduit à la moitié entre 1997 et 2013, passant de 6 797 à 3 485, selon une étude de la Rice University. En contrepartie, leurs ventes moyennes ont triplé.

Selon le journal *El País* (« *La menace des oligopoles mondiaux* ») (6), là aussi aux Etats-Unis, il y avait 37 banques dans les années 1990. Mais aujourd'hui, en résultat des fusions, il n'y a plus que cinq grands établissements (Citigroup, JPMorgan Chase, Bank of America Merrill Lynch, Wells Fargo et Goldman Sachs), qui représentent 45 % du total des actifs bancaires du pays. Une étude de treize secteurs d'activité publiée en 2016 par le Conseil des conseillers économiques de la Maison-Blanche a constaté que la centralisation avait augmenté de 75 % en deux décennies, notamment dans les centres logistiques et les entrepôts, le commerce de détail et les services financiers.

Avec l'acquisition de Monsanto par Bayer (53 milliards de dollars), l'acquisition de Syngenta par ChemChina (43 milliards) et malgré la limitation de la fusion Dow/Dupont, couplé au poids de BASF, le marché des produits alimentaires et des semences se centralise énormément. Il en va de même pour le marché de l'automobile, où l'allemand Volkswagen, le japonais Toyota, l'américain General Motors et l'alliance formée par le français Renault et le japonais Nissan contrôlent à eux tous 40 % des ventes mondiales.

Dans le secteur de l'audit, seules quatre sociétés contrôlent 97 % des entreprises de l'indice FTSE-350 de la Bourse de Londres et 99 % de celles de Standard and Poor's à Wall Street (ce sont Deloitte aux Etats-Unis, Ernst & Young et Price Waterhouse Coopers au Royaume-Uni, et KPMG aux Pays-Bas). Dans les différents segments de la construction d'avions de ligne, la compa-

gnie européenne Airbus et la filiale américaine de Boeing totalisent 90 à 100 % du marché.

On constate également que ce processus de concentration et de centralisation du capital est mondial. C'est ce dont rend compte le *Rapport sur l'investissement dans le monde (World Investment Report)* de la CNUCED (7), qui révèle que l'IDE (Investissements étrangers directs) accumulé est de 32 272 milliards de dollars, soit 38 % du produit intérieur brut (PIB) mondial (bien que l'IDE sous-estime le poids des multinationales, comme le reconnaît la CNUCED elle-même, lorsque, par exemple, les multinationales sont financées par le pays même où elles se développent, et non avec des fonds provenant de leur pays d'origine). Entre-temps, les fusions et les acquisitions internationales se sont élevées à 815,7 milliards de dollars, dont les Etats-Unis accaparent environ le quart. Le magazine scientifique *New Scientist* a publié en septembre 2011 l'article « *Le réseau du pouvoir mondial des sociétés* », dans lequel il affirme que dans le réseau des 43 000 sociétés transnationales, 147 seulement, soit moins de 1 % du total, contrôlaient 38,4 % de la valeur ajoutée. Il va sans dire que les 20 principales compagnies de ce groupe étaient contrôlées directement par le capital financier (Barclays Bank, JP Morgan Chase et Goldman Sachs) et qu'en général, 75 % sont des intermédiaires financiers. Sur les 50 entreprises exerçant le plus grand contrôle d'entreprises (39,78 % du total), 45 sont financières. Y compris Barclays, une banque sanctionnée pour avoir manipulé l'Euribor, et Goldman Sachs, une entreprise impliquée dans l'arnaque des « subprimes ».

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dans son rapport sur *Les entreprises multinationales dans les chaînes nationales de valeur* de 2019 (8), estime que la production des filiales s'élevait à environ 7 700 milliards de dollars, soit près de 10 % du produit mondial. A son tour, dans le rapport de mai 2018 sur *Les entreprises multinationales dans l'économie globale*, elle indiquait qu'entre 2000 et 2014, leur produit a augmenté

(6) « *La amenaza de los oligopolios mundiales* », *El País*, 30 octobre 2016.

(7) CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde*, 2019, page 18, site : unctad.org

(8) Site de l'OCDE : oecd-library.org

jusqu'à 20 000 milliards. L'Europe est la région où a lieu la plus grande part d'activités des multinationales, générant 7 500 milliards de dollars, soit un cinquième de leur production, alors que les pays de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) reçoivent 4 500 milliards de dollars, soit l'équivalent de 12 % de leur production. 93 % de toute la production des filiales sont contrôlés par les économies de l'OCDE, en particulier les Etats-Unis, mais aussi le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, le Japon, les Pays-Bas et la Suisse. Alors qu'elles ne représentent que 7 % de l'emploi, les filiales des multinationales réalisent 28 % des importations et 31 % des exportations. Le poids des firmes américaines est établi par le fait que, dès 1998, huit des dix investisseurs étrangers les plus importants en France étaient américains (six fonds d'investissement, un fonds de pension et une banque), cumulant un montant total de 213 milliards d'euros, selon CDA SpectrumThomson Financial Services.

A tel point que certains capitaux atteignent une ampleur comparable au PIB de certains pays, et non des plus petits.

Avec sa capitalisation boursière de 733,3 milliards d'euros, Microsoft surpasse Apple (709,7) en 2019 comme la plus grande entreprise du monde. Derrière les deux arrive la société de technologie et de distribution Amazon (697,5). Les entreprises « technologiques » gagnent des positions chaque année. Aujourd'hui déjà, elles sont sept des huit plus grandes (en 2013, il n'y avait que trois entreprises technologiques parmi les dix plus grandes du monde). Microsoft ne dépasse pas seulement le PIB d'un pays avec le montant de sa capitalisation en Bourse, mais seulement 20 pays dans le monde ont un PIB qui surpasse Microsoft.

Il convient également de rappeler le poids de l'économie américaine par rapport aux remarques suivant lesquelles d'autres pays pourraient prendre sa place et ainsi ouvrir une nouvelle phase d'expansion. Les Etats-Unis accueillent le siège de 53 des 100 plus grandes entreprises du monde, la Chine en compte onze, tandis que le Royaume-Uni se classe troisième avec un total de neuf.

La conclusion est claire : le processus de concentration et de centralisation du capital se poursuit pleinement, ainsi que l'oligopolisation (9) des marchés, y compris par la

voie indirecte des pratiques collusoires entre les entreprises, c'est-à-dire le partage du marché en se mettant d'accord sur les prix, etc.

CONCENTRATION ET CENTRALISATION DU CAPITAL : UN PROCESSUS INÉVITABLE

La concentration du capital est le processus par lequel s'effectue la création de nouveau capital, surtout par le « grand capital », disposant déjà d'un poids élevé dans le capital total :

« Chacun d'entre les capitaux individuels dont le capital social se compose représente de prime abord une certaine concentration entre les mains d'un capitaliste de moyens de production et de moyens d'entretien du travail, et à mesure qu'il s'accumule, cette concentration s'étend. En augmentant les éléments reproductifs de la richesse, l'accumulation opère donc en même temps leur concentration croissante entre les mains d'entrepreneurs privés (...). Le mouvement de concentration se disperse donc non seulement sur autant de points de l'accumulation, mais le fractionnement du capital social en une multitude de capitaux indépendants les uns des autres se consolide précisément parce que tout capital individuel fonctionne comme un foyer de concentration relatif » (10).

Ces capitaux sont ceux qui, dans une plus grande mesure, peuvent intégrer les nouveaux moyens de production qu'apportent les développements scientifiques et techniques, compte tenu de leur coût élevé au moins dans un premier temps. Ils obtiennent ainsi des augmentations de productivité qui abaissent le coût de production, et donc permettent un prix plus bas, ce qui améliore ainsi la position concurrentielle de ces capitaux. Le résultat en est que des masses croissantes de capital sont contrôlées par ces grands capitaux, ce qui conduit à une oligopolisation croissante.

Mais ils peuvent également augmenter leur poids dans le total sans qu'il y ait accumulation, à travers le contrôle d'autres capitaux déjà existants (par leur acquisition,

(9) Oligopolisation : un petit nombre de groupes capitalistes contrôle la production et la vente sur un marché.

(10) Karl Marx, *Le Capital*, Livre 1, section 7, Editions sociales, 1950, page 66.

fusion ou prise de contrôle majoritaire). Dans ce cas, on parle de centralisation du capital (maison mère, filiales, sous-filiales, ce qui permet une recombinaison rapide des groupes en cas de besoin).

« A un certain point du progrès économique, ce morcellement du capital social en une multitude de capitaux individuels, ou le mouvement de répulsion de ses parties intégrantes, vient à être contrarié par le mouvement opposé de leur attraction mutuelle. Ce n'est plus la concentration qui se confond avec l'accumulation, mais bien un procès foncièrement distinct : c'est l'attraction qui réunit différents foyers d'accumulation et de concentration, la concentration de capitaux déjà formés, la fusion d'un nombre supérieur de capitaux en un nombre moindre, en un mot la centralisation proprement dite » (11).

Marx parle de centralisation pour la différencier de la concentration, à partir des troisième et quatrième éditions du Livre I du *Capital*. Il le fait afin de distinguer deux processus qui, malgré des caractéristiques communes, proviennent d'origines différentes.

La concentration exige un réinvestissement, tandis que pour la centralisation il suffit de redistribuer la propriété du capital déjà existant. C'est pourquoi la concentration prévaut lorsqu'il y a accumulation, par opposition à la centralisation qui prédomine dans les contextes de stagnation. Ce n'est donc pas un hasard si nous entendons maintenant parler beaucoup plus d'acquisitions que de nouveaux projets d'investissement car cela indique que la crise qui a éclaté en 2007 est loin d'être terminée.

La centralisation du capital est principalement motivée par deux mécanismes : la concurrence et le crédit, en rétroaction mutuelle. La concurrence stimule la centralisation car elle provoque la disparition des capitaux les moins compétitifs, ceux de moindre importance, en les faisant passer entre les mains des plus compétitifs ou en leur faisant occuper leur place. L'oligopolisation croissante que cela entraîne ne signifie cependant pas qu'il n'y a plus de concurrence, mais elle modifie simplement l'échelle à laquelle celle-ci se déroule, bien que le nombre réduit de capitaux puisse permettre, dans le court terme, l'établissement d'accords entre eux pour contrôler les marchés.

Pour sa part, le crédit permet à un nombre limité de capitalistes de contrôler des masses énormes de capitaux, déconnec-

tées de la masse des capitaux qu'ils possèdent effectivement :

« Le développement de la production capitaliste enfante une puissance tout à fait nouvelle, le crédit, qui à ses origines s'introduit sournoisement comme une aide modeste de l'accumulation, puis devient bientôt une arme additionnelle et terrible de la guerre de la concurrence, et se transforme enfin en un immense machinisme social destiné à centraliser les capitaux » (12).

En résumé, la concentration du capital est la croissance des capitaux individuels qui accumulent un nouveau capital, expression donc de la reproduction élargie. Et la centralisation est la fusion (ou la prise de contrôle) de plusieurs capitaux individuels (notamment des sociétés par actions) en un seul de plus grande taille, ce qui correspond principalement à des scénarios de reproduction simple typiques des crises. Les deux processus peuvent coexister dans le temps, mais tandis que la concentration exige qu'il y ait accumulation, la centralisation peut avoir lieu sans croissance, simplement par une redistribution de la propriété des capitaux déjà existants. C'est pourquoi, alors que la concentration est plus directement liée aux périodes de boom, la centralisation peut exister dans n'importe quel contexte. Mais elle est surtout favorisée dans les contextes de crise, lorsque la lutte concurrentielle, la lutte entre capitaux pour leur survie devient plus acharnée :

« Le progrès de la centralisation ne dépend pas d'un accroissement positif du capital social. C'est ce qui la distingue avant tout de la concentration, qui n'est que le corollaire de la reproduction sur une échelle progressive. La centralisation n'exige qu'un changement de distribution de capitaux présents, qu'une modification dans l'arrangement quantitatif des parties intégrantes du capital social.

Le capital pourra grossir ici par grandes masses, en une seule main, parce que là il s'échappera d'un grand nombre. Dans une branche de production particulière, la centralisation n'aurait atteint sa dernière limite qu'au moment où tous les capitaux qui s'y trouvent engagés ne formeraient plus qu'un capital individuel » (13).

(11) Karl Marx, *Le Capital*, Livre 1, section 7, *op. cit.*, page 67.

(12) Karl Marx, *ibidem*, page 68.

(13) Karl Marx, *ibidem*, page 68.

Etant donné que ce processus de centralisation est inhérent au capital, quelles en sont les limites ? A l'échelle d'un unique secteur, nous pouvons parfaitement constater des situations de monopole. Par exemple, il y a quatre cas américains bien connus qui sont allés en justice : Standard Oil en 1911, American Tobacco en 1946, AT&T en 1982 et Microsoft en 2000. Toutefois, au niveau de l'économie dans son ensemble, jusqu'où peut aller la centralisation ? Pourrait-il y avoir un seul capital dans toute l'économie ?

UN CAPITALISME ORDONNÉ ?

En 1902, un auteur bourgeois, Hobson, publie l'ouvrage *Imperialism, a study*. A partir d'une bonne description des formes prises par l'impérialisme, il concluait cependant qu'il ne s'agissait que d'une option parmi d'autres :

« Le caractère prétendument inévitable de l'expansion impérialiste en tant qu'issue nécessaire (...). La lutte pour les marchés, l'intérêt plus grand des fabricants à vendre que des consommateurs à acheter sont la preuve ultime d'une mauvaise économie de distribution. L'impérialisme est le fruit de cette mauvaise économie ; son remède est dans les "réformes sociales" (...). Il n'y a pas nécessité d'ouvrir de nouveaux marchés à l'étranger ; les marchés nationaux peuvent continuer à croître indéfiniment (...) du moment que la "rente", ou la capacité de réclamer des marchandises, est correctement répartie » (14).

Dans un article daté de 1914 intitulé *Ultra-impérialisme*, Karl Kautsky, un dirigeant social-démocrate allemand qui avait abandonné le marxisme en justifiant l'Union sacrée pour la guerre, partage avec Hobson la position suivant laquelle il est possible de donner une autre orientation au capitalisme afin de résoudre les problèmes de l'accumulation capitaliste, en améliorant sa gestion :

« Le résultat de la guerre mondiale entre les grandes puissances impérialistes peut être une fédération des plus forts, qui renoncent à leur course aux armements. Par conséquent, d'un point de vue purement économique, il n'est pas impossible que le capitalisme puisse encore vivre à travers une autre phase la traduction de la cartellisation en politique étrangère : une phase d'ultra-impérialisme (...). Mais d'un point de vue purement économique, il n'y a finalement rien d'autre pour empêcher cette

explosion violente que le remplacement de l'impérialisme par une sainte alliance des impérialistes » (15).

Lénine a vivement contesté cette position idéaliste :

« Kautsky (...) s'est prononcé (...) en déclarant que par impérialisme il faut comprendre non pas une phase ou un degré de l'économie, mais une politique, la politique préférée par le capital financier ; qu'on ne peut pas identifier l'impérialisme avec le capitalisme contemporain (...). Il fait un pas en arrière par rapport à Hobson, qui prend bel et bien en compte les deux caractéristiques historiques concrètes de l'impérialisme contemporain : 1) concurrence entre plusieurs impérialismes, 2) prédominance du financier sur le commerçant.

(Sa) définition (...) sépare la politique de l'impérialisme de son économie en parlant des annexions comme d'une politique privilégiée par le capital financier et en l'opposant à une autre politique bourgeoise possible, selon lui, sur la même base du capital financier (...). Il soutient que (...) il n'est pas impossible que le capitalisme passe encore par une nouvelle phase, une phase d'ultra-impérialisme, le super-impérialisme, l'union des impérialismes, la phase de l'exploitation générale du monde par le capital financier uni au niveau international (...), idée erronée selon laquelle la domination du capital financier atténuée les inégalités et les contradictions de l'économie mondiale, alors qu'en fait, ce qu'elle fait, c'est les accentuer » (16).

L'impérialisme, explique Lénine, est le stade ultime du capitalisme auquel a inévitablement conduit son développement complet. Le mouvement vers la centralisation y est strictement tendanciel. Comme nous l'enseigne la méthode marxiste, il ne peut être compris qu'avec une perspective dialectique :

« Avec un raisonnement théorique abstrait, il est possible de parvenir (...) à la même conclusion que celle à laquelle est parvenu Kautsky (...) : l'union mondiale de ces magnats du capital en un trust mondial unique n'est plus lointaine, qui remplacera la concurrence et la lutte entre les capitaux financiers agissant dans le cadre des diffé-

(14) John A. Hobson, *Impérialisme, une étude* (cité par Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*).

(15) Karl Kautsky, *Ultra-impérialisme* (cité par Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*).

(16) V.I. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, éditions Sélió, février 2010, pages 115-116.

rents Etats par le capital financier uni au niveau international (...). Il ne fait aucun doute que le développement va dans le sens d'un trust mondial unique, qui dévorera toutes les entreprises et tous les Etats sans exception (...). Cependant, cette conclusion est aussi abstraite, simpliste et inexacte que l'était son analogue (...) dans les années 1890 (...) à partir de laquelle étaient extraites des conclusions (...) soit apologetiques (...), soit apolitiques (...). Mais, d'autre part, le développement se poursuit dans de telles circonstances, à un tel rythme, avec de telles contradictions, conflits et commotions — non seulement économiques, mais aussi politiques, nationaux, etc. — qu'inexorablement, avant qu'on ne parvienne à un trust mondial unique, l'union mondiale "ultra-impérialiste" des capitaux financiers nationaux, il sera inévitable que l'impérialisme explose et que le capitalisme se convertisse en son contraire » (17).

La tendance à une centralisation croissante est aussi vraie que l'impossibilité de parvenir à une situation de capital unique car, avant de l'atteindre, la base même qui définit le capitalisme aurait été liquidée : la concurrence entre capitaux pour s'approprier la plus-value créée par l'exploitation du travail : « *Un capital universel, un capital qui n'aurait pas en face de lui des capitaux étrangers avec lesquels échanger est une chimère* » (18).

L'expansion du capital n'est pas un processus gérable à volonté, mais elle obéit aux lois qui le régissent. C'est pourquoi la concentration et la centralisation du capital se produisent, modifiant le partage du marché, de plus en plus oligopolistique. En fait, la taille du capital devient d'emblée une barrière car, « *avec le développement du mode capitaliste de production, il y a augmentation du volume minimum de capital requis pour exploiter un négoce dans les conditions normales qui prévalent dans le secteur* » (19). Ce processus se déroule également de manière de plus en plus internationalisée, ce qui détermine la répartition du marché mondial, liée au développement inégal et combiné qui est aussi propre au capitalisme.

On observe ainsi que l'exigence des grands oligopoles remet en cause les frontières nationales, particulièrement celles des anciennes puissances coloniales européennes. Dans le même temps, la guerre commerciale que déclenche l'impérialisme américain pour préserver le marché national pour ses entreprises est pleine de contradictions car ce sont les plus grandes entreprises américaines qui se sont délocalisées dans

d'autres pays afin d'y bénéficier des salaires les plus bas. On assiste alors à une guerre sur le marché mondial, marché qui est de plus en plus étroit pour les besoins de la valorisation du capital !

FACE À L'IMPOSSIBILITÉ DE RÉFORMER LE CAPITALISME ET LA RÉGRESSION QUE PROVOQUE SA SURVIE : QUE FAIRE ?

Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), bien qu'il y ait 7,5 milliards de personnes dans le monde et qu'on pourrait en nourrir 12 milliards à raison de 2 700 calories par jour avec les aliments produits, plus de 815 millions de personnes ont faim (20).

Dans les économies historiquement les plus avancées, les conditions de vie de la majorité de la population, c'est-à-dire la classe travailleuse, ont non seulement régressé, mais sont menacées par de nouveaux reculs. Il suffit de mentionner le cas de l'Allemagne, où 17 % de la force de travail est victime de ce qu'on appelle les « petits boulots » dont le salaire moyen est de 291 euros par mois, généralement sans aucune couverture sociale ou réduite au minimum si elle existe.

Ou le Royaume-Uni, avec plus de 1 600 000 « contrats zéro heure », qui ne garantissent aucune charge de travail et donc aucun salaire, mais qui, dans certains cas, vont jusqu'à exiger une relation de travail exclusive. Ou la Grèce, où trois millions de personnes, sur une population d'à peine onze millions, sont privées de toute couverture maladie (21). Ou encore le cas

(17) V.I. Lénine (1915) ; « Préface » dans Boukharine (1915) : *L'économie mondiale et l'impérialisme*, Cuadernos de Pasado y Presente, Mexique, 1971, pages 25 à 29.

(18) Karl Marx, *Éléments fondamentaux pour la critique de l'économie politique*, *Grundrisse 1857-1858*, tome I, Siglo XXI, Mexico, 1971, page 375.

(19) Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, section 7.

(20) FAO et autres (2017) : *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017*, Rome, p. vi. « *Los Derechos del Hombre* », in *Revista Colombiana de Sociología*, n° 30, page 13, qui en attribue les données à Jacques Diof, alors directeur de la FAO.

(21) Arrizabalo, Pinto et Vicent (2019) et « *The EU and the Euro : Instruments for the Institutionalisation and Extension of the Monetary Fund Adjustment in Europe* » (Arrizabalo, 2014 : 625-648).

espagnol, où l'Union européenne elle-même reconnaît que si les salaires représentaient 67,5 % du PIB en 1978, ils sont tombés en 2019 à 53,55 %, soit une perte d'un septième du gâteau. Et dans ces pays, comme dans les autres, la fraction dominante du capital, qui est le capital financier américain, cherche à imposer ses exigences par de nouveaux tours de vis des politiques d'ajustement permanent du Fonds monétaire international (FMI).

Ce n'est pas seulement que ces politiques ont des conséquences sociales négatives pour la majorité, mais c'est le contenu même de ces politiques qui suppose de nouveaux reculs, parce que, au bout du compte, elles ne recherchent rien d'autre que la dévalorisation de la force de travail pour augmenter le taux d'exploitation, ainsi que la facilitation du pillage des ressources naturelles pour réduire le coût du capital constant, et ainsi contrer la baisse tendancielle du taux de profit.

Mais les problèmes actuels ne sont pas le résultat d'une certaine gestion du capitalisme plutôt que d'une autre qui pourrait avoir des effets partiellement différents. Ils obéissent aux lois qui régissent l'économie capitaliste, lois qui agissent de manière nécessaire sans qu'il y ait moyen de leur échapper ou de les domestiquer. Le mode de production capitaliste est par définition désordonné, puisque le processus d'accumulation n'est pas régi par un plan général, mais par les décisions individuelles des capitalistes en tant que propriétaires des moyens de production, pour leur intérêt particulier exclusif.

Et leur désordre ne cesse de croître, ce qui s'exprime par le fait que non seulement il ne peut se produire de nouveaux développements systématiques des forces productives, mais qu'au contraire, leur destruction se systématisent de plus en plus, comme en témoignent les crises, les guerres, le pillage des ressources naturelles d'une façon qui ne permet pas leur régénérescence et, surtout, la dévalorisation de la force de travail, qui est la principale composante des forces productives.

Qui dit capitalisme dit rentabilité, et donc la question cruciale est de savoir ce qui est compatible, et ce qui ne l'est pas, avec les exigences de la rentabilité d'aujourd'hui. L'analyse marxiste répond sans équivoque que c'est la réalité qui tranche : les exigences de rentabilité sont incompatibles

non plus avec une amélioration des conditions de la majorité de la population au fil des avancées scientifiques et techniques, mais elles sont de fait tout simplement incompatibles avec la préservation du niveau de vie atteint grâce à la lutte de la classe ouvrière au cours du siècle dernier :

« La liberté du commerce, comme la liberté de la concurrence, comme la prospérité des classes moyennes, appartient irrévocablement au passé. Nous ramener au passé, c'est aujourd'hui le seul remède des réformateurs démocratiques du capitalisme : rendre plus de liberté aux petits et moyens industriels et hommes d'affaires, transformer la monnaie et le système de crédit en leur faveur, libérer le marché de la domination des trusts, éliminer de la Bourse les spéculateurs professionnels, rétablir la liberté du commerce international, et ainsi de suite à l'infini » (22).

Il est important de préciser quelque chose sur la finance. En fait, elle se développe de façon exponentielle. Selon les données de la Banque des règlements internationaux (BRI) (enquête sur les opérations de change et des produits dérivés du Marché bancaire triennal de 2019), uniquement sur le marché international des changes il y a eu déplacement, en moyenne chaque jour, de 6 600 milliards de dollars (29 % de plus qu'en 2016). Soit, en douze jours seulement, l'équivalent de toute la production mondiale.

Toutefois, l'expansion de la finance n'est pas le problème, mais elle en est une manifestation, qui de plus l'aggrave. En effet, la raison de son expansion réside dans les difficultés croissantes de valorisation que rencontre le capital dans l'investissement productif. Et comme littéralement il ne vit que parce qu'il bouge, il est de plus en plus orienté vers la sphère de la finance spéculative.

Parler de la financiarisation comme d'une prétendue nouvelle phase du capitalisme présente les mêmes faiblesses que l'affirmation suivant laquelle la mondialisation, elle aussi, en était une. L'idée d'une supposée phase néolibérale incarnant le « mauvais capitalisme » a pour pendant l'illusion en une « bonne alternative capitaliste », un « capitalisme humain ». La prémisses commune à toutes ces formulations, c'est la négation du caractère de l'impéria-

(22) Léon Trotsky, *Le marxisme et notre époque*, éditions Sélino, janvier 2009, page 32.

lisme stade suprême du capitalisme, sous la forme établie par Lénine.

Les capitalistes eux-mêmes parlent d'un capitalisme de prédation car la forme du holding permet à la société financière tête de groupe d'avoir des milliers de filiales partout dans le monde, de vendre celles qui sont moins rentables et de prendre le contrôle de tout ce qui est profitable, soit par les ventes, soit par le contrôle des brevets qui donnent un monopole pour vingt ans.

C'est un élément du parasitisme que signale Lénine :

« Le capital financier ne s'intéresse pas uniquement aux sources de matières premières déjà connues. Il se préoccupe aussi des sources possibles ; car, de nos jours, la technique se développe avec une rapidité incroyable, et des territoires aujourd'hui inutilisables peuvent être rendus utilisables demain par de nouveaux procédés (...). D'où la tendance inévitable du capital financier à élargir son territoire économique, et même son territoire d'une façon générale.

De même que les trusts capitalisent leur avoir en l'estimant deux ou trois fois sa valeur, en escomptant leurs bénéfices "possibles" dans l'avenir (et non leurs bénéfices actuels), en tenant compte des résultats ultérieurs du monopole, de même le capital financier a généralement tendance à mettre la main sur le plus de terres possible, quelles qu'elles soient, où qu'elles soient, et par quelque moyen que ce soit, dans l'espoir d'y découvrir des sources de matières premières et par crainte de rester en arrière dans la lutte forcenée pour le partage des derniers morceaux du monde, non encore partagés, ou le repartage des morceaux déjà partagés » (23).

Il n'existe pas de bons capitaux — les capitaux industriels, ceux qui créent de l'emploi — et de mauvais capitaux — les capitaux financiers spéculatifs, qui provoquent les problèmes. Précisément, la formulation de « capital financier » de Lénine pointe le fait crucial que ce capital se constitue en tant que tel sur la base de la fusion des capitaux industriels et bancaires sous un même contrôle.

« Mais le "système de participations" ne sert pas seulement à accroître immensément la puissance des monopolistes, il permet en outre de consommer impunément les pires tripotages et dévaliser le public, car d'un point de vue formel, au regard de la loi, les dirigeants de la "société-mère" ne sont pas responsables de la filiale, considérée comme "autonome" et par l'intermédiaire de laquelle on peut tout "faire passer" » (24).

L'agonie du capitalisme implique que des temps difficiles arrivent, qu'ils sont déjà là, parce que le capital ne peut plus prendre de gants. Il parie sur la fuite en avant, comme le révèle le document « *Money for Nothing and Checks for Free : Recent Developments in U.S. Subprime Mortgage Markets* » de décembre 2007, quelques mois seulement après le déclenchement de la crise, qui revendique expressément la titrisation des crédits (leur transformation en actifs convertibles) comme en étant le détonateur, se félicitant du fait que « *les risques de non-paiement se sont étendus aux marchés de capitaux, loin du cœur des institutions dépositaires* » (25).

Mais après dix ans de fuite en avant, il engage une contre-révolution généralisée pour reprendre les acquis, suscitant la riposte des masses. Dans ce contexte, il n'y a qu'une seule issue : l'organisation indépendante de la classe travailleuse, pour défendre inconditionnellement ses revendications, jusqu'au bout, c'est-à-dire en vue de l'expropriation et de la socialisation des grands moyens de production.

Xabier Arrizabalo

Henry Halphen (*)

7 mars 2020

(23) V.I. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, éditions Sélis, février 2010, pages 107-108.

(24) V.I. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme, op. cit.*, page 73.

(25) Site du FMI : *imf.org*

(*) Avec la collaboration de Marius McPherson et Christian Delage.



Couvertures du dernier numéro de *La Vérité* édité en cinq langues : français, portugais, espagnol, anglais, allemand.

Climat, destruction de l'environnement et lutte de classes

ENVIROn 63 000 km² partis en fumée, 24 morts, 2 000 habitations détruites, des centaines de milliers d'Australiens contraints de fuir leurs habitations, 5 millions vivant dans des zones recouvertes par des fumées toxiques, 500 millions d'animaux morts : tel est le bilan des incendies qui ont ravagé l'Australie pendant plusieurs mois.

Les discours catastrophistes se multiplient. Dans une tribune parue dans *Le Monde* (21 février 2020), des scientifiques de diverses disciplines alertent sur le fait que « *l'habitabilité de la France serait remise en question* » et en appellent à « *changer le système par en bas* ». Par cette formule (« changer le système »), ils entendent lancer un appel aux responsables politiques nationaux afin que soient prises des mesures et que la vérité soit dite, à savoir, selon eux, que « *notre mode de vie actuel et la croissance économique ne sont pas compatibles avec la limitation du dérèglement climatique* ».

D'emblée, la IV^e Internationale conteste que le problème soit dû « *à notre mode de vie actuel* » ou « *à la croissance économique* » en général indépendamment du système économique, à savoir le capitalisme, fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Ecartons tout de suite les fausses polémiques : le climat terrestre est bien en train de changer, l'augmentation de la quantité atmosphérique de gaz à effet de serre (GES) entraîne bel et bien une modification globale du climat de la Terre, un réchauffement qui va se poursuivre au cours du siècle qui vient. Cette augmentation de la quantité de GES est largement due à la combustion des ressources fossiles que sont le charbon, le gaz et le pétrole.

C'est aux scientifiques et à eux seuls d'établir les faits, d'en discuter et de trancher les désaccords sur la base de nouvelles observations. Ce que nous contestons, c'est l'utilisation qui est faite de ces résultats, propageant une vision catastrophiste et apo-

litique. Nous contestons le fait qu'il faudrait s'en remettre aux gouvernements et aux institutions internationales, au service du capital, que la lutte de classe passerait au second plan ou aurait même disparu au nom de l'urgence à agir, au nom d'un intérêt général supérieur.

LES INCENDIES EN AUSTRALIE : UNE FATALITÉ NATURELLE ?

Le 18 janvier, par milliers, dans les principales villes du pays, les Australiens descendaient dans la rue pour dénoncer la responsabilité de Scott Morrison, le Premier ministre, exigeant sa démission. La colère de la population rejoint celle des pompiers volontaires, épuisés par des mois de combat contre le feu. Dans ce pays grand comme cinq fois la France, plus de 70 % des sapeurs-pompiers sont en effet des volontaires, qui quittent leur travail pour venir en aide bénévolement.

L'Australie est un pays très sec, dont le centre désertique et qui a toujours été soumis à des incendies ravageant la végétation lors de la saison sèche. Mais le changement climatique actuel modifie la situation, la saison des incendies commence de plus en plus tôt et dure plus longtemps.

Par ailleurs, on constate une augmentation des températures extrêmes, avec des pics à 49 degrés.

Alors que les incendies ont commencé en octobre 2019, le gouvernement Morrison ne s'est décidé à accorder une prime aux pompiers volontaires qu'à la veille de Noël et en janvier à leur verser une indemnité journalière. Pendant presque trois mois, ils ont donc quitté leur travail et leur famille pour combattre les flammes sans le moindre salaire, le gouvernement incitant seulement les entreprises à ne pas pénaliser les salariés qui se portaient volontaires.

Dans un communiqué daté de juin 2019, quelques mois avant les incendies, le syndi-

cat des pompiers australiens, la FBEU (*Fire Brigades Employee Union*) dénonçait :

« Le gouvernement libéral-national a diminué le budget du service de secours et incendies de Nouvelle-Galles du Sud (*l'Etat qui a été au centre des incendies — Ndlr*) de 35,4 %. En outre, il y a eu une réduction de 12,9 millions de dollars dans les dépenses. Par ailleurs, le gouvernement n'a pas prévu un centime de plus pour couvrir le coût de la nouvelle législation sur le cancer en faveur des pompiers atteints de cette maladie du fait de leur exposition professionnelle. De plus, le gouvernement libéral a inclus dans le budget des coupes importantes affectant le droit à un congé payé long après plusieurs années de service pour tous les nouveaux travailleurs du secteur public.

(...) La population augmente dans de nombreux endroits, particulièrement en Nouvelle-Galles du Sud, qui n'a pas assez de pompiers professionnels. Il y a des villes qui n'en ont aucun. Nous avons moins de pompiers qu'il y a huit ans. Nos camions sont vieux. Nous avons besoin de plus d'équipement spécialisé, pas de moins. Certaines de nos stations attendent désespérément des réparations.

Nous avons besoin d'uniformes de protection et d'un équipement sûrs. Nous avons besoin d'entraînement. Nous avons besoin de soutien après les événements traumatiques. Il n'y a plus rien à dégraisser (...). Que signifie ce budget ? Nous sommes déjà étreints. Ces coupes seront néfastes pour nous en tant que travailleurs et pour nos concitoyens » (1).

Il n'y a donc aucune fatalité naturelle dans ces incendies. Faute d'un équipement et d'effectifs suffisants et adéquats, le gouvernement australien porte l'entière responsabilité d'avoir permis que ces incendies s'étendent et durent des mois.

L'Australie est un pays dont l'économie repose largement sur l'exportation de produits agricoles, mais aussi de fer, charbon, gaz et autres minerais dont le sous-sol est très riche. Malgré des ressources énormes en charbon (les deux tiers des exportations mondiales viennent d'Australie), le prix de l'électricité pour le consommateur y est l'un des plus chers du monde, conduisant le gouvernement à subventionner la consommation des particuliers à hauteur de 805 millions de dollars par an. Le secteur reçoit aussi 700 millions de dollars en réductions sur le prix du diesel. Le gouvernement concentre ainsi la colère de la population,

car il apparaît comme l'homme de paille des grandes compagnies minières.

L'Australie est aussi l'un des pays pionniers dans la privatisation de l'eau, entamée dans les années 1990, et elle est le premier pays à avoir créé un marché de l'eau : la création de ce marché, soutenu par le parti écologiste, a signifié la ruine des petits fermiers pendant que les banquiers et les spéculateurs amassaient des fortunes. Mike Young, économiste à l'université d'Adélaïde, pionnier des marchés de l'eau, déclarait dans un reportage (2) :

« Des pénuries d'eau existent déjà, elles font partie du futur. Les prévisions disent que d'ici 2050 la moitié de l'humanité vivra avec des ressources limitées, l'abondance appartient au passé. »

En 2009, le marché de l'eau était évalué à 2,8 milliards de dollars australiens (soit près de 1,66 milliards d'euros), une augmentation de 70 % par rapport à l'année précédente. Les pénuries d'eau sont aussi aggravées par la déforestation. Outre les conséquences pour l'agriculture, les pénuries entraînent qu'à la veille de Noël la désertification de zones entières et la salinisation des sols et des cours d'eau. Mais si l'on comprend bien, l'humanité devra se serrer la ceinture, pas les multinationales de l'eau !

LES RAPPORTS DE L'HOMME AVEC LA NATURE ET LES RAPPORTS DE PRODUCTION

Dans le discours écologiste, en particulier dans celui des décroissants, il y a d'un côté l'homme, qui, spontanément, épuise les ressources limitées de la planète, et de l'autre la nature, à laquelle l'homme serait étranger.

Dans son évolution depuis des millions d'années, l'être humain a développé la capacité à coopérer et à acquérir et transmettre une masse croissante de connaissances et de savoir-faire, lui permettant de transformer la nature pour répondre à ses besoins. Mais dans ce processus de production, les hommes établissent entre eux des rapports sociaux que Marx explique :

(1) Communiqué publié sur le site Internet du FBEU : <https://fbeu.net/2019/06/21/sitrep-10-2019/>

(2) Film de Jérôme Fritel, *Main basse sur l'eau : la bataille de l'or bleu*, Magnéto-presse – Arte France, 2019, consultable sur [Youtube.com](https://www.youtube.com/watch?v=...)

« Dans la production, les hommes n'agissent pas seulement sur la nature, mais aussi les uns sur les autres. Ils ne produisent qu'en collaborant d'une manière déterminée et en échangeant entre eux leurs activités. Pour produire, ils entrent en relation et en rapports déterminés les uns avec les autres, et ce n'est que dans les limites de ces relations et de ces rapports sociaux que s'établit leur action sur la nature, la production » (3).

Or les rapports sociaux que l'homme établit sont très largement inconscients, et il ne maîtrise pas les conséquences des rapports de production à la fois sur le plan social et sur le plan environnemental. A propos de la capacité de l'homme à dominer la nature, Engels écrivait (4) :

« Cependant, ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais en second et en troisième lieux, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences. Les gens qui, en Mésopotamie, en Grèce, en Asie Mineure et autres lieux essartaient les forêts pour gagner de la terre arable étaient loin de s'attendre à jeter par là les bases de l'actuelle désolation de ces pays, en détruisant avec les forêts les centres d'accumulation et de conservation de l'humidité.

Les Italiens qui, sur le versant sud des Alpes, saccageaient les forêts de sapins, conservées avec tant de soins sur le versant nord, n'avaient pas idée qu'ils sapaient par là l'élevage de haute montagne sur leur territoire ; ils soupçonnaient moins encore que, ce faisant, ils privaient d'eau leurs sources de montagne pendant la plus grande partie de l'année et que celles-ci, à la saison des pluies, allaient déverser sur la plaine des torrents d'autant plus furieux.

Ceux qui répandirent la pomme de terre en Europe ne savaient pas qu'avec les tubercules farineux ils répandaient aussi la scrofule. Et ainsi, les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement. »

Pour les fondateurs du marxisme, les conséquences sociales et environnementales sont une seule et même chose, le produit de

rapports de production que les hommes nouent entre eux de manière inconsciente sur la base du niveau de développement des forces productives dont ils héritent. A mesure que se développent ces forces productives, que l'homme est capable de mieux prédire l'effet à long terme de ses actions, alors l'humanité peut anticiper les conséquences sociales et environnementales de la mise en œuvre des forces productives. « Mais, précise Engels, pour mener à bien cette réglementation, il faut plus que la seule connaissance. Il faut un bouleversement complet de tout notre mode de production existant, et, avec lui, de tout notre régime social actuel » (5).

LES FORCES PRODUCTIVES, LE PRODUCTIVISME ET LA DÉCROISSANCE

Il est à la mode de dénoncer le productivisme, voire le consumérisme, et d'en appeler à un « changement du système ». Même pour les plus radicaux, la principale caractéristique du capitalisme n'est pas l'extraction de la plus-value produite par le salarié, c'est la production et l'obsession de la « croissance économique ».

Face aux économistes classiques qui voient dans le capitalisme un mode de production naturel et indépassable, Marx montre au contraire que le capitalisme est une phase historique :

« A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale » (6).

Marx va poursuivre cette analyse encore schématique dans *Le Capital* :

« Le développement des forces productives suscité par le capital lui-même dans son

(3) Karl Marx, *Travail salarié et capital*, Messidor/ Editions sociales, 1985, page 75.

(4) Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, Editions sociales, 1975, pages 180-181.

(5) Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, op. cit., page 182.

(6) Karl Marx, Préface à la *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions sociales, 1972, pages 3 à 6.

développement historique, arrivé à un certain point, bloque la mise en valeur du capital par lui-même, au lieu de la fonder. Au-delà d'un certain point, le développement des forces productives impose des bornes au capital ; donc les rapports capitalistes imposent des bornes au développement des forces productives du travail.

Arrivé à ce point, le capital, c'est-à-dire le travail salarié, entre dans le même rapport avec le développement de la richesse sociale et des forces productives que les corporations, le servage, l'esclavage, et est nécessairement arraché comme une chaîne (...). Dans des contradictions acérées, des crises, des contractions, s'exprime l'inadaptation croissante du développement productif de la société à ses conditions présentes de production. L'anéantissement violent de capital, non par des rapports qui lui seraient extérieurs, mais comme condition de son propre maintien, est la forme la plus frappante sous laquelle avis lui est donné d'avoir à s'en aller et à céder la place à un stade supérieur de la production sociale » (7).

Marx poursuit dans le Livre 3 du *Capital* (8) :

« On ne produit pas trop de moyens de subsistance eu égard à la population ; on en produit au contraire trop peu pour la nourrir convenablement et humainement. De même, on ne fabrique pas trop de moyens de production, étant donnée la partie de la population qui est capable de travailler. Une trop grande partie des hommes est amenée par les circonstances à exploiter le travail d'autrui ou à exécuter des travaux qui ne sont considérés comme tels que dans un système absolument misérable de production. En outre, les moyens de produire que l'on fabrique sont insuffisants pour que toute la population valide puisse être occupée dans les circonstances les plus fécondes au point de vue de la production, et par conséquent les plus favorables à la réduction de la durée du travail.

Mais périodiquement, on produit trop de moyens de travail et de subsistance pour que leur emploi à l'exploitation du travailleur puisse donner le taux de profit que l'on veut obtenir. On produit trop de marchandises pour que la valeur et la plus-value qu'elles contiennent puissent être réalisées et reconstituées en capital, dans les conditions de répartition et de consommation inhérentes à la production capitaliste, ou du moins parcourir ce cycle sans catastrophes continues. On peut donc dire que si la production de richesses n'est pas trop abondante, on produit périodiquement trop de richesses ayant la forme capitaliste, avec les contradictions qui en sont inséparables. »

Le capital ne produit pas pour répondre aux besoins « consommateurs », ni parce qu'il aurait une tendance innée à produire toujours plus, la production n'est que le moyen de réaliser la plus-value. Lorsque le capital ne peut plus être valorisé à un taux acceptable, du fait de la loi découverte par Marx de la baisse tendancielle du taux de profit, alors il y a destruction de forces productives. A l'époque de l'impérialisme ouverte en 1914, époque que Lénine qualifie d'époque « *de stagnation et de putréfaction* » des forces productives, ce blocage/destruction des forces productives a pris un caractère systématique et non plus cyclique. Le diagnostic d'un arrêt de la croissance des forces productives est ainsi un élément central du *Programme de transition* adopté par la conférence de fondation de la IV^e Internationale en 1938 (9).

L'abaissement du coût de la force de travail à travers la délocalisation des centres de production vers les pays à bas coût du travail entraîne un gaspillage considérable de travail humain et de ressources. Il suffit de penser qu'un vêtement vendu en France a parcouru des milliers de kilomètres dans le seul but de maximiser le taux de profit. La concurrence sauvage que se livrent les capitalistes pour conquérir des marchés et contrer la baisse du taux de profit est responsable des scandales sanitaires, de la dégradation de la qualité de l'alimentation, des pollutions de toute sorte de l'environnement, de la destruction des écosystèmes et de la biodiversité, etc.

AUX ORIGINES DE LA DÉCROISSANCE

Dans les années 1970, au moment où tous les moyens parasitaires — en particulier l'économie d'armement — qui ont permis au capital de repousser sa crise arrivent à épuisement, les gouvernements impérialistes y répondront par une vague sans précédent de dérégulation financière, ouverte en 1971 avec la décision de Nixon de mettre

(7) Karl Marx, *Manuscrits de 1857-1858, dits « Grundrisse »*, Editions sociales, 2011, pages 634 à 636.

(8) Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, tome 1, chapitre 15, Editions sociales, 1957, page 270.

(9) *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale, Programme de transition*, éditions Sélio, avril 2013, page 26.

fin à la parité du dollar et de l'or. Depuis, les moyens parasitaires de « valorisation du capital » vont se développer de manière illimitée à travers la spéculation, la dette, l'économie d'armement, voire mafieuse.

Apparaît alors ce qu'on n'appelait pas encore la décroissance. A l'origine des premières théories décroissantes, on trouve un groupe de grands industriels, rassemblés en 1968 au sein du Club de Rome. On y retrouve des représentants directs de l'OTAN, des principales multinationales, des institutions politiques internationales et des scientifiques. La première réunion est financée par le dirigeant de la FIAT, Agnelli.

En 1972, c'est le rapport « *Halte à la croissance* » qui fait l'apologie de « la croissance zéro ». Une étape décisive est franchie. Les dirigeants des multinationales dénoncent le « productivisme ». Avec le choc pétrolier, les multinationales s'affolent. Un second rapport, publié en 1974 sous le titre « *L'Humanité à la croisée des chemins* », enfonce le clou. L'un des rédacteurs explique : « *Le monde a un cancer, et ce cancer, c'est l'homme.* » Au moment où le monde menace de basculer dans une crise économique terrible avec son lot de fermetures d'entreprises et de restructurations, les représentants du grand capital en concluent que ce n'est pas le capital qui est en cause, c'est la croissance, ce ne sont pas les rapports de production capitalistes, c'est l'homme. Comme Mike Young, l'économiste australien des marchés de l'eau, il est toujours plus facile de prêcher la frugalité pour les autres...

LE MARCHÉ CARBONE : NOUVEL ELDORADO DE LA SPÉCULATION

En novembre 2020, se tiendra à Glasgow la 26^e Conférence des parties, ou COP26. Elle se tiendra un an après celle de Madrid (initialement prévue au Chili, elle eut lieu en Espagne en raison du soulèvement révolutionnaire du peuple chilien), qui s'est conclue par un échec. Le journal du capital financier *Les Echos* explique :

« Les sherpas qui ont précédé les “politiques” pendant une semaine ne sont pas parvenus à mettre de l'huile dans les rouages des mécanismes des marchés du carbone. Or il s'agit d'une disposition essentielle de l'Accord de Paris, contenue dans son article 6. Ne pas la régler avant que celui-ci n'entre

en vigueur, l'an prochain, comme il est prévu, reviendrait à fragiliser tout son édifice » (*Les Echos*, 10 décembre 2019).

Ce qu'on appelle les « mécanismes des marchés carbone » désigne le marché des crédits carbone, ou « droits à polluer », et qui sont au cœur des accords internationaux pour la réduction des GES depuis le premier, le Protocole de Kyoto, qui a créé le premier marché carbone. On va le voir, ce marché extrêmement rentable a, en revanche, eu un effet nul sur les émissions de GES, qui ont continué à augmenter depuis 1995.

Le Brésil, l'Arabie Saoudite et l'Inde exigent que les crédits carbone revendus sur le nouveau marché, qui va bientôt entrer en vigueur, qu'à la veille de Noël soient comptabilisés dans les réductions d'émissions de l'Etat qui les vend, ce qui conduirait à comptabiliser ces crédits plusieurs fois à chaque fois qu'ils sont revendus, et cela sans aucun effet sur les émissions. Autre point d'achoppement : le Brésil, la Chine, l'Inde, l'Australie, l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe veulent que perdurent les réductions de CO₂ (CER - réductions d'émissions certifiées en anglais) octroyées dans le cadre du Protocole de Kyoto. Le Protocole de Kyoto prévoyait un Mécanisme de développement propre (MDP) permettant à une entreprise de compenser ses émissions dans un pays développé en investissant dans un pays en voie de développement lors d'un projet visant à réduire les émissions en échange de crédits dits CER. Ainsi, les pays ayant accumulé ces crédits carbone pourraient les revendre et artificiellement réduire les émissions des pays acheteurs sans faire quoi que ce soit. Or 95 % des CER ont été émis pour des projets en Chine (60 %), au Brésil et en Corée du Sud.

Par ailleurs, le très sérieux Institut d'écologie appliqué allemand estime, dans un rapport où les chercheurs ont analysé l'essentiel des CER octroyés entre 2013 et 2020, que 73 % de ces CER correspondent à des projets qui n'ont probablement pas réduit les émissions ou auraient de toute façon eu lieu sans cette incitation. Une étude de l'ONG International Rivers publiée en novembre 2008 révèle que les trois quarts des projets de barrages hydrauliques étaient achevés et fonctionnaient au moment où l'ONU les a approuvés. Le même institut estime que seuls 7 % de ces

CER, soit 2 % des projets, ont réellement eu un impact sur la réduction des émissions de GES (10).

Ces crédits Kyoto encouragent aussi... la production de GES, dans le seul but d'obtenir des crédits en contrepartie de leur destruction. C'est le cas du trifluorométhane (HFC-23), qui se forme lors du processus de fabrication du gaz réfrigérant (HCFC-22) utilisé pour les climatiseurs. Une tonne de ce gaz produit un effet de serre 11 700 fois plus important qu'une tonne de CO₂ ; sa destruction rapporte donc 11 700 crédits. A 10 euros l'unité, l'opération dépasse largement le coût de la destruction du HFC-23. Du coup, de nombreuses usines ont augmenté leur production de gaz réfrigérant pour récupérer davantage de HFC-23, le détruire et ainsi obtenir des crédits à revendre. Selon un groupe d'ONG — CDM Watch, Noé 21 et Environmental Investigation Agency (EIA) —, la destruction du HFC 23 serait devenue plus lucrative que la production même du HCFC 22 ! Selon les mêmes ONG, le chimiste indien SRF aurait gagné 96 millions de dollars en vendant ce type de crédits carbone sur la période 2006-2007. Cette activité serait sa deuxième source de revenus après les textiles techniques, mais devant ses activités chimique et d'emballage. Les entreprises indiennes tireraient jusqu'à 88 % de leurs gains de la vente de ces crédits (11).

Enfin, ce marché carbone a constitué une immense subvention à la délocalisation vers la Chine et l'Inde via les MDP. Ce marché des crédits carbone est ainsi devenu un immense marché spéculatif, dans lequel les multinationales et les intermédiaires qui échangent ces crédits (banques et fonds d'investissement) génèrent des profits énormes sans rien produire... ni réduire leurs émissions de GES. Ainsi en 2008, le Crédit suisse a lancé des « subprimes carbone », c'est-à-dire des titres basés sur vingt-cinq projets de compensation éparpillés dans trois pays, conçus par cinq développeurs et situés à différents stades d'examen par l'ONU.

Entre 2008 et 2009, lors de la crise financière mondiale, les entreprises qui disposaient alors de crédits les ont vendus massivement pour se renflouer, faisant s'effondrer le prix du carbone, ce qui pousse aujourd'hui les institutions internationales à essayer de réformer ce marché.

LA STRATÉGIE NATIONALE BAS-CARBONE DE LA FRANCE, OU LA PRIVATISATION D'EDF

En 2015, le gouvernement français adopte la Stratégie nationale bas-carbone, révisée régulièrement pour atteindre ses objectifs de réduction d'émissions de GES. Le 21 février 2020, le premier réacteur nucléaire, celui de Fessenheim, fermait. Treize autres doivent suivre. Elisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire, expliquait quelques semaines plus tôt (*Le Monde*, 20 janvier 2020) :

« Il s'agit de la première stratégie nationale bas-carbone qui donne une trajectoire secteur par secteur pour atteindre la neutralité carbone au milieu du siècle. C'est beaucoup plus ambitieux qu'auparavant. La France s'engage à réduire la part du nucléaire à 50 % en 2035, ce qui veut dire fermer 14 réacteurs. On donne des objectifs crédibles, qu'on transforme en actes, en fermant le premier réacteur de la centrale de Fessenheim dès février et en fermant les centrales à charbon. »

La production d'énergie en France ne représente que 11 % des émissions de GES, en raison d'une production d'électricité dominée par le nucléaire (72 % de l'électricité produite) et de l'hydraulique (les barrages, 10 %). Selon l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), les émissions de CO₂ par une centrale nucléaire s'élèvent de 6 à 12 gCO₂éq/kWh (en comptant la construction, le fonctionnement et le démantèlement), à 4 gCO₂éq/kWh pour les installations hydroélectriques, à 11 gCO₂éq/kWh pour les éoliennes et 48 gCO₂éq/kWh pour les panneaux photovoltaïques, à comparer aux 950 g et 350 g produits par les centrales à charbon et les centrales à gaz.

Donc, Macron va fermer 14 réacteurs nucléaires, qui n'émettent que très peu de CO₂, pour les remplacer par des éoliennes et des panneaux photovoltaïques qui en produisent au mieux autant, si ce n'est plus...

Ainsi, en 2016, sur près de 6,7 milliards dépensés dans le cadre de la Stratégie natio-

(10) « *How additional is the Clean Development Mechanism ?* », *Öko-Institut E.V.*, Berlin 2016.

(11) *L'Usine Nouvelle*, 16 septembre 2010 - <https://www.usinenouvelle.com/article/tricherie-mondiale-sur-le-marche-carbone.N138197>

nale bas-carbone, 3,5 milliards sont consacrés au rachat de l'électricité d'origine photovoltaïque ou éolienne par EDF. En 2017, ce sont 5,8 milliards consacrés au secteur photovoltaïque et éolien sur les 9 milliards dépensés. Ce rachat, qui enrichit les entreprises du secteur, est financé par la Contribution au service public de l'énergie (CSPE), une taxe payée par les consommateurs sur leur facture d'électricité. La CSPE est aussi alimentée par la Contribution climat-énergie, ou « taxe carbone », créée en 2014 sous le gouvernement Hollande. L'annonce de l'augmentation de cette taxe a été à l'origine de la révolte des Gilets jaunes. Cette taxe a aussi financé — à hauteur de 3 milliards d'euros — en 2016 le CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), exonérant les patrons de cotisations sociales. Aux entreprises les crédits carbone et les exonérations, aux travailleurs la taxe carbone !

En fait, les différentes réformes mises en place depuis des années, la dernière étant la loi Energie-Climat adoptée en 2019, visent toutes à une chose : accélérer l'ouverture du marché de l'électricité aux concurrents privés de l'ancienne société nationale EDF, en obligeant notamment EDF à racheter à ses concurrents privés avec l'argent du contribuable la production électrique éolienne et solaire. Pendant plusieurs années, les prix élevés de rachat de l'électricité par EDF avaient créé une situation que la Commission de régulation de l'énergie décrivait ainsi dans un rapport de 2014 :

« Les tarifs très incitatifs, qui avaient été mis en place par les arrêtés tarifaires de 2006 et 2010, ont conduit à des rentabilités très supérieures au CMPC (*coût moyen pondéré du capital, indicateur du taux de rentabilité moyen attendu par les actionnaires* – Ndlr) de référence, voire excessives (...). Cette rentabilité excessive a conduit à un développement spéculatif de la filière » (12).

Même si la situation n'est plus celle-là, l'investissement dans les énergies renouvelables reste extrêmement rentable pour les entreprises privées. Au contraire, les investissements nécessaires à la construction, à l'entretien à long terme et au démantèlement des centrales nucléaires sont tels que c'est un secteur en partie « non privatisable », que les entreprises de l'énergie refuseront d'investir.

Le gouvernement Macron ne souhaite pas seulement réduire de 75 à 50 % la part du nucléaire : en 2019, il a aussi décidé d'arrêter le financement du projet ASTRID

(acronyme de l'anglais *Advanced Sodium Technological Reactor for Industrial Demonstration*, projet de prototype de réacteur nucléaire français — Ndlr). C'est un projet de réacteur à protons rapides, qui utilise l'isotope 238 de l'uranium, beaucoup plus abondant que l'uranium 235, et capable d'utiliser le plutonium contenu dans les déchets des centrales actuelles. Un réacteur qui permettrait donc de recycler les déchets actuellement stockés.

S'il était encore besoin de démontrer le peu de cas que les gouvernements successifs font de l'environnement, il suffit de constater que, depuis des années, ils ont obéi aux injonctions de la Commission européenne, qui dénonce la position dominante d'EDF dans les barrages hydroélectriques. Avec une énergie entièrement propre et renouvelable, et plus souple que la production nucléaire, les 2 300 barrages français sont extrêmement rentables ; ils ont été largement amortis depuis des années, et, correctement entretenus, ils peuvent encore fonctionner des dizaines d'années. Les barrages français dégageraient 1,25 milliard d'euros de bénéfices par an (13). Ainsi, leur concession à des entreprises privées initiée par le gouvernement Hollande revient à céder les bénéfices qui aujourd'hui reviennent à EDF et à mettre en péril l'entretien de ces barrages, ce qui, comme pour le nucléaire, pose des problèmes graves de sécurité des populations.

Cette destruction-privatisation d'EDF va de pair avec la destruction du statut et des acquis arrachés par les électriciens et gaziers dans le cadre de la loi de nationalisation de 1946. La destruction complète du monopole d'EDF nécessite en particulier d'en finir avec le régime de retraite des agents, qui disparaîtrait dans le régime universel de Macron. C'est ce même gouvernement qui « défend l'environnement » qui va achever l'ouverture à la concurrence dans le transport ferroviaire en 2021, qui a mis fin au statut protecteur des cheminots et qui encourage les transports en bus « *low cost* » alors que les tarifs des trains n'ont cessé d'augmenter.

(12) Rapport de la Commission de régulation de l'énergie, avril 2014, *Coûts et rentabilité des énergies renouvelables en France métropolitaine. Éolien terrestre, biomasse, solaire photovoltaïque*.

(13) *Le Monde diplomatique*, juin 2019, <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/06/GARCIA/59948>

L'ÉCOLOGIE AU SERVICE DE LA GUERRE ENTRE LES PUISSANCES IMPÉRIALISTES

La politique « écologique » de l'impérialisme ne peut pas être séparée de la politique d'ensemble de l'impérialisme. La guerre des monopoles pour en finir avec toutes les restrictions juridiques et financières s'exprime en particulier dans la guerre économique lancée par Trump contre la Chine et les économies européennes. C'est ainsi qu'il faut comprendre la décision de Trump de sortir de l'accord de Paris sur le climat.

L'annonce d'un « plan vert » par la nouvelle présidente de la Commission européenne Ursula von Der Leyen s'inscrit dans la crise mortelle que connaît l'Union européenne. Elle exige en effet qu'une part des dépenses actuelles soient consacrées à la politique environnementale, alors que les Etats sont incapables depuis des mois de se mettre d'accord pour compenser le trou provoqué dans le budget européen par le départ du Royaume-Uni.

Ce « plan » consiste essentiellement en l'injection de nouvelles liquidités dans le système financier européen, pour des projets dits « verts ». Pour la Commission, il s'agit de poursuivre sous une nouvelle forme, en espérant que cela fonctionne, la politique de « *quantitative easing* » (*assouplissement quantitatif, mot pédant initialement inventé par la Banque centrale américaine pour désigner la planche à billets par rachat de titres illimités* — Ndlr) de son prédécesseur Jean Claude Juncker, qui a consisté à racheter des milliards de dettes, à faire tourner la planche à billets en espérant relancer une croissance proche de zéro.

La Commission européenne a ainsi annoncé vouloir mobiliser 1 000 milliards d'euros supplémentaires d'investissements public et privé pour lutter contre le changement climatique dans la décennie qui vient. Il y a en fait 100 milliards de crédits existants transférés sur des projets climatiques et un fonds de 7,5 milliards de « transition équitable » pour aider les régions les plus affectées par la diminution des émissions. Selon un professeur d'économie de l'université de Bristol (*Financial Times*, 1^{er} février 2020), le plan ne fera rien de plus que de « *donner un petit coup de coude au marché pour le pousser dans la bonne direction (...). Ma préoccu-*

pation est que ces plans de transition finissent comme la PAC et que les fonds soient accaparés par les élites locales les plus malignes. » Selon elle, il y a un risque de « *greenwashing subventionné* » (14).

De l'aveu même du journal du capital financier, ce plan vise à répondre aux besoins en liquidités du marché, il ne reste ensuite plus qu'à rebaptiser tout ça « vert » ou « développement durable » pour le faire passer. Cela rejoint l'appel à « sanctuariser » les investissements verts par rapport au déficit des Etats. Le déficit serait toujours plafonné à 3 %, poursuivant les plans d'austérité appliqués dans tous les pays européens, mais les investissements baptisés « verts » seraient exclus du calcul. Face à l'effondrement économique qui menace chaque jour tout le système financier, le capital a recours aux vieilles méthodes de la planche à billets, jusqu'au moment où il faudra faire payer l'addition aux travailleurs et aux peuples d'Europe.

Le plan de la Commission européenne envisage aussi d'imposer des taxes aux produits importés dont la production émettrait trop de GES ou dont les entreprises ne respecteraient pas leurs engagements. Qu'est-ce, sinon une manière désespérée de tenter de répondre à la guerre économique de Trump en taxant les produits américains ou d'essayer de limiter les importations chinoises ? Il y a d'ailleurs fort à parier que ce système de taxes aux frontières subira le même sort que les projets de taxation des GAFAs (15). Car il ne peut y avoir de retour en arrière, les économies des principales puissances impérialistes sont tellement interconnectées que tout retour au protectionnisme national ou européen est une illusion réactionnaire. C'est une illusion car les capitaux énormes qui s'investissent en Chine, en Inde, au Brésil, largement en possession des grands trusts américains ou chinois, n'accepteront jamais que des entraves soient mises à leur valorisation.

Cela ne veut pas dire que le capital sera incapable de remédier au changement climatique ni qu'il sera incapable de résoudre certains des problèmes liés à la destruction

(14) *Greenwashing*, en français écoblanchiment, désigne un procédé marketing utilisé par une entreprise dans le but de se donner une image de responsabilité écologique trompeuse et erronée.

(15) Acronyme des multinationales de l'Internet : Google, Apple, Facebook, Amazon (GAFAs).

de l'environnement. La destruction des forces productives n'est pas synonyme d'arrêt des progrès scientifiques ou de nouvelles découvertes, mais, à l'époque du capitalisme pourrissant, leur mise en œuvre se fait de manière de plus en plus barbare. Le réchauffement climatique sera peut-être limité par les gouvernements au service des trusts, mais au prix de la destruction des bases industrielles de l'Europe et des Etats-Unis, résultat d'une guerre économique opposant les monopoles à l'échelle mondiale, d'une paupérisation avancée de la population mondiale, de l'extension des guerres pour le redécoupage des parts de marché et le pillage des nouvelles ressources, notamment les métaux et terres rares nécessaires aux batteries, dont l'essentiel est extrait par la Chine.

Les militants révolutionnaires ne se placent pas du point de vue abstrait de la « défense de l'environnement », mais du point de vue concret de la défense de tous les acquis et institutions ouvrières et démocratiques arrachés par deux cents ans de lutte de classe. Il ne peut y avoir de défense de l'environnement sans défense acharnée des services publics, du monopole de la SNCF, d'EDF-GDF, du statut des agents, garant de leur qualification et de leur indépendance.

Les catastrophes comme les incendies en Australie ou les accidents industriels sont le produit de la liquidation par les gouvernements des services publics, des organismes

de prévention et de contrôle de la sécurité, y compris des comités hygiène, sécurité et conditions de travail (CHSCT) en France, qui incluent des élus syndicaux, autant de conquêtes arrachées par la classe ouvrière au capital.

Dans son combat pour renverser le capital, la classe ouvrière a besoin d'organisations syndicales indépendantes. Aussi les militants révolutionnaires sont-ils les meilleurs défenseurs de cette indépendance face à ceux qui voudraient associer les syndicats aux décisions des patrons et aux contre-réformes des gouvernements, qu'ils le fassent au nom de l'intérêt général, au nom de la sauvegarde des emplois ou au nom de l'intérêt supérieur de la défense de la nature.

L'expropriation du capital ne résoudra pas par magie tous les problèmes créés par le capital, mais c'est par la socialisation des moyens de production, par la réorganisation de la production, de l'industrie, de l'agriculture, des transports à l'échelle continentale et mondiale, par l'organisation rationnelle de la production définie par les comités de travailleurs pour répondre aux besoins de l'humanité, alors seulement seront réunies les conditions pour commencer à résoudre les problèmes liés à la destruction de l'environnement et plus généralement des forces productives.

Marius McPherson
29 février 2020



Les troupes françaises d'occupation au Sahel.



Manifestation anti-guerre à New York le samedi 4 janvier 2020.

Les guerres impérialistes d'aujourd'hui La stratégie du chaos

« *La catastrophique crise commerciale, industrielle, agraire et financière, la rupture des liens économiques, le déclin des forces productives de l'humanité, l'insupportable aggravation des contradictions de classe et des contradictions nationales marquent le crépuscule du capitalisme et confirment pleinement la caractérisation par Lénine de notre époque comme celle des guerres et des révolutions.* »

« *La guerre et la IV^e Internationale* »,
Léon Trotsky (10 juin 1934) (1)

LE Comité international de liaison et d'échanges qui s'est réuni fin novembre 2019 en présence de militants de 55 pays a décidé de préparer une « *journée internationale contre les guerres et la répression* », point d'appui pour faire converger les forces au niveau international, en particulier « *contre l'engagement de troupes françaises et américaines en Afrique et au Moyen-Orient* ». Nul doute que cette décision est d'une particulière actualité. Des dizaines de pays sont touchés par la guerre ou directement menacés. Les morts se comptent par millions. Cet article se veut une contribution à la discussion.

LA MILITARISATION DE L'ÉCONOMIE CONDITIONNE LA SURVIE DU SYSTÈME CAPITALISTE

Selon les chiffres publiés en avril 2019 par le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPR), les dépenses militaires ont augmenté de 2,7 % dans le monde en 2018. Les cinq premiers pays sont les Etats-Unis, la Chine, l'Arabie Saoudite, l'Inde et la France. Ils concentrent à eux seuls 60 % des dépenses militaires mondiales. Elles représentent en moyenne 232 dollars par personne dans le monde.

Les dépenses des 29 pays de l'OTAN représentent 963 milliards de dollars en

2018 (53 % des dépenses mondiales), sous l'effet notamment de la pression des Etats-Unis, qui exigent que les « alliés » dépendent 2 % de leur produit intérieur brut (PIB) au nom du partage du fardeau du maintien de l'ordre... espérant autant de débouchés pour leur industrie d'armement.

Ces chiffres sont sous-estimés. Selon des calculs effectués par le site *tomdispatch.com* (7 mai 2019) pour l'ensemble des dépenses de sécurité nationale des Etats-Unis en 2020 (incluant les dépenses de guerre, des agences de renseignement, l'armement nucléaire — qui est budgétairement rattaché au ministère de l'Energie —, etc.), la facture s'élève en fait à 1 254,2 milliards de dollars (soit plus de 6 % du PIB). Cette somme est supérieure de près de 50 % au déficit du budget fédéral.

Ces chiffres amènent au moins à deux conclusions.

Premièrement, c'est une nouvelle confirmation du rôle de l'économie d'armement à l'époque de l'impérialisme. Citons sur ce sujet la déclaration de l'OCI de 1971 (2) publiée à la suite de l'annonce par Nixon de la fin de la convertibilité du

(1) Léon Trotsky, « *La guerre et la IV^e Internationale* », 10 juin 1934, *Œuvres*, tome 4, éditions EDI, page 48.

(2) Déclaration du bureau politique de l'Organisation communiste internationaliste (OCI – section française de la IV^e Internationale) du 20 août 1971, republiée dans *La Vérité*, n° 60-61, mars 2008, pages 10 à 21.

dollar en or, qui nous semble toujours d'actualité :

« La militarisation de l'économie, l'économie d'armement deviennent — pour un temps plus ou moins long et comme préface à l'économie de guerre et à la guerre — les moyens privilégiés de réaliser la plus-value. En d'autres termes, le militarisme devient un moyen — le principal — d'accumuler du capital. Les budgets militaires croissants et l'économie d'armement deviennent les facteurs indispensables au fonctionnement de l'ensemble de l'économie capitaliste. Au sein même de l'économie capitaliste dans son ensemble, l'Etat bourgeois, fusionnant avec les monopoles, forge un marché parasitaire où s'engouffre une part de plus en plus considérable des forces productives, transformées ainsi en forces destructives, qui servent de volant d'entraînement à la marche de toute la production capitaliste. »

Cette analyse n'a pas été démentie depuis la Deuxième Guerre mondiale, pour ne pas remonter plus haut. Dès 1949-1950, c'est la guerre de Corée qui permet aux Etats-Unis (et au monde) d'éviter la récession, alors que le boom d'après-guerre était déjà fini. Le budget militaire fait plus que tripler, en même temps que les salaires sont bloqués. De 1948 à 1991, les dépenses militaires américaines s'élèvent à 13 000 milliards de dollars (base 1996).

L'endettement permet notamment de financer ces dépenses militaires (d'une manière caricaturale aux Etats-Unis, qui jouent sur le rôle du dollar comme monnaie de réserve pour les financer). Cela confirme aussi ce qu'affirmait la déclaration de l'OCI :

« De plus, l'économie d'armement est alimentée par les Etats bourgeois qui le financent par l'inflation de crédit et de monnaie, par des manipulations financières de toutes sortes qui aboutissent à créer une masse croissante de capitaux fictifs, dont une fraction de plus en plus faible arrive à s'investir dans la production. »

L'injection massive de liquidités par la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) et la Banque centrale européenne (BCE), qui alimente une spéculation effrénée, l'endettement global (250 000 milliards au niveau mondial, 320 % du produit intérieur brut) et l'économie d'armement contribuent à faire gonfler la bulle financière qui menace d'éclater à tout moment.

Deuxième conclusion : aujourd'hui, la course aux armements est relancée dans

tous les domaines. Les « théoriciens » du Pentagone défendent la thèse du « surclassement » de tous les ennemis potentiels, en ciblant en priorité la Chine et à la Russie. Cela va de pair avec l'abandon de tous les accords de limitation des armes nucléaires. Alors que les armements actuels permettent déjà de faire sauter la planète, il s'agit par exemple de produire des bombes atomiques de petite taille « plus utilisables » (*sic*) sur le champ de bataille (1 700 milliards sont prévus pour « moderniser » le parc nucléaire) ou une nouvelle catégorie de missiles, dits hypersoniques. Le budget militaire officiel pourrait avoisiner les 1 000 milliards de dollars d'ici 2024 (estimation de *Taxpayers for Common Sense*). Et les armes servent toujours un jour ou l'autre à faire la guerre...

CRISE, AFFRONTEMENTS ET GUERRES

La concurrence fait rage. Trusts et monopoles s'affrontent dans une véritable guerre pour conquérir ou préserver leurs débouchés, accéder aux matières premières, placer leurs investissements dans un marché trop étroit pour la masse des capitaux accumulés.

La scène économique est plus que jamais mondiale : « *Les chaînes de valeur contrôlées par les multinationales sont à l'origine de 80 % des échanges mondiaux* » (*Alternatives économiques*, 1^{er} octobre 2017).

La logique des marchés financiers est d'abattre toutes les barrières à leur croissance, et donc de s'affranchir de toute réglementation nationale tout en exerçant une pression sur les Etats pour qu'ils lèvent tout obstacle à leurs profits, en premier lieu qu'ils aillent jusqu'au bout dans la destruction de toutes les concessions faites à la classe ouvrière.

Mais en même temps qu'ils exercent sur les Etats une pression dislocatrice, ils ne peuvent pour autant s'en émanciper. Ce sont les Etats qui commandent les armements. Et ce sont les Etats impérialistes qui leur permettent d'assurer le contrôle des matières premières, ce sont eux qui, avec leurs flottes et leurs bases, contrôlent les voies commerciales maritimes, les oléoducs. Ce sont les Etats qui mènent la « guerre sociale » à l'intérieur des pays, usant de la répression contre les travailleurs (de plus en plus forte à mesure

que la résistance aux attaques s'accroît), qui déclenchent et financent les guerres.

Les Etats-Unis, les puissances impérialistes d'Europe — aux intérêts de plus en plus divergents —, le Japon mais aussi la Chine, et d'autres puissances moindres, comme l'Inde ou la Russie, sont aux prises.

Au lendemain de la conférence de Potsdam, en août 1945, Truman, assuré de l'accord passé avec Staline pour reconstruire les Etats bourgeois disloqués et maintenir le système du profit, pouvait déclarer :

« Nous pouvons nous dire que nous sortons de cette guerre la nation la plus puissante du monde, la nation la plus puissante peut-être de toute l'Histoire. »

Aujourd'hui, si les Etats-Unis restent la première puissance mondiale, leur hégémonie est battue en brèche. Les formes par lesquelles se manifestait leur supériorité sont remises en cause : commerce extérieur de plus en plus déficitaire avec la Chine et l'Union européenne, supériorité technologique contestée (aéronautique, numérique...), régression de l'investissement, érosion du rôle du dollar comme monnaie de réserve mondiale — qui est une véritable arme de guerre pour décider de sanctions contre les concurrents et permet jusqu'à présent de financer les déficits...

Cinq millions d'emplois industriels ont été détruits entre 2000 et 2011. La guerre commerciale engagée par Trump au nom de l'« *America First* » ne permettra pas de les faire revenir. Le capital reste le capital et les chaînes de production transnationales sont organisées autour de la recherche du profit maximal.

Les concessions accordées par la Chine dans le récent accord provisoire (achat de 200 milliards de produits américains supplémentaires, ouverture au capital financier) sont jugées insuffisantes par l'impérialisme américain, qui exige la fin totale des subventions aux secteurs des nouvelles technologies et une ouverture totale dans tous les domaines. La guerre commerciale va continuer sur fond de bulle financière prête à éclater à tout moment.

La croissance d'après 1945 n'a pu avoir lieu que sur la base des immenses destructions provoquées par la guerre, ce qui a permis, avec le « coût du travail » très bas, la restauration des conditions d'accumulation du capital. Rien de tel aujourd'hui.

L'impérialisme américain n'a pas la capacité d'« organiser le monde ». Il a perdu,

avec l'effondrement de l'URSS, le soutien de la bureaucratie stalinienne pour les tâches de maintien de l'ordre mondial — malgré les coups portés, la classe ouvrière n'est pas battue —, et nous sommes au début d'une vague révolutionnaire qui monte de l'Algérie au Chili, en passant par l'Irak et le Liban, malgré les destructions de la guerre (cf. *article page 29*).

Seule reste la tentative d'imposer brutalement ses décisions, en piétinant tous les cadres et traités multilatéraux hérités de l'après-guerre.

« *Que ferons-nous la prochaine fois ?* »... « *La guerre.* » C'est la réponse que fit à Nixon un de ses conseillers après son annonce de la fin des accords de Bretton Woods en 1971 (fin de la convertibilité du dollar en or).

La guerre ? Les guerres, nous y sommes. Ukraine, Moyen-Orient, Sahel, Yémen, mais aussi embargo contre le Venezuela... la liste est longue, et toutes les conditions sont réunies pour qu'elle s'allonge encore.

LA PRÉTENDUE GUERRE CONTRE LE TERRORISME

Le 20 septembre 2001, prenant prétexte de l'attentat du 11 septembre contre les tours du World Trade Center à New York, G.W. Bush lançait la « *croisade contre le terrorisme* ». Une nouvelle vague de guerres et d'interventions militaires était enclenchée, à commencer par l'Afghanistan et l'Irak. L'impérialisme américain s'arrogeait ainsi le droit de frapper partout où ses intérêts le justifiaient. Au travers de cette offensive, l'impérialisme américain voulait réaffirmer son leadership mondial, entraîner et subordonner ses alliés dans les guerres qu'il déclenchait, et imposer son ordre. Il s'agissait aussi d'imposer l'union nationale contre le terrorisme, et ainsi de faire régner l'ordre à l'intérieur tout en remettant en cause les libertés démocratiques (vote des *Patriot Acts*).

Selon le rapport de l'université américaine Brown sur les « coûts de la guerre » (novembre 2018), le gouvernement américain mène des activités dites antiterroristes dans 76 pays, de l'Asie du Sud à l'Asie centrale, du Moyen-Orient à l'Afrique du Nord et jusqu'en Afrique de l'Ouest. Depuis le 11 septembre 2001, la somme astronomique de 5 900 milliards de dollars

a été dépensée. Quant aux morts directs et « indirects » (dus à la perte d'accès à la nourriture, à l'eau et aux installations de santé), ils sont 2 millions pour les seuls Irak, Afghanistan et Pakistan.

Quant aux chiffres des réfugiés et des déplacés du fait des guerres, il s'établit à 68,7 millions dans le monde en 2017 (dont 25,4 millions sont des réfugiés).

Un cinquième sont des Palestiniens. 2,6 millions viennent d'Afghanistan, plus de 6 millions de Syrie, 2,4 millions du Soudan du Sud, près d'un million de Somalie (Source : *Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés*).

Quant aux déplacés, particulièrement nombreux dans les pays du Sahel, il ne faut pas oublier les 7 millions de déplacés en Colombie. C'est le pays du monde qui en compte le plus ! C'est le résultat de l'action, sous l'autorité des Etats-Unis, des groupes paramilitaires, couplé au développement du trafic de drogue ainsi que de l'exploitation des ressources naturelles par des grandes multinationales qui ont chassé les paysans.

Les Etats-Unis ont une grande tradition de guerre contre les peuples en Amérique du Sud et d'Amérique centrale. L'action conjointe de la CIA et de ses supplétifs locaux (formés dans l'« Ecole des Amériques pour la coopération et la sécurité », située en Géorgie, une véritable école d'assassins) a laissé les pays d'Amérique centrale exsangues, en proie aux paramilitaires et aux gangs. C'est ce qui explique les centaines de milliers qui cherchent à migrer chaque année aux Etats-Unis.

GRAND MOYEN-ORIENT : LE CHAOS

Dès octobre 2001, avec l'invasion de l'Afghanistan, une nouvelle vague des guerres est lancée par l'impérialisme américain, affichant une volonté de remodeler les frontières au nom de la construction d'un « Grand Moyen-Orient »... L'objectif était purement et simplement le contrôle total et le pillage des richesses de tous les pays concernés par le « projet » dont les marchés devraient être « librement » ouverts aux marchandises et aux capitaux américains (près d'une trentaine, de l'Afrique du Nord à l'Afghanistan...).

On attribue à Rumsfeld, secrétaire d'Etat à la Défense de G.W. Bush (3), la volonté

de détruire sept pays en cinq ans : « *Nous allons commencer par l'Irak, puis ensuite nous irons en Syrie, au Liban, en Libye, en Somalie, au Soudan et en Iran.* » Quelques rappels seront utiles.

En octobre 2001, une offensive est lancée contre le régime taliban en Afghanistan, accusé d'avoir soutenu Al-Qaïda. Dix-neuf ans après, enlisés malgré l'intervention de leurs troupes au sol, malgré les milliers de tonnes de bombes larguées, les Etats-Unis négocient avec les mêmes talibans leur retrait...

En 2001, les Etats-Unis ont instauré une « république islamique » et placé à sa tête une de leurs marionnettes, par ailleurs notoire trafiquant de drogue... Et rien ne s'est passé comme prévu : dix-neuf ans après le début de la guerre, le pays est hors de contrôle du gouvernement et de ses parents, déchiré entre les seigneurs de la guerre. Le bilan pour la population est sans appel : outre les centaines de milliers de morts, les trois-quarts de la population sont victimes de malnutrition, 60 % ne bénéficient d'aucun service de santé, 20 % des enfants de moins de 5 ans meurent, etc.

En invoquant l'existence de prétendues armes de destruction massive, en mars 2003 les Etats-Unis, à la tête d'une coalition de pays de l'OTAN, décident de renverser leur ancien allié, Saddam Hussein. C'est lui qui avait été chargé en 1980 de mener la guerre contre l'Iran pour faire refluer la révolution qui avait renversé le régime sanguinaire du chah et s'emparer des champs pétroliers du pays. La guerre avait duré huit ans.

Sitôt le régime de Saddam Hussein tombé, les Etats-Unis se sont empressés de mettre en place une division communautaire du pays entre chiïtes, sunnites et kurdes. L'explosion du pays a aussi créé les conditions d'une guerre civile, alors même que, dès 2003, les oppositions à l'occupation américaine se multiplient.

L'occupant a poussé à la création de groupes islamistes pour que chiïtes et sunnites s'entretuent. Cette stratégie a dépassé ses objectifs avec la constitution de l'Etat islamique, qui a échappé à son contrôle et qui, plutôt que de se cantonner

(3) Cité dans *Le Charme discret du Djihad, « L'instrumentalisation géopolitique de l'islam radical »*, F. William Engdhal, Editions Demi-Lune, collection Résistances, Paris, 2018, page 200.

à une action en Syrie — ce qui ne posait aucun problème à la coalition de l'OTAN —, a voulu se tailler un califat empiétant sur l'Irak en 2014.

Mais depuis octobre 2019, malgré dix-sept ans de barbarie et la répression meurtrière, la population est sortie dans les rues pour en finir avec le gouvernement corrompu, avec le communautarisme et la partition du pays, avec la misère. Le Parlement, sous pression des masses, demandait le départ des troupes américaines (Trump vient d'envoyer 3 000 soldats supplémentaires).

En décembre 2010, la révolution éclate en Tunisie après l'immolation d'un jeune vendeur de fruits et légumes à qui la police avait confisqué ses marchandises. Le 14 janvier 2011, après quatre semaines de manifestations, le président Ben Ali fuit vers l'Arabie Saoudite (4).

En janvier et février 2011, les manifestations s'étendent en Jordanie, au Yémen, à Bahreïn, au Maroc. En Egypte, les manifestations commencent le 25 janvier 2011 contre la corruption, l'état d'urgence permanent, et pour les revendications sociales. Le 17 février, Moubarak est chassé du pouvoir. C'est une vague révolutionnaire. Pour l'impérialisme, il faut y porter un coup d'arrêt.

A Bahreïn, la répression est confiée à l'armée de mercenaires de l'Arabie Saoudite, dans le silence assourdissant de la « communauté internationale ». Quand des manifestations éclatent en Syrie en février 2011, Washington et ses partenaires de l'OTAN, en étroit concert avec l'Arabie Saoudite, le Qatar et les Emirats arabes unis, ont transformé la Syrie en un chaudron de la mort.

Des milliards de dollars d'armes alimentent des milices ouvertement mercenaires importées, avec, à leur centre, Al-Nosra, l'affiliée régionale d'Al-Qaïda. Des « combattants étrangers » — Tunisiens, Libyens, Saoudiens, Irakiens, Ouïghours, Tchétchènes, etc. — affluent pour chasser le régime de Bachar el-Assad. Les forces impérialistes les appuient sur le plan logistique et avec la présence de forces spéciales. La Turquie, de son côté, ajoute un soutien à l'Etat islamique, tandis que les Américains, un temps, soutiennent les milices kurdes avant de les lâcher pour se rapprocher des Turcs.

Cela dure depuis près de neuf ans. Le *Los Angeles Times* (27 mars 2016) informait que

« le président Obama a autorisé ce mois-ci un nouveau plan pour former et armer les rebelles syriens » et que « les Forces démocratiques syriennes sont une nouvelle coalition créée par le Pentagone ». « En Syrie, le royaume wahhabite alimente le feu jihadiste », soulignait le journal *Jeune Afrique* (7 mars 2018). Il n'y a pas que nous à le dire !

Au début des années 2000, les diplomaties occidentales avaient ouvert des discussions avec Assad, visant à l'ouverture de la Syrie à leurs capitaux ainsi qu'à l'établissement de la paix avec Israël, qui occupe le plateau du Golan. Elles n'avaient pas abouti. De plus, Assad venait de choisir le projet de gazoduc iranien qui devait traverser la Syrie, refusant celui du Qatar, appuyé par les puissances occidentales.

Le résultat est connu : les ingérences se sont multipliées (Russie, Iran), des centaines de milliers de morts, des millions de réfugiés que l'Union européenne refoule, externalisant ses frontières en Turquie, sur la base d'un accord avec Erdogan. La Syrie est détruite.

Mars 2011 : le Conseil de sécurité de l'ONU vote une résolution instaurant une zone d'exclusion aérienne au-dessus du territoire libyen. Un mensonge est repris par tous les médias : des bombardements de Kadhafi sur Benghazi ont fait 6 000 morts. Sur cette base, l'OTAN déclenche des bombardements pour venir en aide aux insurgés (dont Al-Qaïda). La France et la Grande-Bretagne sont en première ligne, les Etats-Unis se contentant du « *leading from behind* » (« diriger en arrière-plan »), selon l'expression d'Obama.

L'objectif : Kadhafi doit disparaître — ses initiatives financières, comme la création d'un fonds monétaire africain, sont incontrôlables par l'impérialisme — et les ressources doivent passer sous contrôle direct des multinationales (les réserves pétrolières libyennes, évaluées à 48 milliards de barils). Les victimes des bombardements « humanitaires » de l'OTAN se comptent par dizaines de milliers. Aujourd'hui, la Libye est détruite : sitôt le régime tombé, le pays a été livré aux chefs

(4) Il est bon de se souvenir que le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti de Ben Ali, était membre de l'Internationale socialiste, officine de l'impérialisme, comme on l'a encore vu récemment avec ses déclarations sur le Venezuela.

de guerre financés par les pétrodollars des théocraties et armés par les marchands d'armes américains et de l'Union européenne.

Les grandes puissances cherchent à se tailler une part du gâteau en soutenant l'un ou l'autre des gouvernements : le gouvernement d'accord national (GNA) dirigé par le Premier ministre Fayez al-Sarraj, imposé par le Conseil de sécurité des Nations Unies, ou celui de l'(ancien ?) agent de la CIA Haftar, qui aujourd'hui contrôle les champs pétroliers...

Malgré l'embargo sur les armes, les bateaux continuent d'en livrer de manière ininterrompue aux deux camps. La spirale de la guerre continue de se dérouler.

L'Arabie Saoudite mène la guerre par procuration (avec le soutien de forces spéciales américaines) au Yémen, mais y est aussi enlisée, n'arrivant pas à en finir avec les « rebelles » Houthis (5).

Le « plan de paix » de Trump pour la Palestine est en réalité un plan de guerre contre le peuple palestinien qui s'inscrit très largement dans la continuité des précédents, en allant plus loin encore et en prévoyant notamment l'annexion pure et simple des territoires occupés par des colonies, de la vallée du Jourdain, et de faire de Jérusalem la « capitale éternelle et indivisible de l'Etat d'Israël ».

La dénonciation de l'accord sur le nucléaire sur l'Iran — qui était un accord de mise sous tutelle de fait — et l'assassinat du général Soleimani sont autant de pas en direction d'une guerre.

Mais à ce stade, Trump n'a pu l'engager. D'une part, le résultat des guerres en Afghanistan, en Libye et en Irak montre que si les Etats-Unis ont la capacité à déclencher des guerres, ils sont incapables de les gagner en imposant leur paix, leur ordre. Alors que la colère sociale monte aux Etats-Unis tout comme l'hostilité aux guerres sans fin et à l'establishment — ce qui se traduit par des grèves partielles, mais se manifeste aussi par l'engouement autour de la candidature Sanders, seul à avoir clairement dénoncé l'assassinat du général iranien —, déclencher une guerre contre un adversaire comme l'Iran serait prendre un risque politique majeur.

Ce serait aussi prendre le risque d'une conflagration politique dans toute la région, alors que l'hostilité aux troupes américaines est profonde chez tous les peuples et que la

mobilisation des peuples pour dégager les régimes à la botte de l'impérialisme monte.

Une chose est certaine : il n'y aura pas de solution démocratique dans la région sans le retrait de toutes les troupes étrangères qui s'y trouvent, à commencer par les troupes américaines.

AFRIQUE : DISLOQUER, DISLOQUER ET ENCORE DISLOQUER

Depuis les indépendances, les appétits impérialistes sur les richesses de l'Afrique n'ont pas diminué. La concurrence s'est aussi renforcée :

« Le “Grand Jeu” n'est plus entre la Russie et le Royaume-Uni en Asie comme au XIX^e siècle, mais entre les nouveaux émergents, l'Amérique et l'Europe, en Afrique. Et l'aiguillon de la rivalité est bien la Chine » (*Les Echos*, 20 décembre 2018).

Depuis dix ans, la Chine est devenue le premier partenaire commercial du continent africain. Elle occupe une place essentielle dans tous les secteurs : exploitation des ressources minières et des hydrocarbures, construction d'infrastructures, mais aussi exportation de capitaux (prêts brisant le monopole du FMI, mise en place de zones économiques spéciales). Les puissances coloniales, et d'abord la France, ont perdu des parts importantes de marché.

Pour les Etats-Unis, l'un des aspects de la riposte a été la création de l'Africom, un commandement militaire qui possède une trentaine d'implantations en Afrique. Il a pour « but de protéger les accès en hydrocarbures et autres ressources stratégiques dont l'Afrique est riche, une tâche qui incluait de s'assurer contre la vulnérabilité de ces richesses naturelles et de s'assurer qu'aucune tierce partie comme la Chine, l'Inde, le Japon ou la Russie ne puisse obtenir un monopole ou des traitements de faveur » (Peter Pham, conseiller auprès du département d'Etat, cité dans *mondialisation.ca*).

Les plans d'ajustement structurel mis en place sous l'égide du FMI pour rembourser une dette usuraire ont fixé les règles du

(5) Le dictateur Saleh, aligné sur Washington, était en passe d'être chassé par des rebelles, à majorité chiïtes, les Houthis, au nord, et un mouvement séparatiste s'est alors développé au sud, remettant en cause l'unification du Yémen de 1990.

pillage depuis 40 ans. Les secteurs clefs ont été privatisés au profit des multinationales, le libre-échange en fait des pays importateurs de produits finis (y compris sur le plan alimentaire) et des pays exportateurs de matières premières. Des codes miniers sur mesure ont été rédigés par la Banque mondiale.

Pour la population, c'est la quête permanente pour trouver de quoi survivre — quand ce n'est pas la famine —, le délabrement de l'école, de la santé. Les Etats faillis, des gouvernements corrompus rendent le pillage facile. Les ONG financées par des milliardaires ou les institutions internationales offrent quelques substituts aux services publics ou s'érigent en censeurs de la bonne gouvernance.

Mais ces mécanismes — qui lient les gouvernements installés aux Etats impérialistes (Etats-Unis et Union européenne) pour maintenir l'Afrique et ses peuples dans les griffes spoliatrices de la dépendance au profit des multinationales de ces pays — ne suffisent plus.

La reconquête des positions perdues (ou leur conquête) passe par une stratégie du chaos, prétexte à une présence militaire accrue américaine et de l'Union européenne, visant à rétablir des protectorats de fait quitte à démanteler les Etats issus de l'indépendance et dont les frontières avaient été imposées par les puissances coloniales, qui voulaient déjà maintenir des Etats faibles.

A chaque déstabilisation d'un pays africain, les armées impérialistes viennent pour porter secours. C'est la tactique du pompier pyromane. Les exemples abondent.

La Somalie n'existe plus depuis 30 ans, coupée en trois (le Somaliland, le Puntland et la Somalie). Ce dernier Etat est le seul reconnu internationalement, avec à sa tête un gouvernement mis en place par les puissances occidentales, qui ne représente rien. Sous prétexte de piraterie — les pêcheurs ne peuvent plus pêcher devant le pillage des réserves et les déchets, notamment nucléaires, déversés au large ont pollué la côte —, les flottes impérialistes patrouillent en permanence pour le contrôle des routes maritimes par où passe une part essentielle du commerce mondial. Les bombardements américains battent chaque année de nouveaux records, au nom de l'antiterrorisme.

Le Soudan a été coupé en deux sous l'exigence des Etats-Unis et de leurs alliés, la

zone pétrolière du sud étant devenue « indépendante ». Bilan : 400 000 morts dans la guerre civile qui a suivi (et n'est pas terminée) entre les chefs de guerre, malgré le récent et énième accord de paix.

En Centrafrique cohabitaient musulmans et chrétiens, et la déstabilisation a débouché sur un affrontement entre « séléka musulmans » et « anti-balaka chrétiens ». La France, qui y a mené l'opération Sangaris, la Russie et d'autres se disputent le contrôle militaire du pays... et de ses richesses. Le Cameroun est au bord de l'éclatement entre la partie anglophone — où il y a des gisements de pétrole — et la partie francophone : les massacres s'y multiplient. Le Nigeria est déstabilisé (voir encadré 2).

La République démocratique du Congo, « scandale géologique », est considérée comme stratégique par l'impérialisme américain et d'autres. Et depuis 50 ans, les guerres n'ont jamais cessé.

En 1998, le Rwanda, avec l'appui des Etats-Unis, mena une offensive éclair pour chasser Laurent-Désiré Kabila qu'ils avaient contribué à installer, mais qui voulait diversifier ses partenaires. Il fut assassiné en 2001. Son fils fut choisi par les ambassadeurs des puissances occidentales pour lui succéder. Et les milices, soutenues depuis l'extérieur, agissant notamment dans ses provinces du nord et du sud Kivu, qui concentre près de 80 % des réserves mondiales de coltan — pour ne citer que ce minerai —, n'ont jamais cessé leurs exactions, sous l'œil de la MONUSCO (6), présente depuis 20 ans. Le coût humain des guerres du Congo est estimé à 6 millions de victimes !

Après la dernière élection présidentielle, le gouvernement reste sous surveillance étroite du Conseil de sécurité des Nations Unies...

INTERVENTION FRANÇAISE AU SAHEL : L'ENLISEMENT

Aujourd'hui, toute l'Afrique de l'Ouest, et peut-être au-delà, peut être emportée par l'extension du conflit au Sahel. Le Mali, le Niger, le Burkina Faso sont déjà

(6) Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), qui compte 20 000 hommes.

en proie au chaos. Comment en est-on arrivé là ? Citons un ancien ministre malien, Choguel Kokalla Maïga (7), dont le constat est lucide :

« Aujourd'hui, la très grande majorité des Maliens croit fermement, à tort ou à raison (*Ndlr* : *A raison !*), que l'enlèvement et le pourrissement de la situation au Mali et au Sahel résultent d'une volonté délibérée de la France et des pays occidentaux. L'intention de ces puissances extra-africaines serait de créer le chaos pour justifier leur présence sinon leur occupation militaire du Mali, créer à court terme les conditions d'une partition déjà programmée du pays et, à plus long terme, redessiner les frontières des vastes pays du Sahel et du Sahara (Mauritanie, Mali, Algérie, Niger, Libye) à travers la déstabilisation des Etats.

Sous le couvert de la démocratie, ces puissances orchestrent et instrumentalisent des mouvements insurrectionnels centrifuges, séparatistes ou terroristes, avec, comme objectif stratégique à long terme, d'avoir comme interlocuteur des micro-Etats ou des petites principautés ethniques ou tribales rivales. L'objectif étant de faciliter le pillage des nombreuses ressources naturelles dont regorge la zone géographique concernée. Les Maliens ont tous en mémoire la loi 057-7-27 du 10 janvier 1957 votée par l'Assemblée nationale française, non encore abrogée, portant création de l'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS) à partir d'une amputation des territoires algérien, malien, nigérien et tchadien. »

Alors qu'avec l'OTAN elle détruisait la Libye, la France a été chercher les mercenaires maliens de l'armée de Kadhafi pour qu'ils reviennent avec armes et bagages, avec qui elle a créé le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL). Ceux-ci ont par la suite engagé une offensive, s'alliant avec les groupes ouvertement islamistes. Cela a fourni le prétexte à l'intervention militaire française. La zone de Kidal, placée sous contrôle de l'armée française, au nord Mali, est devenue le sanctuaire des groupes armés sous administration du MNL.

La France défend la partition du Mali pour s'y tailler un protectorat. Les accords d'Alger de 2015 négociés sous supervision internationale, mais non appliqués, entre le gouvernement malien et certains groupes armés prévoient l'autonomie pure et simple des régions occupées par les rebelles, y compris sur le plan de relations

internationales (exploitation des ressources).

Mais en même temps, la France n'a pas les moyens de mener cette guerre seule : elle dépend des Etats-Unis pour le renseignement et la logistique, lesquels veulent alléger leur présence dans la région et renvoient le fardeau à l'Europe.

Les gouvernements, dans le cadre de l'état d'urgence, usent de la répression contre les populations et prennent des mesures (par exemple en interdisant la circulation des motos, la pêche ou certaines cultures) qui enfoncent encore plus le pays dans le marasme. En impulsant la création de milices « communautaires » au Mali et à présent au Burkina Faso, ils ont provoqué des affrontements ethniques et même des massacres. Entre trafics criminels (drogue, armes, migrants...), religion, politique, les groupes armés de toute nature prospèrent, n'hésitant pas à modifier leur allégeance au gré de leurs intérêts.

D'ores et déjà, des centaines de milliers d'habitants ont dû fuir leurs villages, que ce soit au Niger, au Mali ou au Burkina Faso, et sont dans une situation intenable.

Lors du sommet « Barkhane » (France, Mali, Burkina Faso, Mauritanie, Niger, Tchad) convoqué à Pau le 13 janvier dernier, Macron (8) n'a eu aucun mal à obtenir de gouvernements aux ordres qu'ils s'engagent à juguler ce qu'il appelle « *le sentiment anti-français* ». Mais il peut de plus en plus difficilement cacher que la France est en train de s'enliser dans une guerre sans fin. Il a fait appel aux pays européens, comme Trump en a intimé l'ordre, mais ceux-ci ne se précipitent pas.

Une déclaration des chefs d'Etat ne peut effacer le ras-le-bol, la révolte, le refus profond de la population de voir continuer la mainmise de la France sur les économies, les ressources et les gouvernements

(7) Article publié sur le site du journal lecombat.fr, « *La faillite de l'Etat malien : les origines, les responsabilités, les pistes de solutions* » (13 décembre 2019).

(8) A l'issue du sommet de l'OTAN à Watford, près de Londres, lors d'une conférence de presse le 3 décembre 2019, Emmanuel Macron a déclaré : « *J'attends qu'ils clarifient et formalisent leurs demandes à l'égard de la France et de la communauté internationale* », avant d'ajouter contre le développement de l'exigence de retrait des troupes françaises : « *J'ai besoin qu'ils l'affirment politiquement devant leurs opinions publiques* » (*qu'ils veulent que la France reste* — *Ndlr*). La morgue de Macron a suscité un véritable tollé en Afrique.

qui s'exprime dans l'exigence du départ des troupes françaises et de toutes les troupes étrangères.

UNE VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE MONTANTE

Alors que la Première Guerre mondiale a fait des millions de morts et que les dirigeants des partis sociaux-démocrates avaient capitulé en votant les crédits de guerre, Rosa Luxemburg écrivait (9) :

« Nous sommes placés aujourd'hui devant ce choix (...) : ou bien triomphe de l'impérialisme et décadence de toute civilisation, avec pour conséquences, comme dans la Rome antique, le dépeuplement, la désolation, la dégénérescence, un grand cimetière ; ou bien victoire du socialisme, c'est-à-dire de la lutte consciente du prolétariat international contre l'impérialisme et contre sa méthode d'action : la guerre. »

Oui, le capitalisme, c'est la barbarie : les guerres d'aujourd'hui, guerres de dislocation et de pillage, qui sèment le chaos, avec leurs conséquences qui se comptent en millions de morts, les destructions de pays entiers le prouvent encore. C'est ce que nous avons voulu démontrer dans cet article.

Elles vont de pair avec la guerre sociale — la remise en cause de tous les acquis et conquêtes sociales — et le déchaînement croissant de la répression, même dans des Etats « démocratiques » comme en France.

L'alternative tracée par Rosa Luxemburg est d'une totale actualité pratique : le capitalisme, aujourd'hui, n'a aucun progrès à offrir à l'humanité, c'est un régime social qui a fait son temps.

A juste raison, la déclaration du Comité international de liaison et d'échanges souligne :

« Une vague révolutionnaire se dresse, qui, d'Alger à Santiago en passant par Beyrouth, Hong Kong, Bagdad, Khartoum, Port-au-Prince et Barcelone, exige dans les mêmes termes que soient chassés du pouvoir les régimes inféodés au capital. »

Cette vague, nous le voyons bien, n'est qu'à ses débuts et se heurte à de multiples obstacles : par exemple, la mobilisation engagée en France et les développements de la crise politique dans toute l'Europe sont annonciateurs des plus grands chocs. Le profond mouvement qui mûrit en Afrique subsaharienne contre la « recolonisation » du continent en est un autre indice.

S'inscrire dans ces processus en cours, se lier avec les forces vives qui s'en dégagent, telle est notre plus grande responsabilité en tant que militants de la IV^e Internationale. Et dans ce cadre, aider à faire jaillir la force politique, le parti révolutionnaire qui aide les masses à régler la question du pouvoir posée dans l'ensemble de ces mouvements.

Aider à organiser « la lutte consciente du prolétariat international contre l'impérialisme et contre sa méthode d'action : la guerre » en fait totalement partie. Cette lutte passe par l'exigence du retrait des troupes étrangères, au Sahel, au Moyen-Orient ou ailleurs, du refus d'une nouvelle guerre en Iran — soutenu par le mouvement anti-guerre américain —, de la levée des embargos et des sanctions contre l'Iran et le Venezuela, lutte menée aussi bien dans les pays impérialistes que dans les pays agressés.

Jacques Diriclet
28 février 2020

(9) Rosa Luxemburg, « La crise de la social-démocratie », *Œuvres complètes*, tome IV, éditions Agone, 2014, page 86.

A propos des groupes dits terroristes au Moyen-Orient

EN Afghanistan, dans les années 1980, 100 000 combattants de diverses nationalités ont été armés, entraînés et financés par les Etats-Unis, appuyés par le Pakistan et l'Arabie Saoudite afin de combattre les Russes en Afghanistan. Parmi les agents sur le terrain, on compte un certain Ossama Ben Laden.

C'est ce qu'a confirmé Hillary Clinton en 2009 : « *Souvenons-nous que les gens contre qui nous nous battons aujourd'hui, nous les avons créés il y a 20 ans.* »

Nous avons dit “Traisons avec l’ISI (services secrets pakistanais — Ndlr) et recrutons ces moudjahidines. Faisons venir ces gens d’Arabie Saoudite et d’ailleurs, et ainsi nous vaincrons l’Union soviétique”. »

C’est un fait que les combattants entraînés ont métastasé en différents groupes sur divers théâtres d’opérations, toujours avec les mêmes financements, pour devenir Daesh, Front Al-Nosra, Al-Qaïda en Syrie, en Irak, Boko Haram au Nigeria, Ansardine-Mujao au Mali, etc.

Selon les circonstances, les armées impérialistes s’allient avec eux ou les combattent.

Joe Biden, ancien vice-président d’Obama et actuel candidat à la primaire démocrate, a déclaré devant des étudiants à Harvard, en octobre 2014, que l’Arabie Saoudite, la Turquie et les Emirats arabes unis « *étaient réellement déterminés à renverser Assad et provoquer une guerre entre sunnites et chiïtes. Qu’ont-ils fait ? Ils ont déversé des centaines de millions de dollars et des milliers d’armes sur tous ceux qui voulaient bien combattre Assad. Sauf que ceux qui recevaient tout ça étaient Al-Nosra et Al-Qaïda, et des éléments extrémistes djihadistes qui arrivaient d’autres parties du monde.* »

Nigeria : à propos de Boko Haram

CITONS Alain Chouet, ancien directeur du renseignement de sécurité à la DGSE (services secrets français) : « *Quand vous montez une armée — et Boko Haram commence à ressembler à une armée avec plusieurs milliers de personnes —, il faut avoir des revenus réguliers. Le brigandage et les prises d’otages ne le permettent pas (...). C’est là qu’interviennent les porteurs de valises, les intermédiaires, ce sont des Africains en général qui sont bien en cour auprès de certaines pétromonarchies. Ce sont des choses qui sont connues des services de renseignement, mais comme la tension monte, ce n’est pas tellement à la mode de le dire.* »

Et il ajoute quelques considérations intéressantes à propos de la déstabilisation du Nigeria (sans que sa position sur les institutions internationales soit la nôtre, évidemment) :

« *Plutôt que de tenter de renforcer les capacités d’intervention sécuritaire des organisations internationales ou régionales normalement habilitées à cela, les Etats-Unis et l’OTAN qu’ils contrôlent prennent prétexte de tout désordre régional pour intervenir militairement, avec des résultats d’ailleurs discutables, mais dont le principal effet est de rendre les Etats faibles dépendants des forces du Pacte Atlantique. C’est actuellement le cas du Nigeria, qui avait toujours cherché à éviter ce type de connivence avec l’Occident et se tenait sur une ligne de relative neutralité tiers-mondiste peu appréciée à Washington. En ce sens, l’action de Boko Haram finit par servir les intérêts de l’OTAN et à nuire à l’indépendance du pays (...). Washington ne peut laisser un pays aussi important au cœur de l’Afrique sombrer dans la confusion et devenir un sanctuaire djihadiste, ni tomber par réaction entre les mains d’un pouvoir militaire fort qui pourrait avoir la tentation d’une politique nationaliste sur le modèle iranien ou vénézuélien en s’affranchissant des règles de l’OPEP et de l’acceptation du paiement de son pétrole en dollars* » (interview sur Afrik.com, 15 juin 2014).

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

